



PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune de BOURS

Département des Hautes-Pyrénées (65)

PIECE N°1A

RAPPORT DE PRESENTATION

P.L.U. arrêté le 18/12/2019

Enquête Publique du 16/11/2020 au 18/12/2020

P.L.U. approuvé le 30/06/2021

Pour ce dossier, la collectivité a été accompagnée par le groupement :



**ATELIER SOLS,
URBANISME ET PAYSAGES**

12, rue de l'église 65690 ANGOS
Tél. 09 65 00 57 23
asup@agretpy.fr
RCS Tarbes B 798 272 472



**TERRITOIRE D'AVENIR ET
DEVELOPPEMENT DURABLE**

35bis, rue de Guindalos 64110 Jurançon
tél. : +33(0)6 73 36 25 73
mail : amandine.raymond@tadd.fr
SIRET 504 648 528 00033



Pyrénées Cartographie

3 Rue de la fontaine
de Crastes - 65200 Asté

Tél : 05.62.91.46.86
Mobile : 06.72.78.91.55
guillaume.arlandes@pyrcarto.fr

<http://www.pyrcarto.com>

SOMMAIRE

Sommaire	3
1 Préambule	7
1.1 Le contenu du P.L.U.	7
1.1.1 Le rapport de présentation	7
1.1.2 Le projet d'aménagement et de développement durables (P.A.D.D.)	7
1.1.3 Les orientations d'aménagement et de programmation (O.A.P.)	7
1.1.4 Le règlement	8
1.1.5 Les annexes	8
1.2 Concertation de la population	8
1.2.1 Rappel des modalités prévues par la délibération de prescription	8
1.2.2 Les dispositifs de concertation mis en œuvre	8
2 Diagnostic territorial	9
2.1 Le contexte local et supra-communal	9
2.1.1 Situation	9
2.1.2 Intercommunalité	9
2.1.3 Articulation du P.L.U. avec les documents supra-communaux	12
2.2 Les habitants	14
2.2.1 Démographie : l'évolution de la population	14
2.2.2 Structure de la population	15
2.2.3 Mobilité	16
2.2.4 Population et activité	17
2.3 Economie et activités	18
2.3.1 Les entreprises	19
2.3.2 L'agriculture	20
2.3.3 La forêt	20
2.4 Les services	22
2.4.1 Commerces - Services aux particuliers	22
2.4.2 Santé - Aide à domicile	22
2.4.3 Education – Enfance	22
2.4.4 Administration – Autres services	23
2.4.5 Culture - Associations – Sports	23
2.5 Analyse urbaine et habitat	23
2.5.1 Historique et implantation du bâti	23
2.5.2 Formes urbaines, morphologie du bâti et caractéristiques architecturales	28
2.5.3 Patrimoine	31
2.6 Le logement	32
2.6.1 Documents supra-communaux	32
2.6.2 Structure et évolution du parc de logements	32
2.6.3 Caractéristiques des résidences principales	33
2.6.4 Dynamique de la construction	34
2.7 Equipements publics et réseaux	35

2.7.1	Eau potable	35
2.7.2	Défense incendie.....	36
2.7.3	Assainissement des eaux usées.....	37
2.7.4	Eaux pluviales.....	37
2.7.5	Autres réseaux	38
2.7.6	Gestion des déchets	38
2.7.7	Energie	39
2.8	Déplacements et transports	39
2.8.1	Le réseau viaire	39
2.8.2	Les transports en commun.....	40
2.8.3	Les modes de déplacement doux.....	40
2.8.4	Accessibilité aux personnes à mobilité réduite.....	40
2.8.5	Stationnement.....	40
2.8.6	Déplacements.....	41
2.9	Servitudes d'utilité publique.....	42
3	Etat initial de l'environnement	43
3.1	Présentation physique et géographique	43
3.1.1	Documents supra-communaux	43
3.1.2	Contexte géologique et géomorphologique	46
3.1.3	Topographie et exposition	47
3.1.4	Contexte climatique	47
3.1.5	Le réseau hydrographique et les milieux aquatiques	47
3.2	Analyse paysagère	50
3.2.1	Contexte paysager.....	50
3.2.2	Les éléments paysagers remarquables	52
3.3	Milieux naturels – Trame verte et bleue	52
3.3.1	Les espaces naturels règlementés ou reconnus.....	52
3.3.2	Les fonctions des espaces naturels	55
3.3.3	Intérêt des espaces agricoles	55
3.3.4	La trame verte et bleue.....	55
3.4	Ressources	59
3.4.1	Eau potable	59
3.4.2	Sol et espace.....	59
3.4.3	Matières premières et ressources du sous-sol	61
3.4.4	Energie	61
3.5	Risques et nuisances.....	62
3.5.1	Documents supra-communaux : le Plan de Gestion des Risques d'Inondation.....	62
3.5.2	Risques naturels recensés sur le territoire.....	62
3.5.3	Arrêtés de catastrophe naturelle	63
3.5.4	Risques technologiques et miniers.....	63
3.5.5	Sites et sols pollués	64
3.5.6	Installations classées - Etablissements industriels, artisanaux et activités de services	64
3.5.7	Nuisances sonores.....	64
3.5.8	Autres risques et nuisances.....	64
3.6	Consommations énergétiques et émission de gaz à effet de serre	64
3.6.1	Documents supra-communaux	64
3.6.2	Consommations énergétiques	67
3.6.3	Qualité de l'air	67

3.6.4	Moyens d'actions sur le territoire	69
4	Explications des choix retenus	70
4.1	Choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) et traduction règlementaire	70
4.2	Choix retenus pour le règlement.....	87
4.2.1	Règlement graphique.....	87
4.2.2	Les différents types de zones	87
4.2.3	Choix de zonage	90
4.2.4	Justifications du règlement écrit	98
4.2.5	Bilan des surfaces par type de zone	109
4.3	Choix retenus pour les prescriptions.....	110
4.4	Choix retenus pour les Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.)	111
5	Évaluation environnementale du P.L.U. et incidences Natura 2000 - Mesures de préservation et de mise en valeur	114
5.1	Analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers	114
5.1.1	Evolution historique de la consommation d'espaces depuis 10 ans	114
5.1.2	Evolution des surfaces par rapport à l'ancien P.O.S.	115
5.1.3	Objectifs de modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.....	115
5.1.4	Synthèse sur la modération de la consommation de l'espace.....	116
5.2	Évaluation des incidences des orientations du P.L.U. sur l'environnement - Mesures de préservation et de mise en valeur	117
5.2.1	Milieu naturel et biodiversité.....	117
5.2.2	Paysage et patrimoine.....	118
5.2.3	Ressources naturelles.....	119
5.2.4	Risques et nuisances	121
5.3	Evaluation des incidences de l'ouverture à l'urbanisation (étude naturaliste).....	123
5.3.1	Secteur n°1	125
5.3.2	Secteur n°2	125
5.3.3	Secteur n°3	126
5.3.4	Secteur n°4	128
5.4	Évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 « Vallée de l'Adour »	128
5.5	Construction d'indicateurs de suivi de la consommation d'espace	132
6	Annexes.....	133

1 PREAMBULE

La commune de Bours a prescrit l'élaboration de son P.L.U. par délibération du Conseil Municipal en date du 09/12/2014.

1.1 LE CONTENU DU P.L.U.

Les dispositions relatives aux P.L.U sont définies par le Code de l'Urbanisme. Le P.L.U. se compose de plusieurs pièces obligatoires.

1.1.1 LE RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation comprend :

- Un diagnostic « [...] établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services. » ;
- Une analyse de l'état initial de l'environnement ;
- Un exposé des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, ainsi que des motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement ;
- Une évaluation des incidences des orientations du plan sur l'environnement et un exposé de la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

1.1.2 LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (P.A.D.D.)

Le P.A.D.D. n'est pas une pièce opposable aux tiers, mais il doit faire l'objet d'un débat en Conseil Municipal. C'est un document qui traduit la volonté politique de la commune et qui constitue l'ossature du P.L.U. dans la mesure où les pièces telles que les Orientations d'Aménagement et de Programmation et le règlement doivent être compatibles avec lui.

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Le projet d'aménagement et de développement durables arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

1.1.3 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (O.A.P.)

Les O.A.P. portent sur les secteurs qui présentent des enjeux particuliers.

Elles peuvent concerner les aménagements, l'habitat, ou les déplacements et les transports ; les constructions et travaux prévus dans les secteurs où elles s'appliquent doivent être compatibles avec elles.

« Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements. »

« En ce qui concerne l'aménagement, les orientations peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune.

Elles peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.

Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. »

1.1.4 LE REGLEMENT

Il définit quatre grands types de zones dont la vocation diffère : zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et zones naturelles et forestières. Il fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune d'entre elles.

« Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L. 121-1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimitent les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définissent, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions. »

Le règlement est présenté sous forme graphique (plan de zonage) et écrite. Il est opposable aux tiers.

1.1.5 LES ANNEXES

Le code de l'urbanisme définit la liste des informations à intégrer en temps qu'annexes au P.L.U. dont font partie en particulier :

- Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;
- Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets ;
- Les dispositions des plans de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables.

1.2 CONCERTATION DE LA POPULATION

1.2.1 RAPPEL DES MODALITES PREVUES PAR LA DELIBERATION DE PRESCRIPTION

Les outils de concertation retenus par la délibération sont les suivants :

- Publication d'articles dans la presse locale et insertion d'articles dans le bulletin municipal ainsi que sur le site internet de la commune ;
- Dossier explicatif présentant les éléments du diagnostic et les enjeux communaux tenu à la disposition du public à l'accueil de la mairie ;
- Organisation de réunions publiques annoncées par voie de presse.

1.2.2 LES DISPOSITIFS DE CONCERTATION MIS EN ŒUVRE

Le bilan détaillé de la concertation est annexé à la délibération d'arrêt du projet de P.L.U.

2 DIAGNOSTIC TERRITORIAL

2.1 LE CONTEXTE LOCAL ET SUPRA-COMMUNAL

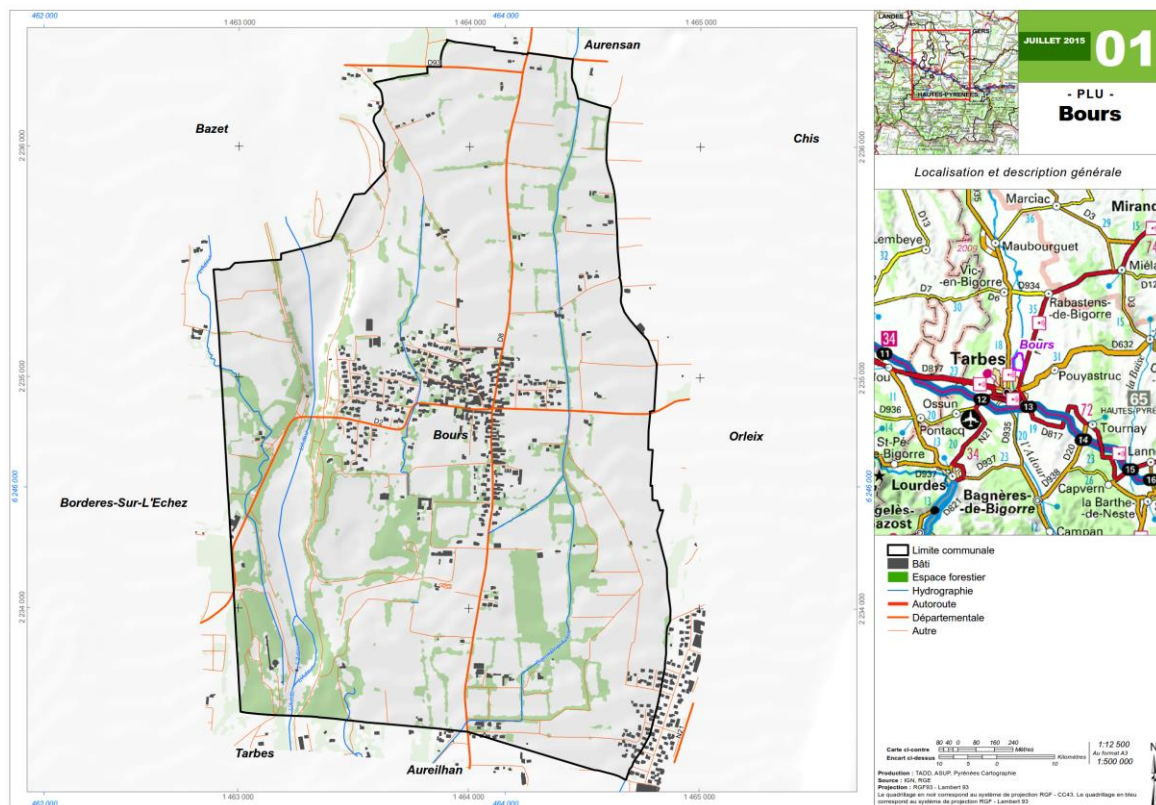
2.1.1 SITUATION

La commune de Bours appartient au département des Hautes-Pyrénées et les communes voisines sont Bazet, Aurensan, Chis, Orleix, Aureilhan, Tarbes et Borderes-sur-l'Échez.

Elle se situe dans la plaine de l'Adour, au nord de Tarbes et sa superficie est de 4.68 Km². Son territoire est traversé par l'Adour et le canal de l'Ailhet.

Depuis 10 ans, elle a connu une forte expansion avec la création de nouveaux lotissements (au centre-bourg mais surtout au quartier Lahitte, en limite de la commune voisine d'Orleix). Dans le fonctionnement quotidien de ses habitants, elle est fortement intégrée au territoire plus vaste de l'agglomération Tarbaise: emplois, commerces, services, collège et lycée, infrastructures de loisirs ou de santé, etc.

Localisation et description générale (Carte au format pleine page en annexe)



2.1.2 INTERCOMMUNALITE

2.1.2.1 Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP)

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) a été créée le 1^{er} janvier 2017 par fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des communautés de communes du Pays de Lourdes,

du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour- Echez, du Montaigu, de Batsurguère et de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des Rives de l'Alaric.

Elle compte 86 communes pour une population globale de 126 811 habitants.

Elle exerce :

- Les compétences obligatoires suivantes :

- ✓ Développement économique :

Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique ou aéroportuaire ;

Politique locale de commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;

Promotion du tourisme.

- ✓ Aménagement de l'espace communautaire :

Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;

Plan local d'urbanisme ;

Document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;

Création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire.

- ✓ Equilibre social de l'habitat :

Programme local de l'habitat ;

Politique du logement d'intérêt communautaire ;

Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;

Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;

Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;

Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

- ✓ Politique de la ville :

Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

- ✓ Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations :

Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;

Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;

Défense contre les inondations et contre la mer ;

Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

- ✓ Accueil des gens du voyage :

Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil.

- ✓ Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

Le service est rendu via le Syndicat mixte de collecte des déchets (SYMAT).

- ✓ Eau

- ✓ Assainissement des eaux usées

- ✓ Gestion des eaux pluviales urbaines

- Les autres compétences suivantes :

- ✓ Voirie d'intérêt communautaire :

Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ;

Création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire.

- ✓ Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie :

Lutte contre la pollution de l'air ;

Lutte contre les nuisances sonores ;

Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

- ✓ Equipements culturels et sportifs

Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

- ✓ Pôle universitaire tarbais :

Participation financière et/ou maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études, la construction et l'équipement de bâtiments universitaires ou de recherche.

- ✓ Chemins de randonnée,
- ✓ Financement de Scène Nationale du Parvis,
- ✓ Règlement local de publicité extérieure,
- ✓ Projet culturel de territoire : L'élaboration, animation et mise en œuvre d'un projet culturel de territoire visant à développer la culture vivante, professionnaliser les acteurs et développer les partenariats entre les collectivités et les acteurs culturels du territoire.
- ✓ Maîtrise d'ouvrage et gestion de la "Voie verte des Gaves",
- ✓ Mise en œuvre des documents d'objectifs Natura 2000 pour les sites "Gaves de Pau et de Cauterets" et "Tourbière et lac de Lourdes",
- ✓ Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues au 11° de l'article L 211-7 du Code de l'environnement : Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques, sur les bassins versants du Gave de Pau amont, Gave de Pau aval, Adour et Arros, à l'exclusion du bassin versant du Gabas.
- ✓ Défense incendie, consistant au paiement du contingent départemental d'incendie au SDIS pour les communes de l'ancienne communauté de communes du canton d'Ossun, à savoir les 17 communes suivantes : Averen, Azereix, Barry, Bénac, Gardères, Hibarette, Juillan, Lamarque-Pontacq, Lanne, Layrisse, Loucrup, Louey, Luquet, Orincles, Ossun, Séron, et Visker; Et de l'ancienne Communauté de communes Gespe-Adour-Alaric, à savoir les 9 communes suivantes : Allier, Arcizac-Adour, Bernac-Debat, Bernac-Dessus, Horgues, Momères, Montignac, Saint-Martin et Vielle-Adour.
- ✓ Aménagement de la vélo-route V81 entre Saint-Pé-de-Bigorre et Tarbes
- ✓ Construction, aménagement, entretien et gestion d'Universciel

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) dispose de 2 ans à compter de sa création pour reconnaître l'intérêt communautaire de ce qui relève de ses compétences obligatoires. Jusqu'à la définition de l'intérêt communautaire, celui qui était défini au sein de chacun des établissements publics de coopération intercommunale ayant fusionné est maintenu dans les anciens périmètres correspondant à chacun de ces établissements.

- Pendant une durée de 1 an (c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2017) les compétences optionnelles héritées des anciens EPCI à fiscalité propre sur leur ancien périmètre, soit pour le périmètre de l'ancienne communauté d'agglomération du Grand Tarbes :
 - Création ou aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ;
 - Création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;
 - Lutte contre les nuisances sonores ;

- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- Lutte contre la pollution de l'air ;
- Pendant une durée de 2 ans (c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2018) les compétences facultatives héritées des anciens EPCI à fiscalité propre sur leur ancien périmètre, soit pour le périmètre de l'ancienne communauté d'agglomération du Grand Tarbes :
 - Pôle universitaire tarbais : participation financière et/ou maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études, la construction et l'équipement des bâtiments universitaires ou de recherche ;
 - Programme « Trait vert » et « Caminadour » : chemins de randonnée ;
 - Financement de la scène nationale ;
 - Règlement local de publicité extérieure.

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) adhère aux groupements suivants :

- Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves ;
- Syndicat Mixte de la zone aéroportuaire Tarbes-Lourdes-Pyrénées ;
- Syndicat Mixte du Grand Pau ;
- Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Cœur de Bigorre ;
- Syndicat mixte de l'Agglomération Tarbaise Elimination des déchets ménagers et assimilés.

2.1.2.2 Syndicat départemental d'énergie (SDE)

Créé en 1947, le Syndicat Départemental d'Electricité des Hautes-Pyrénées (SDE65) intervient sur l'ensemble du département et ses compétences sont les suivantes :

- Construction, renforcement et dissimulation des réseaux électriques pour les communes du régime rural ;
- Réalisation et entretien des installations d'éclairage public ;
- Réalisation des installations en énergie renouvelables.

2.1.2.3 Syndicat SIAEP Adour Coteaux

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable Adour Coteaux couvre 12 communes situées au nord-est de l'agglomération tarbaise (Aureilhan, Boulou, Bours, Chis, Dours, Lizos, Oléac-Debat, Orleix, Sabalos, Sarrouilles, Séméac et Soues), pour une population totale regroupée de 20 000 habitants. Ses missions sont les suivantes :

- Gérer : accueil des abonnés (contrat d'abonnement, facturation) ;
- Entretien (préservation des 185 kms du réseau, entretien des bâtiments dont les réservoirs, remplacement des compteurs) ;
- Investir (renouvellement du réseau, réhabilitation et mise en sécurité des bâtiments).

2.1.3 ARTICULATION DU P.L.U. AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

La commune et plus largement la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) ne sont pas dotées d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Le P.L.U. doit être compatible avec :

- Les orientations fondamentales et les objectifs de qualité du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2016-2021 approuvé le 1er décembre 2015
- Les objectifs de protection du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Bassin Amont de l'Adour » approuvé le 19 mars 2015

- Les objectifs de gestion des risques d'inondation du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du Bassin Adour-Garonne 2016-2021 approuvé le 1er décembre 2015
- Le Schéma Départemental des Carrières (SDC) des Hautes-Pyrénées approuvé le 29 novembre 2005, et ceci jusqu'à l'adoption du Schéma Régional des Carrières.

Le P.L.U. devra également être compatible avec les règles générales contenues dans le « fascicule » du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Midi-Pyrénées quand ce dernier sera approuvé.

Le P.L.U. doit prendre en compte :

- Les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable des Territoires (SRADDT) de Midi-Pyrénées, approuvé le 30 mars 2009, en cours de révision depuis 2013
- Les objectifs du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Midi-Pyrénées
- Le Plan Climat Energie Territorial (PCAET) de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP)
- Le Plan Climat Énergie Territorial du département des Hautes-Pyrénées (PCET) et le Schéma régional des carrières lorsqu'ils seront approuvés.

Ces différents documents seront présentés dans la suite du rapport de présentation dans les chapitres relatifs aux thématiques qu'ils traitent.

Nota :

- Compatibilité : Les dispositions du document d'urbanisme ne doivent pas faire obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur. Dans ce cas, la norme supérieure se borne à tracer un cadre général en déterminant, par exemple, des objectifs ou en fixant des limites, mais laisse à l'autorité inférieure le choix des moyens et le pouvoir de décider librement, dans les limites prescrites par la norme.
- Prise en compte : La notion de prise en compte implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document. Une disposition d'un document qui serait contraire à un document supérieur doit être motivée.

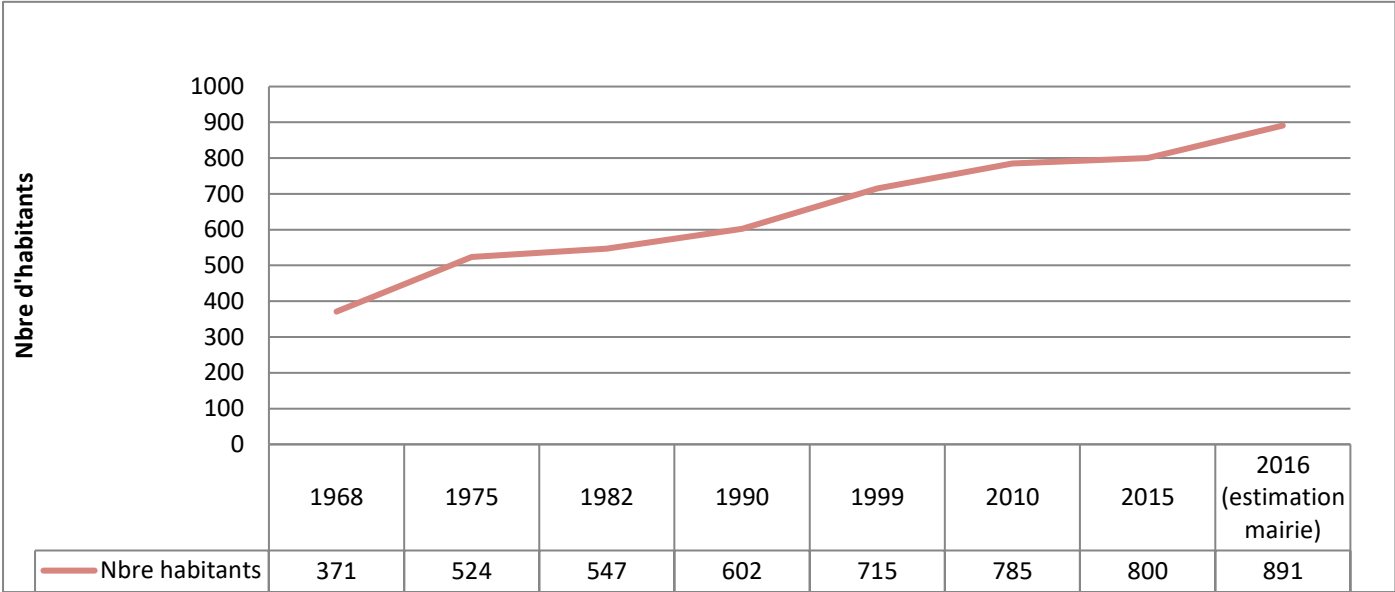
2.2 LES HABITANTS¹

2.2.1 DEMOGRAPHIE : L’EVOLUTION DE LA POPULATION

La population de Bours a pratiquement doublé entre 1968 et 1990, soit plus de 231 habitants en 22 ans. Ensuite, depuis 17 ans (1999-2016), la croissance observée est également très forte (+1.25%/an en moyenne) et la commune estime la population à près de 890 habitants en 2016, liée principalement à la construction de plusieurs lotissements en centre-bourg mais surtout plus récemment au quartier Lahitte, en bordure d’Orleix (près de 70 lots).

L’augmentation de la population s’explique donc par un solde migratoire largement positif (lotissement Lahitte non comptabilisé dans le dernier recensement), tandis que le solde naturel est également légèrement positif : cette tendance aura tendance à se pérenniser avec l’arrivée de couples de moins de 40 ans, avec enfants, dans ces nouveaux lotissements.

Evolution démographique



2016 :

- Donnée INSEE (estimatif) : 816 habitants
- Données mairie : 891 habitants

¹ Sauf mention contraire, les données présentées dans ce chapitre sont issues de l’Insee : recensements de la population (RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 à RP2016 exploitations principales), caractéristiques des entreprises et des établissements, démographie des entreprises

Indicateurs démographiques

POP T2M - Indicateurs démographiques

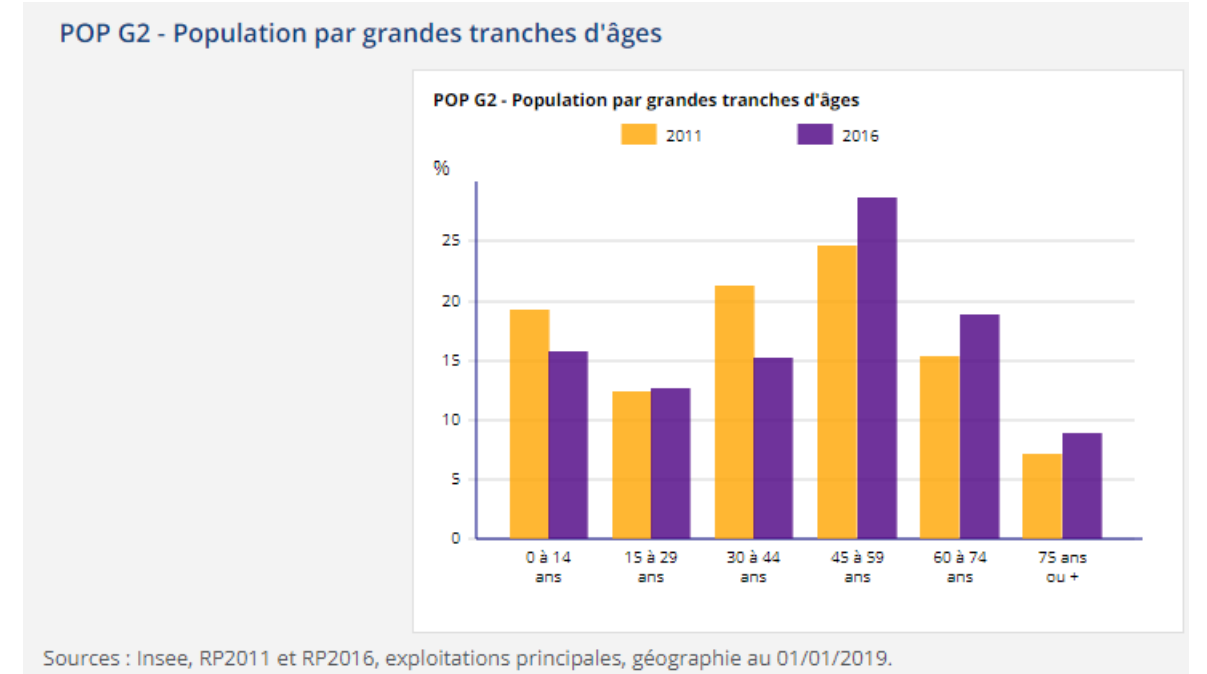
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011	2011 à 2016
Variation annuelle moyenne de la population en %	5,1	0,6	1,2	1,9	0,0	1,8	0,7
due au solde naturel en %	0,2	-0,3	-0,3	0,3	0,2	0,4	0,1
due au solde apparent des entrées sorties en %	4,9	1,0	1,5	1,6	-0,2	1,4	0,6
Taux de natalité (‰)	11,6	6,4	5,9	9,6		10,2	9,3
Taux de mortalité (‰)	10,0	9,9	9,2	6,5	6,6	5,9	8,3

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2019.
Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2006 au RP2016 exploitations principales - État civil.

2.2.2 STRUCTURE DE LA POPULATION

La tranche d’âge la plus représentée est celle des 45-59 ans avec 28.7 % de la population totale. Entre 2010 et 2016, les catégories les plus âgées (60 ans et plus) ont progressé, tandis que l’effectif des classes les plus jeunes (moins de 45 ans) a diminué hormis les 15-29 ans (stabilisation). Ceci dit, comme indiqué précédemment, l’ensemble des constructions du dernier lotissement du quartier « Lahitte » n’a pas été pris en compte dans le recensement de 2016 et on peut estimer l’arrivée d’une population plus jeune avec enfant dans ces nouvelles constructions.

Structure de la population



Il en résulte un indice de jeunesse globalement élevé, égal à 81.4, très supérieur à la moyenne départementale (64.3 pour les Hautes Pyrénées) : les tranches les plus jeunes de la population ne sont pas suffisamment nombreuses pour compenser les tranches les plus âgées, mais comme vu précédemment, cet indice va avoir tendance à s’inverser avec la construction des derniers lotissements.

En parallèle, la taille moyenne des ménages est en diminution régulière, passant de 3.4 personnes par ménage en 1968 à 2.3 personnes par ménage en 2016, chiffre supérieur à la moyenne départementale; ces

chiffres traduisent le phénomène de « desserrement » des ménages observé de façon assez générale dans la population française depuis quelques décennies (lié à l'augmentation de la part de la population âgée, à la montée du nombre de familles monoparentales et à la régression de la cohabitation multigénérationnelle).

Taille moyenne des ménages

	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2016
Bours	3.4	3.2	2.9	2.7	2.7	2.5	2.3
Hautes Pyrénées	3.3	3.0	2.8	2.5	2.3	2.1	2.1

2.2.3 MOBILITE

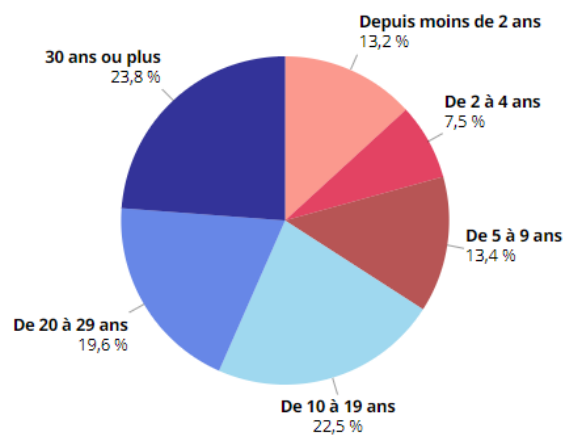
La population de Bours, au moment du recensement INSEE (soit 2016) est peu mobile puisque plus de 65% des ménages résident dans le même logement depuis 10 ans ou plus : 23.8% depuis 30 ans ou plus, 19.6% depuis 20 à 29 ans et 22.5% depuis 10 à 19 ans.

Plus l'ancienneté d'occupation est importante, plus le logement est d'une taille importante par rapport au nombre de personnes qui l'occupe.

Ancienneté d'emménagement des ménages

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2016

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2016



Source : Insee, RP2016 exploitation principale, géographie au 01/01/2019.

LOG T6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2016

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
Ensemble	355	100,0	811	4,9	2,2
Depuis moins de 2 ans	47	13,2	113	4,6	1,9
De 2 à 4 ans	27	7,5	63	4,7	2,0
De 5 à 9 ans	48	13,4	135	4,6	1,6
10 ans ou plus	234	65,9	501	5,1	2,4

Source : Insee, RP2016 exploitation principale, géographie au 01/01/2019.

2.2.4 POPULATION ET ACTIVITE

En 2016, les actifs représentent 76.9% des 15-65 ans et 70.9% de cette classe d'âge occupe un emploi. Cette classe de population est en augmentation entre 2010 et 2016 (502 habitants contre 527 habitants), et on note donc une augmentation du taux d'activité (70.9% en 2016 contre 65.9% en 2010) tout comme le nombre de chômeurs qui augmente entre ces 2 dates (de 3.5 à 6%).

Le nombre de retraités ou préretraités de moins de 65 ans est en légère diminution, tout comme celui des élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés.

Les actifs ayant un emploi sont pour les 90% d'entre eux des salariés, en large majorité titulaires de la fonction publique ou sous un contrat à durée indéterminée (CDI). Les actifs non-salariés sont des hommes pour les 2/3 d'entre eux et se positionnent comme travailleurs indépendants (environ 9.2%) ou employeurs (environ 8.3%).

Dans leur très grande majorité, les actifs de Bours travaillent à l'extérieur de la commune. On note néanmoins que le nombre de personnes travaillant dans la commune est en augmentation : +11 personnes entre 2010 et 2016.

Population de 15 à 64 ans par type d'activité

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2016	2011
Ensemble	527	502
Actifs en %	76,9	69,3
Actifs ayant un emploi en %	70,9	65,9
Chômeurs en %	6,0	3,5
Inactifs en %	23,1	30,7
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	8,0	11,8
Retraités ou préretraités en %	11,2	11,4
Autres inactifs en %	3,9	7,5

Sources : Insee, RP2011 et RP2016, exploitations principales, géographie au 01/01/2019.

Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus en 2014

ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2016

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	183	100	194	100
Salariés	151	82,4	181	93,4
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	140	76,2	163	84,4
Contrats à durée déterminée	3	1,7	9	4,8
Intérim	4	2,2	0	0,0
Emplois aidés	1	0,6	2	1,0
Apprentissage - Stage	3	1,7	6	3,2
Non-Salariés	32	17,6	13	6,6
Indépendants	17	9,3	7	3,8
Employeurs	15	8,3	5	2,8
Aides familiaux	0	0,0	0	0,0

Source : Insee, RP2016 exploitation principale, géographie au 01/01/2019.

Lieu de travail des actifs ayant un emploi qui résident dans la zone

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2016	%	2011	%
Ensemble	377	100	335	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence	45	12,1	34	10,1
dans une commune autre que la commune de résidence	331	87,9	301	89,9

Sources : Insee, RP2011 et RP2016, exploitations principales, géographie au 01/01/2019.

2.3 ECONOMIE ET ACTIVITES

En 2016, la commune compte 178 emplois sur son territoire soit 19 de plus par rapport à 2010. Ce chiffre est très largement inférieur au nombre d'actifs même si celui-ci diminue également. L'indicateur de concentration d'emploi est donc en légère diminution et reste globalement faible (55.6% en 2016 contre 56.5% en 2010) : la commune est résidentielle bien qu'appartenant à l'agglomération tarbaise.

Les emplois salariés représentent plus de 85 % des emplois et sont avant tout masculins. Les emplois à temps partiel représentent près de 15% des emplois salariés, en augmentation par rapport à 2010.

Emploi et activité

EMP T5 - Emploi et activité

	2016	2011
Nombre d'emplois dans la zone	178	159
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	377	336
Indicateur de concentration d'emploi	47,2	47,4
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	59,7	55,7

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.
Sources : Insee, RP2011 et RP2016, exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail, géographie au 01/01/2019.

Emploi selon le statut professionnel

EMP T6 - Emplois selon le statut professionnel

	2016	%	2011	%
Ensemble	178	100,0	159	100,0
Salariés	157	88,3	137	86,0
<i>dont femmes</i>	49	27,4	32	20,1
<i>dont temps partiel</i>	28	15,9	21	13,2
Non-salariés	21	11,7	22	14,0
<i>dont femmes</i>	7	4,1	8	5,1
<i>dont temps partiel</i>	1	0,6	1	0,6

Sources : Insee, RP2011 et RP2016, exploitations principales lieu de travail, géographie au 01/01/2019.

2.3.1 LES ENTREPRISES

Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015 (Source : Insee, CLAP)

CEN T1 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
Ensemble	49	100,0	38	8	0	2	1
Agriculture, sylviculture et pêche	4	8,2	2	2	0	0	0
Industrie	4	8,2	4	0	0	0	0
Construction	12	24,5	8	2	0	2	0
Commerce, transports, services divers	19	38,8	18	1	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	4	8,2	4	0	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	10	20,4	6	3	0	0	1

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2019.

CEN T2 - Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
Ensemble	171	100,0	21	0	69	81	0
Agriculture, sylviculture et pêche	2	1,2	2	0	0	0	0
Industrie	0	0,0	0	0	0	0	0
Construction	74	43,3	5	0	69	0	0
Commerce, transports, services divers	1	0,6	1	0	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	0	0,0	0	0	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	94	55,0	13	0	0	81	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2019.

En 2015, la commune compte 49 établissements actifs dont 38 sont de petite taille puisqu'ils n'ont aucun salarié.

Les entreprises de commerce, transports et services divers concentrent 38% des établissements.

Il existe quelques commerces de proximité dans le bourg (boulangerie).

2.3.2 L'AGRICULTURE

Le diagnostic agricole a été réalisé par la Chambre d'Agriculture des Hautes Pyrénées en 2012, mis à jour en 2015.

Les documents produits dans le cadre de cette étude sont intégrés au dossier de P.L.U. (en annexe du rapport de présentation)

2.3.3 LA FORET

2.3.3.1 La forêt en tant qu'activité économique

La commune de BOURS se situe ;

- Dans le GRECO Sud-ouest océanique. Ce dernier est divisé en plusieurs sylvo-écorégions (SER). C'est une entité géographique qui possède les mêmes facteurs biogéographiques déterminant pour la production forestière (sols, climat, etc.)
- Dans la sylvo-écorégion « Collines de l'Adour (F 52) », région de plaines et collines, située entre les sables du massif landais et les flyschs du piémont pyrénéen, moins arrosée la sylvo-écorégion Adour atlantique (F 51). Les mélanges de futaies de feuillus et de taillis à base de chênes, de châtaigniers et de charmes avec sous-étage de noisetiers et feuillus divers constituent la majorité des forêts de la région. Elles sont très morcelées et occupent souvent les versants abrupts des vallées. En bordure des cours d'eau, le chêne pédonculé domine, accompagné du frêne et de l'aulne alors que les ormes décimés par la graphiose ne dépassent généralement pas le stade arbustif.

A Bours, aucune forêt ne relève du régime forestier (gérée par l'ONF). La zone totale boisée est estimée à environ 120 ha.

Régime forestier (Carte au format pleine page en annexe)



La couverture boisée de la commune est donc de 25 %. Ce chiffre reste en-dessous des moyennes départementales, régionales et nationales.

Taux de couverture France métropolitaine	30 %
Ancienne région Midi-Pyrénées	30 %
Département des Hautes-Pyrénées	32 %
SER F52	15 à 25 %

L'exploitation forestière semble donc une activité économique négligeable pour la commune. Le revenu lié à l'exploitation des haies (bois de chauffe ?) et des produits non ligneux de la forêt (champignons essentiellement) n'a pas pu être évalué mais paraît marginal.

Le Code Forestier impose, y compris pour les forêts privées, l'obtention d'une autorisation préalable de l'administration pour tout défrichement, le défrichement étant défini comme une opération volontaire entraînant directement ou indirectement la destruction de l'état boisé d'un terrain et mettant fin à sa destination forestière (il y a alors changement d'affectation du sol).

Dans les Hautes-Pyrénées, pour les forêts ne présentant pas l'une des garanties de gestion durable mentionnées aux articles L124-1 à L124-4 du code forestier, les coupes de bois d'une superficie supérieure ou égale à 2 ha d'un seul tenant prélevant plus de 50% du volume des arbres de futaie sont soumises à autorisation préfectorale après avis du centre national de la propriété forestière (arrêté préfectoral du 28/04/2017). A noter que ce seuil ne s'applique pas pour les peupleraies, et coupes autorisées au titre d'une autre disposition du Code Forestier ou de l'article L421-4 du code de l'urbanisme.

2.3.3.2 Les autres fonctions de la forêt

2.3.3.2.1 Fonctions environnementales

Les forêts, bois et bosquets et haies font partie intégrante de la trame verte et bleue : ils participent aux continuités écologiques à l'échelle communale et intercommunale.

Ce chapitre sera développé dans la suite du présent rapport dans la partie consacrée aux espaces naturels.

2.3.3.2.2 Qualité du cadre de vie

Les bois et les haies sont présents dans le paysage, localement en mosaïque avec les espaces agricoles ; ils contribuent ainsi à la qualité de vie des habitants. A Bours, les secteurs les plus proches du village (notamment en bordure de l'Adour) sont également des destinations de promenade.

Leur rôle paysager sera évoqué dans un chapitre ultérieur du présent rapport.

2.3.3.2.3 Fonction sociale

Le lac de Bours, en partie boisé a fait l'objet d'aménagement de type promenade et est parcouru par des chemins qui s'insèrent dans un réseau intercommunal de chemins de promenade.

2.4 LES SERVICES

2.4.1 COMMERCES - SERVICES AUX PARTICULIERS

En ce qui concerne les commerces, on recense à Bours une boulangerie et d'autres commerces sont en attente d'installation dans les nouveaux bâtiments du centre-bourg.

Du point de vue des services aux particuliers, on trouve plusieurs artisans.

2.4.2 SANTE - AIDE A DOMICILE

Seul un infirmier est installé sur la commune. Il n'existe aucun autre service médical ou paramédical sur la commune : les médecins, pharmaciens, cabinets infirmiers, kinésithérapeutes, etc. sont présents sur l'agglomération tarbaise. Les hôpitaux les plus proches se situent à Tarbes.

Les associations d'aide à domicile telles que l'ADMR ou Pyrène Plus peuvent intervenir sur le territoire communal

2.4.3 EDUCATION – ENFANCE

La commune compte une école maternelle et primaire.

Un service de restauration est assuré.

Les élèves sont ensuite scolarisés au collège et au lycée à Tarbes.

2.4.4 ADMINISTRATION – AUTRES SERVICES

La commune dépend des centres suivants :

- Services postaux : Agence communale d'Orleix
- Gendarmerie : Tarbes
- Pompiers : Centre de Secours des Rives de l'Adour
- Pôle emploi : Tarbes
- Caisse d'Allocation Familiales (CAF) : Tarbes
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) : Tarbes
- Mutuelle Sociale Agricole (MSA) : Tarbes

2.4.5 CULTURE - ASSOCIATIONS – SPORTS

La commune dispose d'une salle des fêtes.

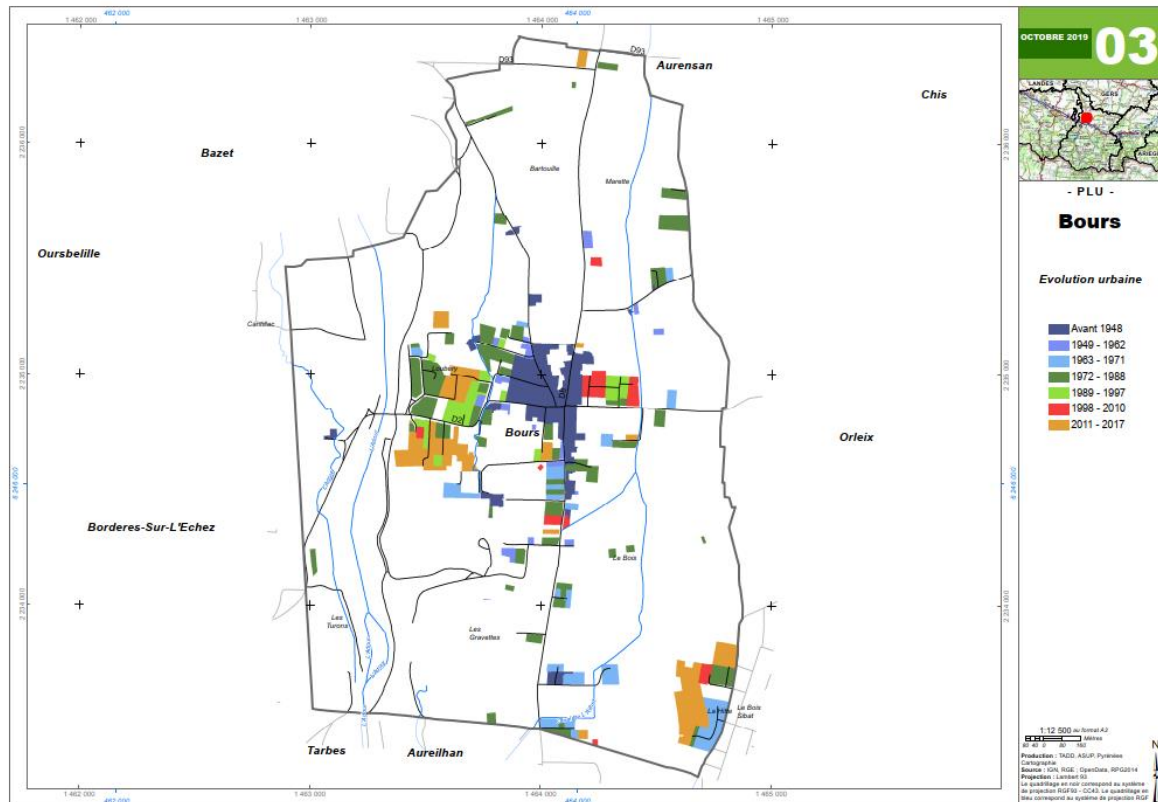
Il existe plusieurs associations : Arts et Compagnie, Bougé à Bours, Défense de la sécurité routière et de l'environnement, club d'éducation et de sport canin des rives de l'Adour, Promusica, Ka'danse, Pétanque Boursoise, CARPE65, Comité d'animation, Club pêche Bours-Bazet, Union sportive Bours-Bazet, Les petits Boursois, Academia Flamenca El Duende, Association Intercommunal des Anciens Combattants, Club de Flag loisirs.

2.5 ANALYSE URBAINE ET HABITAT

2.5.1 HISTORIQUE ET IMPLANTATION DU BATI

La commune de Bours s'est construite progressivement, mais l'organisation du bâti a évolué de manière très importante depuis les années 1960.

Historique du bâti (Carte au format pleine page en annexe)



Jusque dans les années 1970, les constructions se limitent au bourg et à quelques fermes ou maisons isolées. A partir des années 1970, on observe un développement de l'urbanisation à l'ouest du bourg (le long de l'Adour) et de manière ponctuelle le long des grands axes routiers.

Depuis 2000, on observe le développement du bourg vers le sud mais aussi la création d'un nouveau quartier en limite d'Orleix, au lieudit « Lahitte ».

Ces extensions urbaines récentes se sont effectuées principalement sous forme de lotissements : on constate une rupture marquée entre le village et les quartiers récents en ce qui concerne l'implantation des constructions, les formes architecturales, l'organisation des rues et espaces publics.

Aujourd'hui, la commune s'organise donc en plusieurs ensembles :

- le village ancien, à la trame urbaine resserrée et aux espaces de jardins enclavés ;
- les lotissements périphériques avec notamment un réel besoin de liaisons douces pour les secteurs au sud de la rue de l'Adour ;
- le quartier « Lahitte », en limite d'Orleix, totalement déconnecté du centre-bourg.

L'évolution de l'urbanisation du village ancien est contrainte par l'Adour, les anciennes gravières et les espaces agricoles à préserver (présence d'une exploitation agricole à proximité des habitations au nord du village).

Trame urbaine du centre ancien

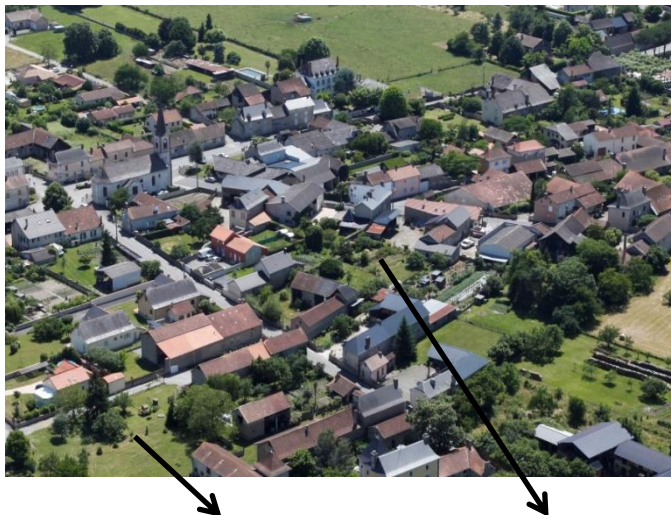


- 1- Cœur urbain au carrefour des voies de communication majeures : la route départementale n°2 et la route départementale n°8. L'îlot au sud du carrefour a récemment été démoli afin de recréer, autour de la nouvelle mairie, un centre cohérent en termes de sécurité routière, de fluidité du trafic, d'équipements publics (mairie, église), de locaux commerciaux récemment créés et de logements collectifs en location autour d'une place centrale et d'un nouveau parvis pour l'église (voir ci-dessous).
- 2- La trame ancienne du village s'organise en un maillage de voies en étoile depuis l'église et des constructions en alignement sur la voirie offrant ainsi un front bâti représentatif de ces villages de la plaine de l'Adour.
- 3- Découlant directement de cette organisation bâtie dense en limite de voirie, des cœurs d'îlots jardinés permettent de créer de larges espaces de respiration au sein même de ces quartiers.

Schéma du projet du centre du village



Illustration du cœur urbain

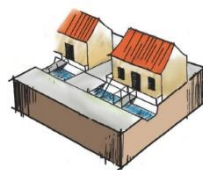


Espace agricole à l'arrière des constructions

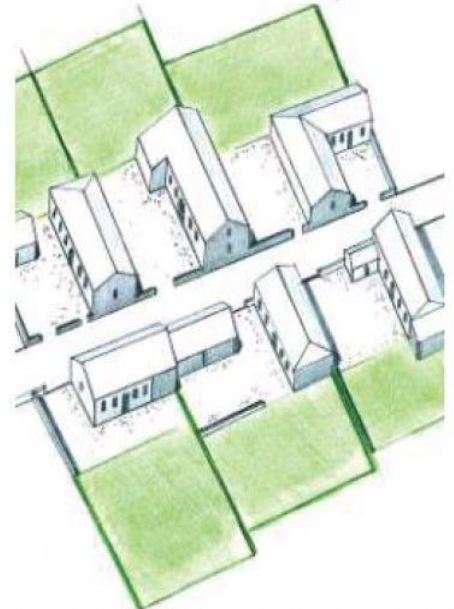
Jardins en cœur d'îlots

Jeux de l'eau dans le tissu urbain

Les bourgs implantés dans le val d'Adour ont développé tout un système de canaux permettant la circulation de l'eau dans l'espace urbain, formant un linéaire continu et apparent valorisant l'espace public.



ORGANISATION TRADITIONNELLE : HABITAT PROCHE DE LA RUE ET DES JARDINS EN CŒURS D'ÎLOT (SOURCE : ATLAS DES PAYSAGES 65)



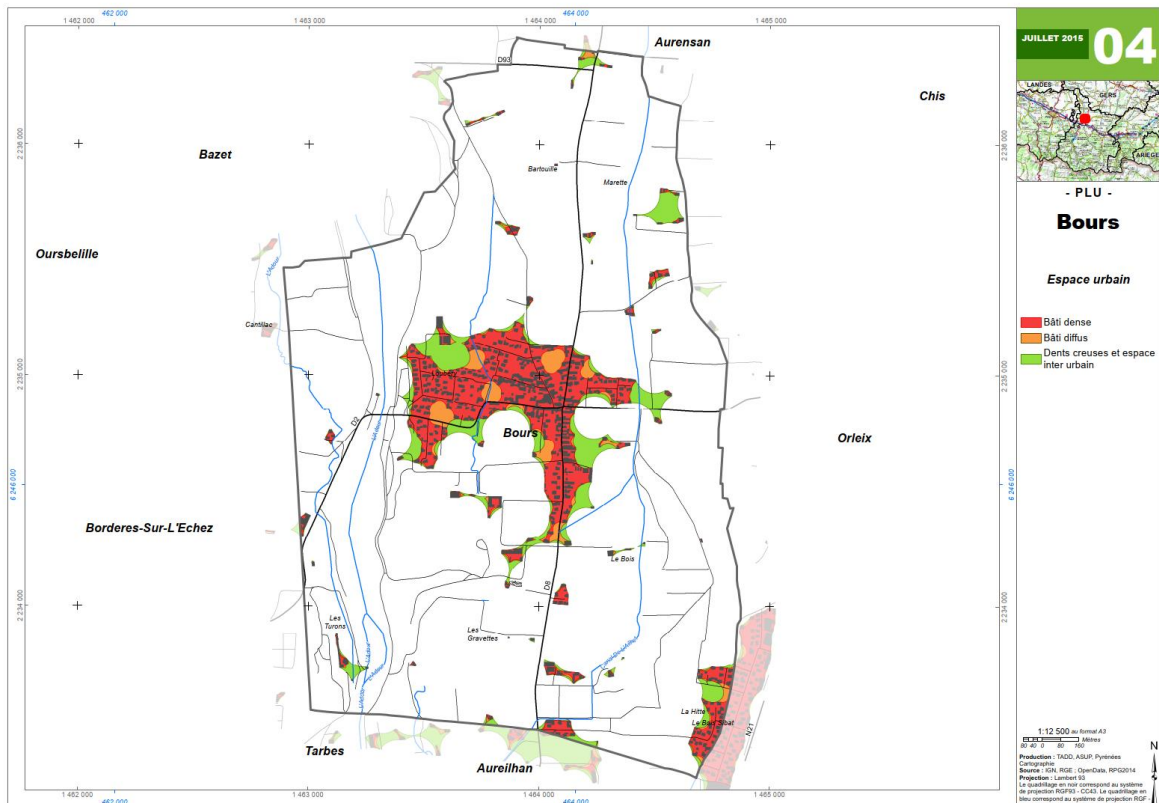
La façade principale est toujours orientée sur la cour exposée au soleil

Extensions sous forme de lotissements



Lotissement « Loubéry » à gauche, le long de l'Adour
et lotissement « Lahitte » à droite, limitrophe à la
commune d'Orleix

Densité du bâti (Carte au format pleine page en annexe)



2.5.2 FORMES URBAINES, MORPHOLOGIE DU BATI ET CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES

2.5.2.1 Le bâti traditionnel

A Bours, comme vu précédemment, le bâti traditionnel est présent principalement dans le bourg qui s'organise autour de plusieurs rues en étoile autour de l'église.

Les constructions sont implantées traditionnellement en bordure de voirie tandis que l'arrière des parcelles est occupé par des jardins, vergers ou prés qui constituent alors le cœur de l'ilot.

L'habitat traditionnel s'organise selon une implantation en « L » délimitant une cour qui assure la transition avec l'espace public. L'aile d'habitation est orientée vers le sud tandis que l'aile agricole du bâtiment située à l'ouest ; les annexes protègent la cour et la partie habitation des pluies et vents dominants. L'unité foncière se complète d'un jardin, espace plus privé, implanté à l'arrière ou sur le côté et des parcelles agricoles.

La taille des parcelles (maison + cour + jardin) est de l'ordre de 1500 à 2000 m².

Les volumes des bâtiments sont imposants : l'aile abritant l'habitation s'élève sur un à deux niveaux et s'étend sur 15 à 20 mètres au minimum pour une profondeur relativement réduite (6 à 7 m le plus souvent) ce qui ne permet l'implantation que d'une seule pièce dans la largeur du bâtiment. Les ouvertures sont réparties de part et d'autre de la porte d'entrée et s'alignent verticalement d'un étage à l'autre.

L'aile agricole présente un volume au moins équivalent, dont une partie est destinée au bétail, alors que la partie la plus proche de l'habitation est généralement ouverte sur la cour afin d'abriter le matériel et d'assurer une transition entre extérieur et intérieur. A l'étage, se trouve le fenil.

Le plus souvent, les corps de bâtiments sont espacés d'une distance de l'ordre de 10 à 20 m, ce qui permet aux façades des habitations de bénéficier de l'ensoleillement.

Photos du centre ancien de Bours



Rue de l'Adour



Mur de clôture en galets marquant la limite avec l'espace bâti et renforçant l'idée de front bâti.



Rue de la République



Village en travaux, arrière-plan montagneux



Croisement rue du Vieux Moulin, rue de la République



Rue de l'Adour

2.5.2.2 Les constructions récentes

Les constructions récentes sont le plus souvent en rupture avec le bâti traditionnel, aussi bien en termes d'organisation urbaine que d'architecture, d'abord parce que la fonction logement et la fonction agricole sont dissociées et ne sont plus abritées dans la même construction. Avec la concentration des exploitations agricoles, puis le développement de la périurbanisation, le bâti des communes rurales est de plus en plus destiné uniquement au logement et l'aile agricole devient inutile.

D'autres facteurs sont venus renforcer cette évolution :

- Sous l'effet de la pression foncière, l'extension des zones bâties se fait de façon non négligeable au gré de divisions parcellaires, souvent sans réflexion sur l'aménagement d'ensemble et l'intégration dans une trame existante.
- Les mutations de la société conduisent à une modification des formes urbaines : la maison au centre de la parcelle devient la règle, même si le prix du foncier conduit à une réduction des surfaces et à l'apparition de maisons accolées.
- Les offres standardisées de construction se développent, avec les phénomènes de modes qui les accompagnent et une adaptation limitée au contexte (orientation, protection vis à vis des vents dominants, ombrage entre bâtiments).

Photos des extensions récentes de Bours



2.5.2.3 Les bâtiments d'activités

La commune de BOURS comprend deux secteurs d'activités bien distincts :



La zone du SYMAT, en rive gauche de l'Adour



L'entreprise MALET, en rive droite de l'Adour

2.5.3 PATRIMOINE

2.5.3.1 Patrimoine architectural

Il n'existe pas de monument classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques.

La commune n'est pas concernée par une AVAP (Aire de Mise en Valeur du Patrimoine) ou une ZPPAUP (Zone de protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager).

2.5.3.2 Patrimoine archéologique

La commune ne contient pas, a priori, dans son territoire d'élément identifié comme étant de grande valeur patrimoniale, de type archéologique (PAC, Etat).

Rappel : législation en vigueur, code du patrimoine L 522-5, décret n°2004-490 du 3 juin 2004

Le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive prévoit, de la part des autorités compétentes pour instruire et délivrer les autorisations d'urbanisme, la saisine du service régional de l'Archéologie, en l'absence de zonages particuliers pour certaines opérations d'urbanisme (ZAC, lotissements, opérations soumises à étude d'impact, travaux soumis à déclaration préalable en application de l'art. 442 du Code de l'urbanisme), et la possibilité de prendre l'initiative de cette saisine en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles auraient connaissance.

Les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de protection et prise en compte du patrimoine archéologique devront être insérées dans le P.L.U. sous forme concise :

- Code du patrimoine, article L 531-14 :

« Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, (...) et plus généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire l'histoire, l'art l'archéologie ou la numismatique sont mis à jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune qui doit la transmettre sans délai au préfet ».

Le service compétent relevant de la préfecture de région Occitanie est le Service Régional de l'Archéologie.

- Article 322-3-1 du Code Pénal :

Il prévoit que « la destruction, la dégradation ou la détérioration est punie de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende lorsqu'elle porte sur :

- 1° Un immeuble ou objet mobilier classé ou inscrit en application des dispositions du code du patrimoine ou un document d'archives privées classé en application des dispositions du même code ;

- 2° Une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain sur lequel se déroulent des opérations archéologiques ou un édifice affecté au culte »

2.5.3.3 Petit patrimoine

La commune se caractérise par un bâti caractéristique des villages de la vallée de l'Adour, avec l'emploi de matériaux tels que les galets dans les murs de clôtures ou les murs des bâtiments anciens.

Il existe plusieurs croix qui marquent des carrefours ou l'entrée dans le territoire communal.

2.6 LE LOGEMENT

2.6.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

2.6.1.1 Schéma Départemental d’Accueil et d’Insertion des Gens du Voyage (SDAIGDV)

Le schéma départemental pour l'accueil des gens du voyage est rendu obligatoire par la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l’habitat des gens du voyage. Il est élaboré pour 6 ans par le représentant de l’Etat dans le département et le président du conseil départemental, en association avec une commission consultative, comprenant notamment des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés, des représentants des gens du voyage et des associations intervenant auprès des gens du voyage.

Le SDAIGDV des Hautes Pyrénées comprend les orientations suivantes :

- Retrouver la vocation des aires d’accueil, destinées à l’accueil des itinérants ;
- Développer l’offre relative aux aires de grand passage ;
- Equilibrer les offres de sédentarisation des ménages : terrain familiaux conçu pour l’usage exclusif des caravanes, habitat adapté (logement en dur constitué d’une ou deux pièces à vivre et de sanitaires, et des caravanes installées autour du bâti) avec Prêt Locatif Aidé d’intégration (PLAI) ou Prêt Social Location Accession PSLA, parcelles privatives, logements de « droit commun ».

La mobilisation de procédure de type « maîtrise d’œuvre urbaine et sociale » (MOUS) est prévue pour la mise en œuvre du schéma qui doit également s’accompagner d’actions socio-éducatives.

Deux secteurs relatifs aux gens du voyage sont identifiés sur la commune de Bours.

2.6.2 STRUCTURE ET EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS

En relation avec l’évolution démographique vue précédemment, le nombre de logements augmente nettement depuis les années 1960.

A partir de 1999 et 2006, le nombre de logements continue à augmenter tandis que la population se stabilise : c’est la traduction du phénomène de « desserrement » des ménages évoqué précédemment.

L’augmentation du nombre de logements est essentiellement liée à l’augmentation du nombre de résidences principales, qui représentent près de 91.2% des logements.

Le nombre de résidences secondaires restent stables depuis les années 80 à aujourd’hui tandis que les logements vacants, stables jusqu’en 2011, ont fortement augmenté en 2016.

Évolution du nombre de logements par catégorie et rappel démographique

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2006	2011	2016
Ensemble	120	186	203	248	282	295	330	389
Résidences principales	106	163	190	225	262	277	308	355
Résidences secondaires et logements occasionnels	3	7	5	5	6	6	4	5
Logements vacants	11	16	8	18	14	11	17	29

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2019.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2006 au RP2016 exploitations principales.

POP T1 - Population

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2006	2011	2016
Population	371	524	547	602	715	715	783	811
Densité moyenne (hab/km ²)	79,3	112,0	116,9	128,6	152,8	152,8	167,3	173,3

(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2019.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2006 au RP2016 exploitations principales.

2.6.3 CARACTERISTIQUES DES RESIDENCES PRINCIPALES

Le parc de logements compte 96 résidences principales sur 353 achevées avant 1971. La construction a été relativement dynamique entre 1971 et 2005, avec 193 résidences principales créées au cours de cette période. Des travaux d'amélioration énergétique sont donc pertinents pour un certain nombre de constructions, édifiées avant l'instauration de toute réglementation thermique. A noter que ces chiffres ne prennent pas en compte la construction des dernières lotissements (une cinquantaine de logements).

Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement

LOG T5 - Résidences principales en 2016 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2014	353	100,0
<i>Avant 1919</i>	<i>36</i>	<i>10,2</i>
<i>De 1919 à 1945</i>	<i>11</i>	<i>3,1</i>
<i>De 1946 à 1970</i>	<i>49</i>	<i>13,8</i>
<i>De 1971 à 1990</i>	<i>133</i>	<i>37,8</i>
<i>De 1991 à 2005</i>	<i>60</i>	<i>16,9</i>
<i>De 2006 à 2013</i>	<i>64</i>	<i>18,2</i>

Source : Insee, RP2016 exploitation principale, géographie au 01/01/2019.

En 2016, les résidences principales se caractérisent par une taille importante et un très faible nombre de logements de petite taille : 90% d'entre elles comptent 4 pièces ou plus. Il n'existe que très peu de logements de deux-pièces ou moins (0.3%).

Les résidences principales sont occupées par leur propriétaire dans 89% des cas. La commune compte 27 résidences principales en location et 12 ménages logés gratuitement.

193 résidences principales disposent d'un système de chauffage central individuel et 83 sont chauffées à l'électricité. Les autres ne disposent pas de chauffage ou utilisent une autre source d'énergie non précisée par l'Insee.

Résidences principales selon le nombre de pièces

LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2016	%	2011	%
Ensemble	355	100,0	308	100,0
1 pièce	0	0,0	1	0,3
2 pièces	1	0,3	3	1,0
3 pièces	33	9,4	28	8,9
4 pièces	104	29,2	80	25,8
5 pièces ou plus	217	61,1	197	63,9

Sources : Insee, RP2011 et RP2016, exploitations principales, géographie au 01/01/2019.

2.6.4 DYNAMIQUE DE LA CONSTRUCTION

Au cours de la période 2007-2017, la base de données Sit@del2 indique que 130 permis de construire² (tout usage confondus), 4 permis d'aménager et 98 déclarations préalables³ ont été accordés.

Tableau - Nombre et type de permis (logements et locaux) – 2007 à 2017⁴

Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable	Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable
2017	6	-	10	2011	9	2	10
2016	4	-	10	2010	5	1	11
2015	19	-	5	2009	6	-	13
2014	6	-	8	2008	10	-	-
2013	12	-	22	2007	15	-	-
2012	38	1	9	TOTAL	130	4	98

Sur cette base, on constate une dynamique de la construction d'environ 13 constructions / an.

De façon plus précise, la mairie a fourni les données 2005-2015 sur les types de demandes et la consommation foncière engendrées, notamment pour la construction à usage d'habitation.

- **129 nouveaux logements** ont été construits ;
- Environ **9.15 ha** ont été consommés, soit une moyenne de près de **13 logements/ha**.

Les surfaces concernées ont été prélevées sur l'espace agricole (prairies, terres labourables) ; les espaces naturels ou forestiers de la commune (y compris sites Natura 2000) n'ont pas été affectés.

A noter la présence sur la commune d'un parc de logements locatifs sociaux de 6 habitations, gérés par l'O.P.H. 65. Il existe un certain nombre de logements locatifs privés mais ceux-ci ne sont pas portés à la connaissance de la mairie.

² Le permis de construire concerne les constructions nouvelles et les travaux sur constructions existantes

³ La déclaration préalable permet de déclarer des constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à autorisation, qu'ils comprennent ou non des démolitions

⁴ Source : Sit@del2 – MEEDDM/CGDD/SOeS

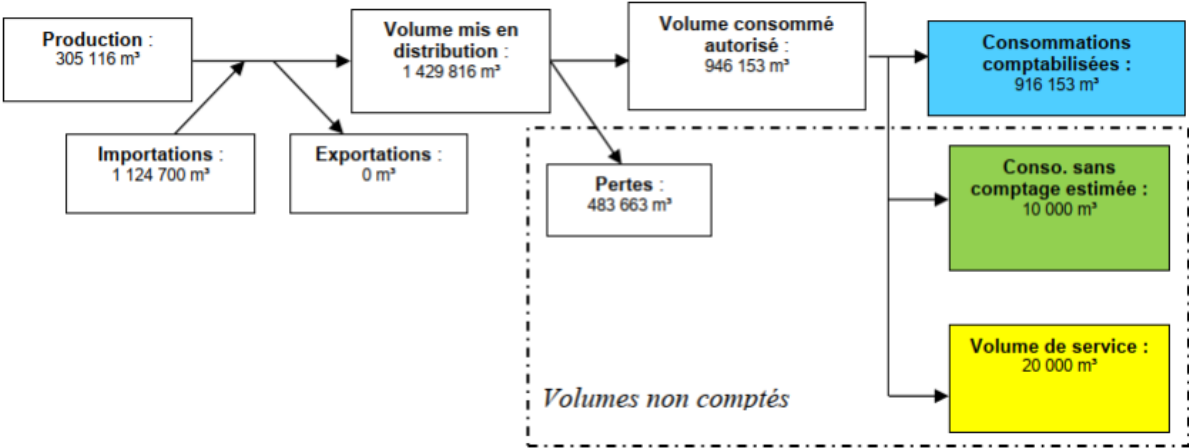
2.7 EQUIPEMENTS PUBLICS ET RESEAUX

2.7.1 EAU POTABLE

Le Syndicat AEP Adour Coteaux assure la production et la distribution de l’eau.

Le syndicat alimente 12 communes. L’eau provient des 2 puits du captage de Soues dont la production atteint 305 116 m3 en 2017, complété par un achat d’eau correspondant à 1 124 700m3.

Schéma des volumes mis en œuvre dans le cycle de l’eau potable

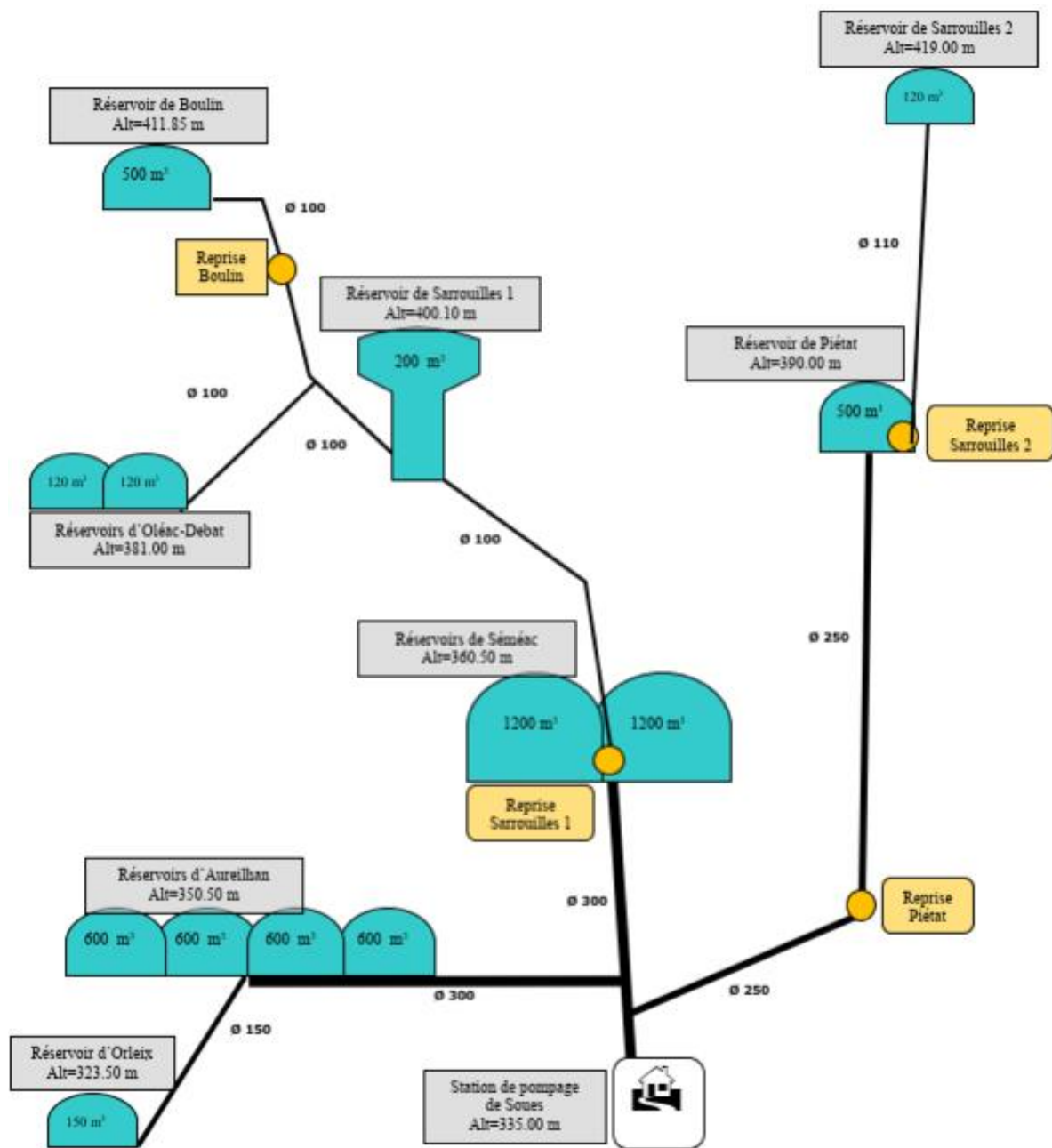


Le traitement de l’eau (mélange issu de la production et de l’achat d’eau) est assuré automatiquement à la station de Soues par chlore gazeux (renouvellement en 2014 et mise en service en 2015) ; cette unité traite automatiquement le mélange issu de la production du captage de Soues et de l’achat d’eau en gros. Il existe également une unité de traitement par ultra-violet (U.V.) à la sortie du réservoir de Sarrouilles.

La distribution est assurée à partir de 8 réservoirs d’une capacité totale de 6510 m3. Globalement leur stockage permet une réserve d’eau correspondant à une journée de consommation.

La commune de Bours est desservie à partir du réservoir d’Orleix. La qualité de l’eau est évaluée par l’ARS (contrôle règlementaire) : en 2018, elle est conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l’ensemble des paramètres mesurés.

Schéma d'alimentation des réservoirs du SIAEP Adour Coteaux



2.7.2 DEFENSE INCENDIE

La défense incendie est globalement assurée en ce qui concerne le risque courant.

En tout état de cause, il conviendra de se référer aux préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) en matière de défense extérieure contre l'incendie selon la nature du projet, et en particulier ceux ne relevant pas du risque courant.

2.7.3 ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Le lotissement de Loubéry (centre-bourg) dispose d'un réseau d'assainissement collectif et d'une station d'épuration de type décanteur-digesteur / lit bactérien. 29 abonnés sont raccordés sur ce réseau collectif. La station, située entre le lotissement de l'Adour, d'une capacité de 150 équivalents-habitants, date de 1972. Elle est déclarée non-conforme.

Un diagnostic a été réalisé en 2011, avec l'étude de la construction d'une nouvelle station ou le transfert des effluents soit vers la station d'épuration d'Aureilhan, soit vers celles de Tarbes-Est. Aucune suite n'a été donnée à cette étude par la commune.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, l'assainissement collectif de ce secteur est géré en régie par la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées. La mise en conformité de la station d'épuration de Loubéry est en cours d'étude technique et financière par la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées.

Les lotissements de La Hitte (en limite d'Orleix) dispose d'un réseau d'assainissement collectif, qui rejoint le réseau d'assainissement collectif d'Orleix, puis la station d'épuration d'Aureilhan. Cette station est de type boues activées et d'une capacité de 45 000 équivalents-habitants. Ces lotissements représentent 76 abonnés sur la commune de Bours.

L'assainissement collectif de ce secteur est géré en Régie par la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées depuis le 1^{er} janvier 2020, avec une prestation de services assurée par VEOLIA.

Le reste de la commune est en assainissement non collectif.

L'assainissement non collectif est géré en Régie par la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées depuis le 1^{er} janvier 2020, avec une prestation de services assurée par le SPANC du Pays des Coteaux.

D'après les données fournies par le SPANC, le bilan sur les installations existantes est le suivant :

Nombre total d'installations	296
Nombre d'installations conformes	206 (70%)
Nombre d'installations non conformes	44 (15%)
Cause : dispositifs anciens, mais fonctionnant correctement	
Nombre d'installations non conformes	45 (15%)
Cause : dispositifs incomplets, avec un fonctionnement problématique	

2.7.4 EAUX PLUVIALES

D'une manière générale, les eaux pluviales et de ruissellement sont collectées par des caniveaux et fossés (localement busés) et sont acheminées vers les canaux du territoire puis l'Adour.

Il existe un réseau assez dense de canaux et de caniveaux qui draine l'ensemble du village (anciens canaux d'irrigation). La plupart de ces caniveaux sont alimentés en permanence à partir du canal du Moulin, lui-même alimenté par l'Adour.

Il n'existe pas de schéma de gestion des eaux pluviales et aucune donnée n'est disponible sur cette thématique.

2.7.5 AUTRES RESEAUX

2.7.5.1 Electricité

Le SDE65 (Syndicat Départemental d'Electricité des Hautes-Pyrénées) est l'Autorité Organisatrice de la Distribution de l'Electricité (AODE) qui intervient sur le renforcement, la sécurisation, les extensions du réseau électrique et l'enterrement des lignes.

L'exploitation du réseau est confiée à ERDF qui assure les travaux autres que ceux signalés précédemment (autres travaux basse tension, haute tension A et entretien du réseau électrique).

L'ensemble des zones urbanisées de la commune est raccordé au réseau électrique, mais des renforcements ou des extensions du réseau peuvent être nécessaires, en particulier pour les zones à urbaniser.

2.7.5.2 Téléphone et communications numériques

L'ensemble des zones urbanisées est raccordé au réseau téléphonique fixe.

Le département des Hautes Pyrénées dispose d'un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) depuis 2013. Orange et le Département ont signé un accord pour le déploiement du Très Haut Débit dans les Hautes-Pyrénées, avec un objectif de 100% de Très Haut Débit à horizon 2024. L'analyse des informations relatives à la couverture en téléphonie mobile (couverture simulée - Voix et SMS) 28 montre que la couverture du territoire est globalement assurée avec un niveau qualifié de « très bonne couverture » permettant de téléphoner et échanger des SMS à l'extérieur des bâtiments, et, dans la plupart des cas, à l'intérieur des bâtiments.

La commune bénéficie d'un accès internet fixe par DSL : 92% des habitants ont accès au haut débit (entre 8 et 30Mbit/s) et 7.2 des habitants à un débit compris entre 3 et 8 Mbit/s²⁹. Elle n'est pas desservie par les réseaux câblés ou FttH.

En ce qui concerne l'internet mobile (4G), l'ARCEP annonce une couverture simulée assurée pour l'ensemble du territoire communal. À noter que les données disponibles actuellement sont de type binaire (couvert/non couvert) et ne font pas l'objet d'une information en niveaux de qualité de couverture, contrairement au service 2G (Voix/SMS).

2.7.6 GESTION DES DECHETS

La gestion des déchets du territoire relève des compétences du SYMAT (SYndicat Mixte de l'Agglomération Tarbaise).

La collecte des déchets et la collecte collective sont assurées une fois par semaine et une tarification incitative est en cours de mise en place et sera appliquée en 2018. Les données relatives aux tonnages collectés figurent dans le tableau suivant.

Le traitement des déchets est assuré par le Syndicat Mixte de Traitement des Déchets (SMTD65) à partir du quai de transfert de la ZAC des Pyrénées à IBOS (ordures ménagères et collecte sélective).

Le tri des apports en collecte sélective est assuré sur le site de Capvern ; il permet la séparation des emballages par matières afin d'assurer leur expédition vers des usines de valorisation appropriées.

Depuis la fermeture de l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) de Bénac en 2016, le traitement des déchets est externalisé hors département.

Evolution des tonnages de déchets collectés entre 2016 et 2017 pour le SYMAT⁵

	Tonnes collectées	Evolution	Kg/an/habitants
Ordures ménagères	20175	-5.13%	242
Déchets verts	5102	-11.29%	61
Verre	2354	+3.10%	28
Emballages + papier	5463	+1.74%	66

L'apport de déchets est également possible dans une des 4 déchetteries de l'agglomération tarbaise (Tarbes Sud, Tarbes nord, Bordères sur l'Echez, Aureilhan) accessible à l'aide d'une carte limitant le nombre d'accès (27 passages par an et par foyer) ; elle permet la collecte des déchets volumineux et des déchets spéciaux qui sont ensuite traités par des entreprises spécialisées. Ces déchetteries ne sont pas accessibles aux professionnels.

Plusieurs points de collecte de verre sont répartis sur le territoire communal.

Depuis 2010, le Département s'est engagé dans un plan départemental de prévention des déchets visant à diminuer la quantité de déchets produits. Un des objectifs de ce plan est de couvrir 80 % du territoire haut-pyrénéen par des programmes locaux de prévention portés par les collectivités ayant la compétence "déchets".

2.7.7 ENERGIE

La commune est desservie par le réseau de gaz naturel.

Un projet de parc photovoltaïque est à l'étude sur le territoire.

2.8 DEPLACEMENTS ET TRANSPORTS

2.8.1 LE RESEAU VIAIRE

La commune est traversée par plusieurs voies importantes : les route départementale n°8 et n°2 qui structurent le territoire du nord au sud et d'est en ouest en se croisant au centre du village,

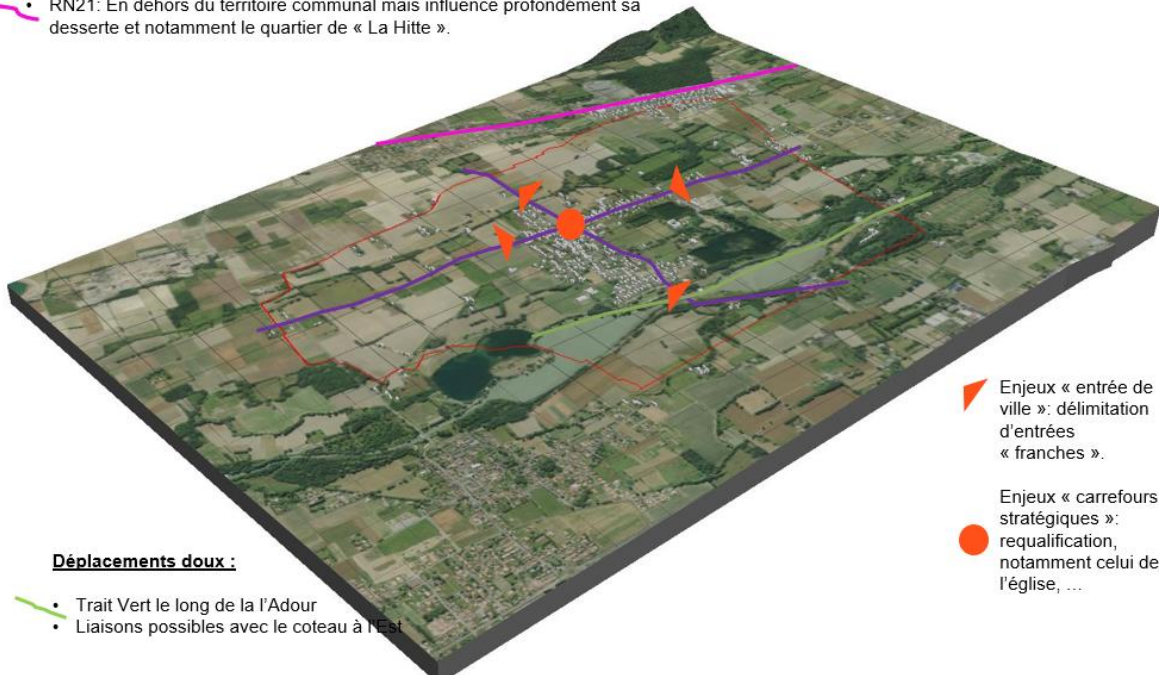
La route nationale n°21, en dehors du territoire, influence néanmoins fortement le territoire et dessert le quartier de La Hitte.

⁵ Source : SMTD Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers et assimilés (2015)

Enjeux liés à la trame routière

Réseau routier :

- RD8/RD2: Voies structurantes Nord-Sud et Est-Ouest qui traverse le village en son centre, devant l'église (enjeux liés au parvis de l'église)
- RN21: En dehors du territoire communal mais influence profondément sa desserte et notamment le quartier de « La Hitte ».



Déplacements doux :

- Trait Vert le long de la l'Adour
- Liaisons possibles avec le coteau à l'Est

2.8.2 LES TRANSPORTS EN COMMUN

La commune est desservie par la ligne n°16 du réseau ALEZAN.

Un service de transports scolaires assure l'acheminement des élèves vers les différents établissements fréquentés.

2.8.3 LES MODES DE DEPLACEMENT DOUX

Le centre-bourg est relativement réduit : la commune est donc adaptée à un développement des déplacements cyclistes voire piétons d'autant que la topographie ne constitue pas une contrainte.

Ce développement est néanmoins entravé par des problèmes ponctuels de sécurité : absence de trottoirs et rue étroites dans le bourg, vitesse excessive, ...

2.8.4 ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE

Les établissements publics sont adaptés pour l'accès des personnes à mobilité réduite.

Le service de bus Alezan assure un service à la demande accessible aux personnes à mobilité réduite justifiant d'une carte d'invalidité supérieure ou égale à 80%.

2.8.5 STATIONNEMENT

Il existe plusieurs sites permettant le stationnement dans la commune dont :

- Aux alentours de la mairie et de l'église : une quinzaine de place

- A la maison des associations : une dizaine de place
- A l'école : une vingtaine de place

2.8.6 DEPLACEMENTS

2.8.6.1 Les déplacements depuis et vers le territoire

45 personnes travaillent et résident sur la commune tandis que 331 Boursois travaillent à l'extérieur de la commune.

Le mode de déplacement le plus utilisé est la voiture, seul ou en famille, le co-voiturage étant peu développé.

Part des moyens de transports utilisés pour se rendre au travail en 2014

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2016

	pourcentage
<i>Pas de transport</i>	2,3
<i>Marche à pied</i>	1,7
<i>Deux roues</i>	2,2
<i>Voiture, camion, fourgonnette</i>	91,9
<i>Transports en commun</i>	1,9

Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.
Source : Insee, RP2016 exploitation principale, géographie au 01/01/2019.

Les déplacements piétonniers et cyclistes correspondent donc essentiellement à une pratique de loisirs, ou sont le fait de populations non actives (scolaires, retraités).

2.8.6.2 Les flux en transit

Les flux en transit concernent en premier lieu la RD8 et la RD2 tout en restant des flux locaux.

2.9 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique (S.U.P.) sont des servitudes administratives qui établissent des limites au droit de propriété et d'usage du sol et le Code de l'Urbanisme prévoit leur intégration dans les Plans Locaux d'Urbanisme au titre d'annexes (Pièce 4 du présent PLU).

C'est la raison pour laquelle, les servitudes sont reprises succinctement ici :

- Servitude AS1 : Protection des eaux potables et minérales
- Servitude I4 : Lignes électriques Bastillac-Aureilhan et Maubourguet-Violette
- Servitude PM1 : PPRN lié à l'Adour
- Servitude PM3 : PPRT Nexter
- Servitude T7 : Zone de dégagement aéronautique

La commune n'est pas concernée par un projet d'intérêt général, ni par une opération d'intérêt national, et ne fait pas l'objet d'une directive territoriale d'aménagement et de développement durables. Par ailleurs, il n'existe pas de servitudes d'urbanisme ou autres limitations d'utilisation du sol.

3 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 PRESENTATION PHYSIQUE ET GEOGRAPHIQUE

3.1.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

3.1.1.1 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne

Les SDAGE sont des documents institués par la loi sur l’eau de 1992, élaborés à l’échelle de chacun des grands bassins versants hydrologiques français (7 bassins en métropole et 5 en outre-mer) : ils fixent pour 6 ans les orientations qui permettent d'atteindre les objectifs attendus en matière de "bon état des eaux" (pour les cours d’eau, lacs, nappes souterraines, estuaires et littoraux). Les SDAGE s’imposent à l’ensemble des programmes et décisions administratives dans le domaine de l’eau.

Pour chaque bassin, le comité de bassin adopte les grandes orientations dans le cadre des politiques nationales et européennes de l'eau. Cette assemblée composée d'une représentation large de toutes les catégories d'acteurs de l'eau, pilote l'élaboration du SDAGE du bassin.

Les agences de l’eau, principaux organes de financement de la politique de l'eau dans les bassins, assurent avec les services déconcentrés de l'Etat (DREAL de bassin) et l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (Onema), le secrétariat technique pour l'élaboration du SDAGE. Elles agissent dans chaque bassin pour concilier la gestion de l'eau avec le développement économique et le respect de l'environnement.

La dernière génération du SDAGE Adour-Garonne a été approuvée le 1er décembre 2015 et s’applique pour la période 2016-2021. Elle tire le bilan du SDAGE 2010-2015 et définit pour 6 ans les priorités de la politique de l’eau dans le bassin Adour-Garonne :

- En précisant les orientations de la politique de l’eau dans le bassin pour une gestion équilibrée et durable de la ressource :

4 orientations sur le bassin Adour-Garonne

Orientation A

Créer les conditions de gouvernance favorables

Orientation B

Réduire les pollutions

Orientation C

Améliorer la gestion quantitative

Orientation D

Préserver et restaurer les milieux aquatiques

- En fixant des échéances pour atteindre le bon état des masses d’eau ;
- En préconisant ce qu’il convient de faire pour préserver ou améliorer l’état des eaux et des milieux aquatiques ;
- En prenant en compte le changement climatique.

Le Programme de mesures (PDM) regroupe des actions à la fois techniques, financières, réglementaires ou organisationnelles à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du SDAGE. Il évalue le coût de ces actions.

SDAGE 2016-2021 - Chiffres clés pour le bassin de l'Adour

BASSIN DE L'ADOUR

>> Les masses d'eau

Masses d'eau superficielles

Bassin Adour-Garonne/ **2809**

Adour/ **448**

428 rivières

- dont 10 cours d'eau fortement modifiés
- dont 2 masses d'eau artificielles (canaux)

17 lacs

- dont 13 plans d'eau fortement modifiés
- dont 3 plans d'eau artificiels

3 masses d'eau côtière et de transition

- dont 1 masse d'eau fortement modifiée

Masses d'eau souterraines

Bassin Adour-Garonne/ **105**

Adour/ **11**

- dont **6** masses d'eau souterraines profondes

>> Les pressions significatives sur les 428 rivières

en % des masses d'eau rivières

Pression ponctuelle (macro-polluants)

14 %

Rejets de stations d'épuration domestique

4 %

Rejets de stations d'épuration industrielle

Pression diffuse

27 %

Pression de l'azote diffus d'origine agricole

40 %

Pression par les pesticides

Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements

13 %

Altération de la continuité

9 %

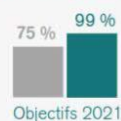
Altération de l'hydrologie

7 %

Altération de la morphologie

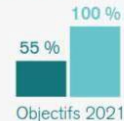
>> État des masses d'eau et objectif de bon état des eaux

Masses d'eau superficielles



- État écologique
- État chimique sans ubiquiste

Masses d'eau souterraines



- État quantitatif
- État chimique sans ubiquiste

>> Les 4 orientations du SDAGE



A • Créer les conditions de gouvernance favorables

3 SAGE à élaborer (16 sur le bassin)



B • Réduire les pollutions

22 captages sensibles (206 sur le bassin),
12 captages prioritaires (80 sur le bassin)



C • Améliorer la gestion quantitative

8 points DOE (65 sur le bassin)



D • Préserver et restaurer les milieux aquatiques

21 187 km de linéaire de cours d'eau au total

- **118** réservoirs biologiques (14,6 % des linéaires du bassin de l'Adour)
- **153** cours d'eau en très bon état (5,2 % des linéaires du bassin de l'Adour)
- **2 681 km** d'axes à migrateurs amphihalins (12,7 % des linéaires du bassin de l'Adour)

Le P.L.U. doit être compatible avec le SDAGE, en particulier sur les thématiques suivantes :

- Réduction de l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques (gestion des eaux pluviales, de l'assainissement des eaux usées, etc.) ;
- Gestion durable des eaux souterraines, préservation et restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- Fourniture d'une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- Maîtrise de la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique (préventions des crues) ;
- Approche territoriale de l'eau placée au cœur de l'aménagement du territoire.

Bour appartient au bassin versant de l'Adour qui couvre 16880 km² et se caractérise par :

- La présence de villes telles que Pau, Bayonne, Tarbes, Mont-de-Marsan, Dax et Lourdes ;
- Une activité agricole importante (grandes cultures céréalières prédominantes, cultures maraîchères et vergers, élevage en altitude), mais aussi des activités telles qu'industrie agro-alimentaire, aéronautique, industrie chimique et industrie liées à la transformation du bois. On dénombre quelques entreprises d'extraction de granulats et d'hydroélectricité. Le tourisme est bien développé sur le territoire, tout comme le thermalisme ;
- Des enjeux liés à la préservation de la qualité des eaux souterraines pour l'eau potable (en particulier pour les nappes alluviales de l'Adour et des gaves contaminées par les nitrates et les pesticides), à l'amélioration de la qualité des eaux de surface (réduire et supprimer les substances toxiques prioritaires d'origines urbaine et industrielle et celles liées aux pollutions diffuses) à la restauration, à la restauration des débits d'étiage (gestion de la ressource), au fonctionnement des rivières (restaurer les phénomènes de régulation naturelle et la dynamique fluviale, protéger les écosystèmes aquatiques et zones humides), à la mise en place d'une gestion équilibrée et globale par bassin versant, grande vallée et par système aquifère.

3.1.1.2 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Adour Amont

Le SAGE Adour Amont réalisé par l'Institution Adour est un document de planification local de la gestion de l'eau qui décline le SDAGE à l'échelle du bassin versant depuis la source de l'Adour jusqu'à sa confluence avec le Luy à l'aval de Dax. Il permet d'encadrer la politique de l'eau à l'échelle de ce bassin versant et d'orienter les politiques d'aménagement du territoire, qui sont en interaction directe avec la ressource en eau.

Il fixe ainsi les objectifs généraux d'utilisation et de protection des ressources en eau superficielles et souterraines, et des milieux aquatiques (zones humides, lagunes, bras morts, etc.), afin de garantir un équilibre durable entre la préservation des milieux aquatiques et les usages existants sur le bassin.

Il est composé de deux documents :

- Le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) découpé en enjeux, orientations générales et sous-dispositions. Si la plupart des sous-dispositions sont incitatives, certaines, dites de « mise en compatibilité » portent sur une compatibilité directe des documents d'urbanisme avec le SAGE.
- Le règlement, qui est également opposable aux tiers, dans un rapport de conformité.

Les orientations et objectifs du SAGE Adour Amont à intégrer plus particulièrement dans le P.L.U. sont les suivants :

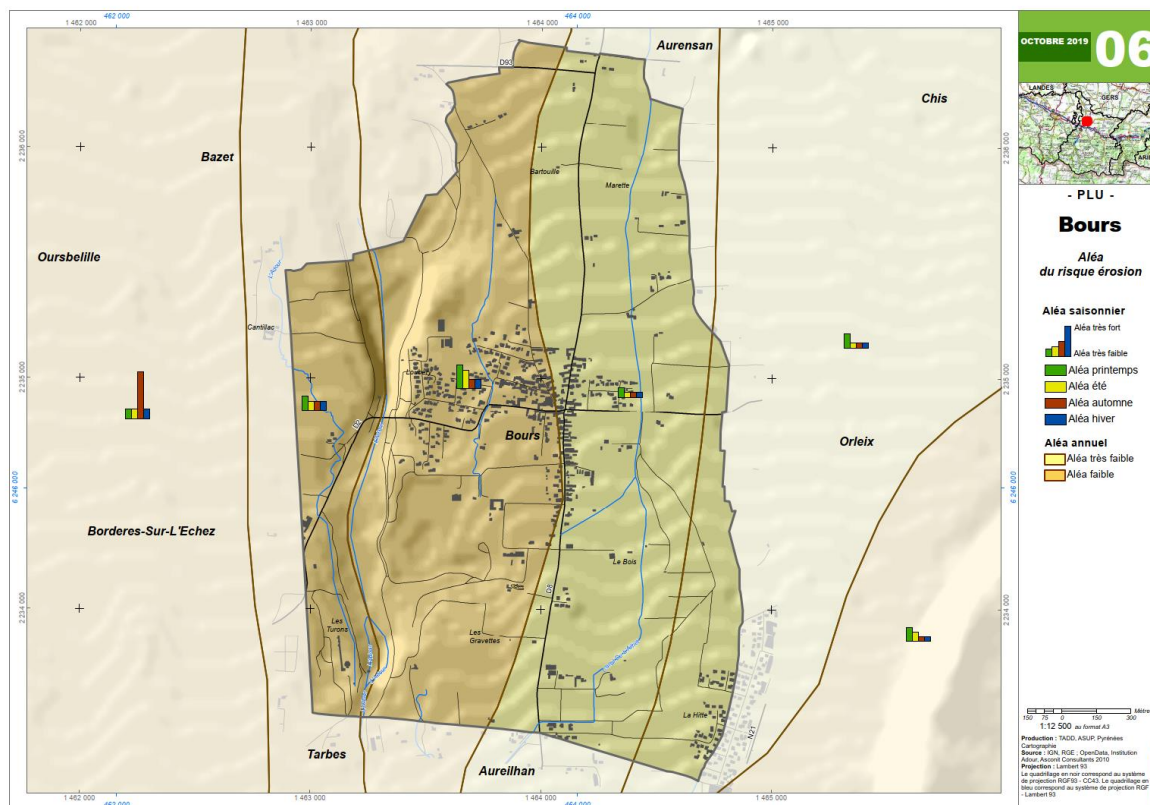
- Eau potable : préserver durablement la ressource en eau potable (qualité de l'eau, du sol, du sous-sol, prévention des pollutions et nuisances) ;
- Zones à objectifs plus stricts (ZOS) et zones à protéger pour le futur (ZPF) : intégrer les objectifs spécifiques à chaque ZOS ou ZPF ;

- Erosion des sols : limiter les risques d'érosion et préserver les éléments naturels qui limitent l'érosion, voire les restaurer ;
- Zones humides : préserver durablement les milieux humides, voire les restaurer (cf. disposition 19 « mieux gérer, préserver et restaurer les zones humides », sous-disposition 19.2 « Prise en compte de l'objectif de protection durable des ZH dans les documents d'urbanisme ») ;
- Gestion des eaux pluviales : limiter la dégradation des milieux par temps de pluie, limiter l'imperméabilisation et le ruissellement ;
- Effets cumulés des assainissements non collectifs : identifier les secteurs concernés par des effets cumulés de l'ANC dégradant la qualité des masses d'eau et respecter les objectifs de bon état écologique et de non- dégradation fixés par le SDAGE Adour-Garonne ;
- Préserver les boisements et ripisylves : préserver les boisements qui limitent la dégradation des masses d'eau par l'érosion et les pollutions diffuses (cf. disposition 20 « Préserver et rétablir les continuités écologiques » avec plusieurs sous-dispositions concernant les végétations rivulaires etc. qui recoupent les dispositions d'autres documents tels que le Schéma Régional de Cohérence Ecologique - SRCE).

3.1.2 CONTEXTE GEOLOGIQUE ET GEOMORPHOLOGIQUE

Les alluvions de la plaine de Tarbes couvrent à peu près tout le territoire communal. Cette formation est constituée de galets, graviers et sables peu altérés. Les sols sont peu différenciés, du type sol brun. Ils laissent localement apparaître des caractères liés à l'hydromorphie (tâches rouille). Les puissantes formations alluviales de l'Adour (8 à 15 m d'épaisseur en moyenne) ont de bonnes qualités hydrauliques qui en font un réservoir important sollicité par de nombreux ouvrages de captage.

Aléa du risque Erosion (Carte au format pleine page en annexe)



3.1.3 TOPOGRAPHIE ET EXPOSITION

La commune de Bours s’étend intégralement dans la plaine de l’Adour dans un contexte de pente faible (moins de 5%). En l’absence de masques, il en découle une exposition est favorable pour l’ensemble de la commune.

3.1.4 CONTEXTE CLIMATIQUE

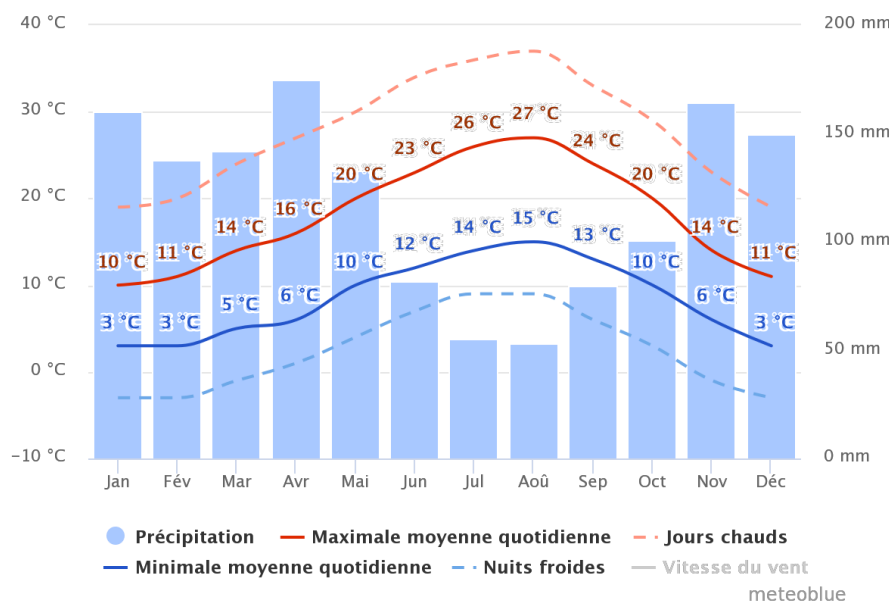
Le climat est de type océanique, tempéré par la proximité de la chaine des Pyrénées. Il se caractérise par un hiver doux, des étés chauds et orageux et un printemps pluvieux.

En automne et en hiver, le vent de sud à sud-ouest peut amener un temps sec et exceptionnellement chaud pour la saison, à cause de l’effet de foehn dû au franchissement des Pyrénées par des masses d’air doux en provenance d’Espagne.

Les précipitations y sont régulières tout au long de l’année avec une augmentation au printemps.

Les vents dominants sont orientés à l’ouest, et apportent généralement la pluie depuis l’Atlantique.

Normales climatologiques annuelles de la station météorologique de l’aéroport Tarbes-Ossun-Lourdes ⁶



3.1.5 LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE ET LES MILIEUX AQUATIQUES

3.1.5.1 Réseau hydrographique

L’Adour, qui coule à l’ouest du territoire communal, est orienté Nord-Sud. Cette rivière draine directement ou indirectement toute la commune.

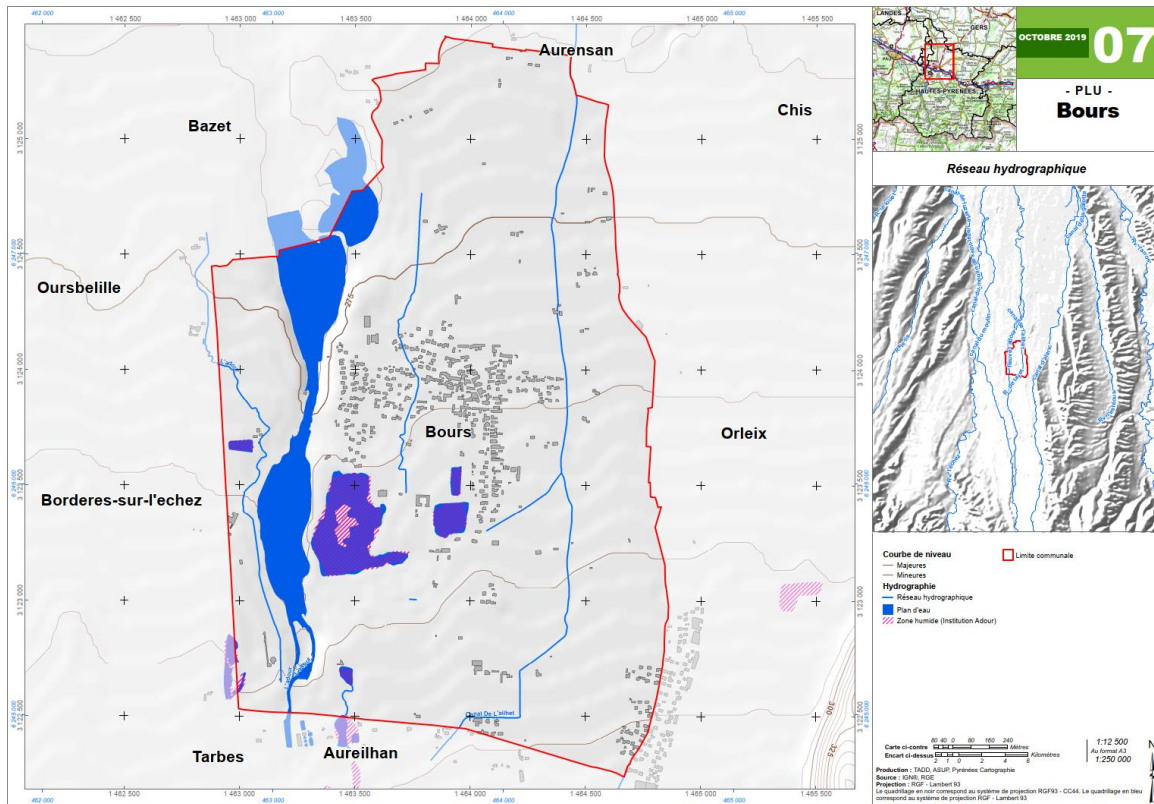
Le ruisseau de Layet passe à l’Est du territoire communal ; il est à écoulement permanent et conflue avec l’Adour sur la commune d’Aurensan.

Le ruisseau de l’Ailhet coule au cœur du centre-bourg.

Enfin, suite à l’exploitation des alluvions grossières, plusieurs lacs ont été créés sur la rive droite de l’Adour.

⁶ Source : <http://www.meteofrance.com>

Réseau hydrographique et zones humides (Carte au format pleine page en annexe)



3.1.5.2 Zones humides

Le SAGE Adour-Amont réalisé par l'Institution Adour signale plusieurs zones humides au niveau des anciennes gravières (cf carte n°7). Les visites de terrain ont été concentrées sur les zones susceptibles d'être ouvertes à l'urbanisation pour lesquelles aucun indice de présence de zone humide n'a été relevé.

3.1.5.3 Qualité des eaux

3.1.5.3.1 Milieux aquatiques superficiels

La commune est classée en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole et en zone de répartition des eaux (ZRE) : zones caractérisées par un niveau des besoins en eau tous usages confondus, supérieur aux ressources disponibles.

Elle n'est pas classée en zone sensible à l'eutrophisation.

3.1.5.3.2 Masses d'eau souterraines

La commune est concernée par 5 masses d'eau souterraine :

- Alluvions de l'Adour et de l'Echez, l'Arros, la Bidouze et la Nive : il s'agit d'un système alluvial majoritairement libre et qui couvre une superficie de 1005 km² ; son état quantitatif et son état chimique sont jugés mauvais, avec un objectif de bon état quantitatif en 2021 et de bon état chimique en 2027 (SDAGE 2016-2021) ; cette nappe est soumise à des pressions significatives en ce qui concerne les nitrates d'origine agricole et les prélèvements d'eau. La nappe alluviale de l'Adour et de l'Echez est une réserve stratégique en eau pour l'alimentation en eau potable et l'irrigation. Elle est particulièrement sensible aux pollutions diffuses du fait de sa faible profondeur, du caractère filtrant des terrains et de sa faible pente. Elle est captée par des puits pour l'alimentation en eau potable (commune d'Ossun) ;
- Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif : il s'agit d'une nappe captive à dominante sédimentaire non alluviale qui couvre 40096 km² ; son état quantitatif et son état chimique sont jugés bons en 2015 ;
- Calcaires du sommet du crétacé supérieur captif sud aquitain : il s'agit d'une nappe captive à dominante sédimentaire non alluviale qui couvre 18823 km² ; son état quantitatif et son état chimique sont jugés bons en 2015 ;
- Sables, calcaires et dolomies de l'éocène-paléocène captif sud AG : il s'agit d'une nappe majoritairement captive à dominante sédimentaire non alluviale qui couvre 25888 km² ; son état chimique est jugé bon en 2015 mais son état quantitatif mauvais, avec un objectif de bon état en 2027 (SDAGE 2016-2021) ;
- Calcaires de la base du crétacé supérieur captif du sud du bassin aquitain : il s'agit d'une nappe majoritairement captive à dominante sédimentaire non alluviale qui couvre 15562 km² ; son état quantitatif et son état chimique sont jugés bons en 2015.

Les enjeux signalés pour la Commission territoriale « Adour » à laquelle appartient le territoire sont les suivants :

- Préserver la qualité des eaux souterraines pour les usages en eau potable et plus particulièrement pour les nappes alluviales de l'Adour et des gaves contaminées par les nitrates et les pesticides
- Améliorer la qualité des eaux de surface en réduisant et supprimant les substances toxiques prioritaires d'origines urbaine et industrielle et celles liées aux pollutions diffuses
- Restaurer les débits d'étiage par la mise en œuvre d'outils de gestion intégrée et un partage équilibré de la ressource
- Préserver et réhabiliter le bon fonctionnement des rivières en restaurant les phénomènes de régulation naturelle et la dynamique fluviale et en protégeant les écosystèmes aquatiques et les zones humides pour enrayer leur disparition et leur dégradation
- Faciliter la gestion équilibrée et globale par bassin versant, grande vallée et par système aquifère, par la mise en place d'outils réglementaires adaptés
- Réduire les pollutions bactériennes afin d'améliorer la préservation des secteurs de baignade et d'activités nautiques
- Réduire la vulnérabilité du territoire aux inondations.

3.2 ANALYSE PAYSAGERE

3.2.1 CONTEXTE PAYSAGER

L'atlas des paysages des Hautes Pyrénées place la commune dans l'unité paysagère « Le Val d'Adour et d'Arros », plus précisément dans la sous-unité paysagère « le val d'Adour périurbain ».

Le paysage se caractérise d'une manière générale par :

- Un relief de vallée large occupée par des grandes cultures, limitée par des coteaux qui marquent l'horizon visuel ;
- Des vues panoramiques sur les Pyrénées ;
- Des franges végétales plus ou moins importantes qui accompagnent les cours d'eau et composent une barrière visuelle
- La présence de l'eau dans le tissu urbain (canaux)
- Des structures urbaines traditionnelles au plan géométrique qui s'accompagnent d'une diffusion de l'habitat, d'abord le long des voies.

A Bours, l'espace agricole est globalement ouvert, avec une trame bocagère plus ou moins dense associée la présence de canaux. Les RD2 et RD8 qui traversent la commune du nord au sud et d'est en ouest sont des éléments paysagers marquants, tout comme les gravières présentes sur le territoire.

Les Pyrénées constituent la trame de fond du paysage vers le sud et la trame boisés de l'Adour est marquante. La commune se caractérise par une certaine périurbanisation mais celle-ci reste nettement plus modérée que dans les communes plus proches de Tarbes.

L'atlas des paysages des Hautes Pyrénées met en évidence les enjeux suivants qui s'appliquent plus particulièrement au territoire communal :

- Maitriser la pression urbaine et la qualité de l'assise paysagère des espaces urbains : encadrer les premières manifestations de l'urbanisation linéaire, éviter la banalisation architecturale et urbaine, afficher des limites à l'urbanisation à long terme pour favoriser le traitement qualitatif des franges et des entrées de ville, appuyer le patrimoine arboré et le rapport à l'arbre dans les bourgs et les villes, favoriser la compacité des silhouettes urbaines et limiter la diffusion urbaine, retrouver une cohérence dans l'organisation du tissu urbain ;
- Valoriser les espaces agro-naturels : renforcer la continuité des linéaires des trames vertes et bleues, préserver les spécificités paysagères des faisceaux de ruisseaux et canaux et de leur accompagnement végétal spécifique ;
- Mettre en scène la qualité et la diversité des paysages de vallée : préserver la perception des collines isolées et les silhouettes de bourg, favoriser les grandes amplitudes visuelles depuis les voies très fréquentées (gérer les premiers plans et les masques végétaux) notamment sur le large panorama pyrénéen.

Représentation schématique des enjeux de l'unité paysagère

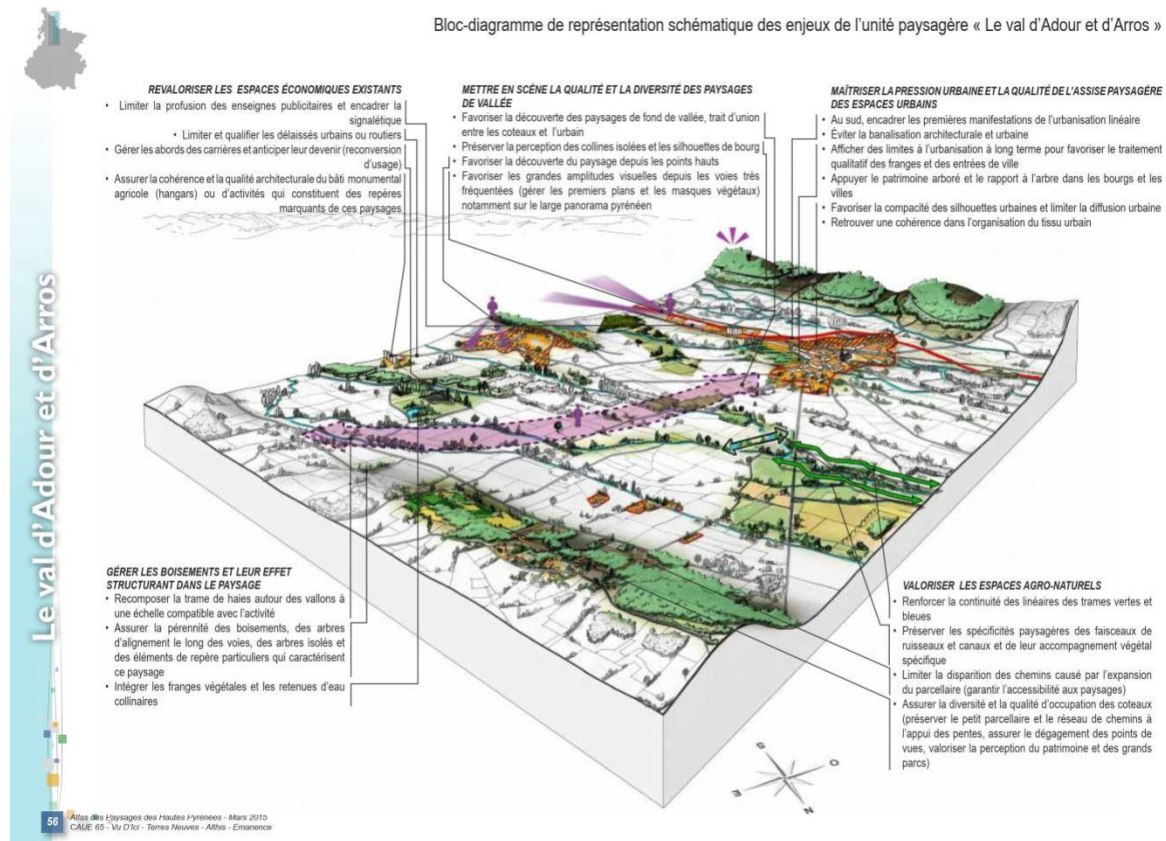


Photo : Bours, vue du ciel / Au 1^{er} plan, le lac de Bours puis le village et les Pyrénées en fond. (Source : mairie)



Photo : Bours, vue du ciel / Au 1^{er} plan, les quartiers « Est » du village puis l'Adour et sa ripisylve. (Source : mairie)

3.2.2 LES ELEMENTS PAYSAGERS REMARQUABLES

Plusieurs éléments paysagers remarquables peuvent être identifiés pour leur rôle structurant dans le paysage, mais aussi dans l'identité communale : les boisements en bordure de l'Adour, les canaux et les murs en galets.

3.3 MILIEUX NATURELS – TRAME VERTE ET BLEUE

3.3.1 LES ESPACES NATURELS REGLEMENTES OU RECONNUS

3.3.1.1 Sites Natura 2000

La commune est concernée par le site Natura 2000 « Vallée de l'Adour » (FR7300889).

Les sites Natura 2000 sont des espaces d'intérêt écologique au niveau européen, abritant des habitats naturels et des espèces remarquables ou menacées. Cette application des Directives Européennes "oiseaux" et "Habitats" vise à constituer un réseau écologique cohérent, sur proposition de chaque Etat membre. Le rôle des collectivités territoriales est primordial dans la gestion des sites et l'Institution Adour s'est engagée dans la démarche en portant l'élaboration de plusieurs Documents d'Objectifs dans le bassin de l'Adour.

L'Adour, de sa source à Bagnère de Bigorre, jusqu'à son embouchure à Bayonne, a été retenu pour intégrer le réseau NATURA 2000, qui vise à préserver des habitats et des espèces remarquables de l'Europe.

En région Aquitaine, il s'agit du site Natura 2000 "L'Adour", classé principalement pour les poissons : aloses, lamproies, saumon, ainsi que le Vison d'Europe et une fleur, l'angélique des estuaires.

En région Midi-Pyrénées, il s'agit du site Natura 2000 "Vallée de l'Adour", classé principalement pour ses forêts de bois dur (Chênaies de l'Adour) intéressantes pour la région et ses habitats terrestres et aquatiques abritant une flore et une faune remarquable et diversifiée.

Des mesures de conservation seront mises en place, en concertation avec les collectivités, les gestionnaires, les professionnels et les associations, rassemblés dans un comité de pilotage (Copil). L'Institution Adour a été désignée par ce Copil pour élaborer un plan de gestion du site appelé "Document d'objectifs" (Docob).

Le site « Vallée de l'Adour » est principalement classé pour :

- Ses poissons : aloses, lamproies, saumon, et le toxostome ("la sofie")
- Une plante, l'angélique des estuaires
- Un mammifère, le Vison d'Europe.

Mais aussi pour :

- Ses forêts alluviales et de bois dur (Chênaies de l'Adour) intéressantes pour la région
- Ses habitats terrestres et aquatiques abritant une flore et une faune remarquable et diversifiée.

3.3.1.2 Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue 2 types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- Les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature. Il doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire (document d'urbanisme, création d'espaces protégés, élaboration de schémas départementaux de carrière, ...).

La commune de Bours compte sur son territoire :

- Une ZNIEFF de type 1 « L'Adour, de Bagnères à Barcelonne du Gers,
- Une ZNIEFF de type 2 « Adour et milieux annexes ».

L'Épiaire des marais (*Stachys palustris*), la Stellaire des sources (*Stellaria alsine*) ou l'Euphorbe velue (*Euphorbia villosa*) sont des hôtes des prairies humides des bords de l'Adour. La présence de la Renouée bistorte (*Polygonum bistorta*) reflète également l'influence montagnarde présente sur la partie amont du site.

3.3.2 LES FONCTIONS DES ESPACES NATURELS

3.3.2.1 Fonctions environnementales

3.3.2.1.1 Cours d'eau

Les petits cours d'eau constituent des habitats naturels particuliers ; ils peuvent s'accompagner de zones humides (prairies humides en particulier) et permettent la connexion entre des espaces naturels situés tout au long de leur cours.

3.3.2.1.2 Milieux relais

Les milieux relais correspondent à des espaces dont la taille n'est pas suffisante à elle seule pour assurer la totalité du cycle de vie des espèces ou permettre une grande diversité (bosquets, arbres isolés, mares). Associés à des ensembles naturels plus larges, situés à proximité des réservoirs de biodiversité, ou proches les uns des autres, ils peuvent malgré tout contribuer aux déplacements ou à la propagation des populations et participer à des "corridors écologiques" plus ou moins praticables.

Parmi ces milieux relais, on peut citer les bosquets qui sont disséminés dans l'espace agricole.

3.3.2.2 Fonctions sociales

Les fonctions sociales des espaces naturels sont liées à la qualité du cadre de vie (lieux de promenade, paysages, points de vue) ou à la protection contre les risques, notamment d'inondation. Ces différents aspects ont été abordés précédemment.

Le Caminadour et le Trait Vert remplissent ces fonctions.

3.3.2.3 Fonctions économiques

Les fonctions économiques assurées par les espaces agricoles et naturels ont été détaillées dans les chapitres relatifs à l'agriculture et à la forêt ; elles seront complétées dans le chapitre relatif aux ressources du territoire.

3.3.3 INTERET DES ESPACES AGRICOLES

L'intérêt des espaces agricoles en matière de biodiversité est lié à de nombreux paramètres : occupation du sol, parcellaire, modes de culture.

Les prairies (et notamment les prairies naturelles et/ou humides) sont des milieux particulièrement intéressants par la variété de faune et de flore qu'ils peuvent abriter (petits mammifères, oiseaux, batraciens, invertébrés, etc.).

Les terres labourables, occupées par des prairies temporaires, des grandes cultures (voire à l'extrême exploitées en monoculture) présentent un intérêt limité.

Dans un tel contexte, la présence de bosquets, de haies, d'arbres isolés ou d'habitat rural entouré de jardins sont des éléments qui permettent le développement d'une certaine biodiversité et qui constituent des espaces relais favorisant le déplacement des espèces.

De la même façon, la variété des assolements, la pratique d'une agriculture raisonnée en ce qui concerne les traitements chimiques ou d'une agriculture biologique concourent à une meilleure biodiversité.

3.3.4 LA TRAME VERTE ET BLEUE

La "Trame Verte et Bleue" (TVB) est un outil d'aménagement du territoire issu de la loi ENE du 12/07/2010 (Grenelle 2) qui a pour objectif la préservation de la biodiversité, en identifiant et maintenant un réseau fonctionnel national de milieux où les espèces animales puissent assurer leur cycle de vie et circuler.

A l'échelle régionale, la "Trame Verte et Bleue" se traduit par un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) approuvé en 2014.

Par ailleurs, le P.L.U. doit être compatible avec les orientations relatives à la préservation des espaces naturels inscrites :

- Dans le SDAGE Adour-Garonne :
 - Réduction de l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques (gestion des eaux pluviales, de l'assainissement des eaux usées, etc.) ;
 - Gestion durable des eaux souterraines, préservation et restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
 - Fourniture d'une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
 - Maîtrise de la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique (préventions des crues) ;
 - Approche territoriale de l'eau placée au cœur de l'aménagement du territoire.
- Dans le SAGE Adour Amont (thème « milieux naturels ») :
 - Disposition 19 « mieux gérer, préserver et restaurer les zones humides », sous-disposition 19.2 « Prise en compte de l'objectif de protection durable des ZH dans les documents d'urbanisme » ;
 - Disposition 20 « Préserver et rétablir les continuités écologiques » avec plusieurs sous-dispositions concernant les végétations rivulaires etc. qui recoupent les dispositions d'autres documents tels que le SRCE ;
 - Disposition 26 « Améliorer la gestion des inondations », Sous-disposition 26.3 « Mobiliser des secteurs de débordement des cours d'eau permettant de préserver les secteurs agglomérés ».

Située au carrefour géographique des domaines atlantique, continentale, alpin et méditerranéen, la région Midi-Pyrénées est un maillon important du lien entre la péninsule ibérique et le nord de l'Europe. Cette une région marquée par une importante proportion de zones de montagnes, ainsi que par les têtes de bassins versants des grands fleuves et rivières du sud-ouest (Adour, Garonne, Ariège, Aveyron...), dont dépendent de nombreux éléments de la biodiversité régionales (zone humide, forêts alluviales, voies migratoires pour les poissons et les oiseaux...)

Cette diversité de conditions écologique procure à Midi-Pyrénées une grande richesse de paysage, de milieux naturels et d'espèces (la région accueille près de la moitié des espèces recensées en France).

Plus localement, la trame verte définie par le SRCE identifie l'Adour comme un réservoir de biodiversité.

La trame bleue est quant à elle constituée du réseau hydrographique de l'Adour et du Canal de l'Ailhet.

Ces orientations relatives à la trame verte et bleue sont complétées à l'échelle locale :

- Par la préservation des trames boisées en bordure des cours d'eau et rivières précitées,
- Par la préservation des haies,
- Par la limitation du mitage du territoire.

Éléments et objectifs de la Trame verte et bleue

Planche B09

Legende

- Limites de la région
- Zones urbanisées
- Réseaux d'eau
- Réseaux routiers principaux
- Obstacles aux continuités
- Courbes d'eau
- Points de conflit
- Points de conflit ponctuels
- Points de conflit linéaires

Obstacles aux continuités

Obstacles à l'écoulement des cours d'eau

Points de conflit ponctuels

Points de conflit linéaires

Corridors et courbes d'eau

Corridors

Courbes d'eau

Index

Échelle 1 : 100 000 (A3 100%)

0 1 2 Kilomètres

Decembre 2014

Logos

Logo de la Région Occitanie

Logo de la Région Occitanie

Logo de la Région Occitanie



The map displays the commune of Bours, France, with its administrative boundaries and surrounding areas. Key features include the Garonne river, various land cover types, and hydrographic elements. The legend on the right provides a detailed key for the map's symbology, including land cover categories like urban, agricultural, and forest, as well as hydrographic features like rivers and water bodies. The inset map in the top right corner shows the location of Bours within the Hautes-Pyrénées department, with the date 'JUILLET 2015' and the number '09'.

3.4 RESSOURCES

3.4.1 EAU POTABLE

Il n'existe pas de captage d'eau potable à Bours qui par ailleurs n'est concernée par aucun périmètre de protection de captage d'eau potable situé sur une commune voisine.

3.4.2 SOL ET ESPACE

La carte des sols issue du programme RRP sur le département des Hautes Pyrénées montre deux grandes unités de sols dont le mode de répartition suit les formations géologiques.

Cette carte des sols est utilisable pour les analyses territoriales en tenant compte de deux grandes spécificités :

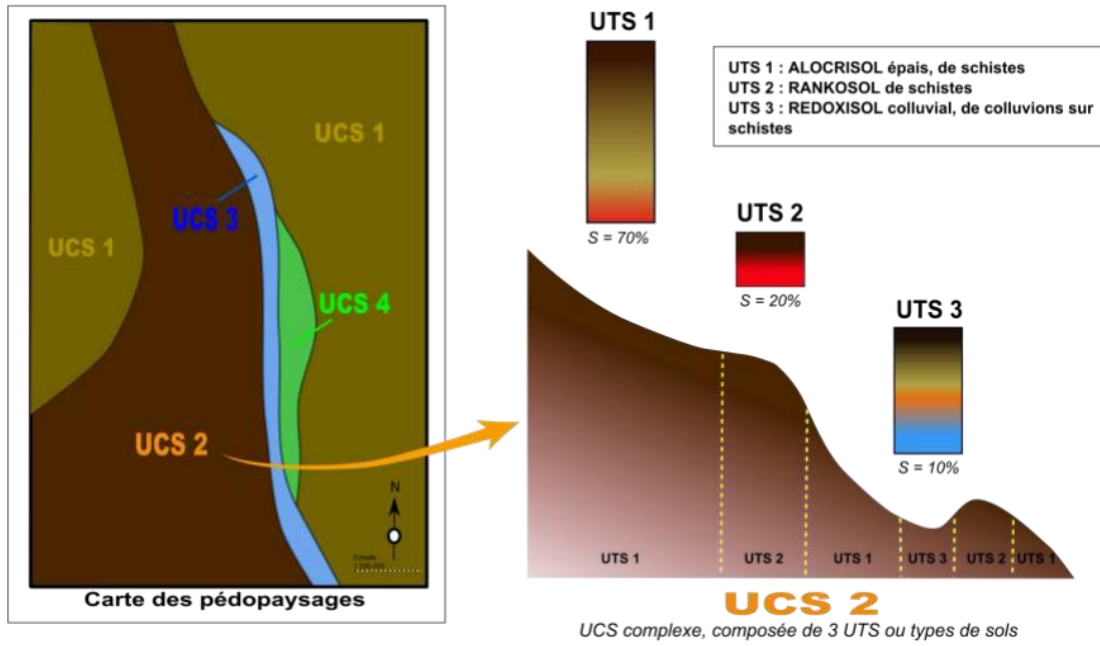
- Graphiquement, elle représente des UCS qui sont le plus souvent des associations de sols, plus rarement des sols uniques ; mais elle donne aussi la proportion relative de chacun des sols au sein de chaque UCS. Toutes les caractéristiques des UCS et des UTS qui les composent (physico- chimie des sols, modèle de répartition dans le paysage etc.) sont regroupées dans une base de données DONESOL que l'on peut donc interroger.
- La carte est établie à une échelle, -le 1/250000-, et avec une précision qui limitent les possibilités de croisement avec des documents cartographiques à des échelles plus grandes (cadastre notamment).

Nous avons fragmenté les UCS du Référentiel Régional en utilisant des techniques d'apprentissage automatisées, l'analyse de la répartition des UTS dans les UCS et des validations grâce aux sondages et observations de sols (dans le cadre de la réalisation du RRP). Nous avons ainsi pu cartographier les sols à une échelle mieux adaptée au territoire de la commune, c'est-à-dire une échelle intermédiaire entre le 1/50000 et le 1/25000, en délimitant les UTS. A l'aide de cette nouvelle carte, nous pouvons réaliser une première approche de l'importance des sols en matière d'urbanisme et de perspective territoriale.

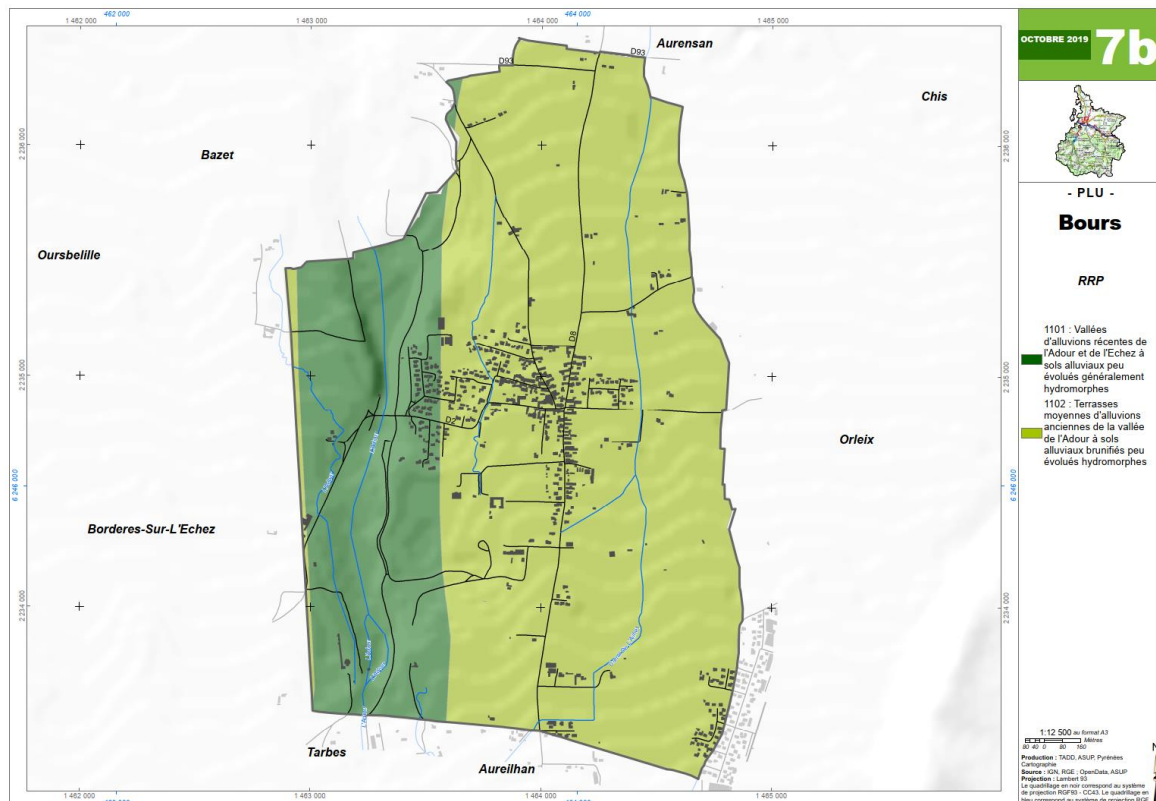
En simplifiant quelque peu ces UCS, on peut alors décrire les sols suivants pour la commune de Bours:

- Dans les zones d'alluvions récentes, on note la présence de sols de type FLUVIOSOL TYPIQUE à BRUTS, plus ou moins épais. Ces sols sont peu évolués, localement la nappe est peu profonde. On retrouve ici les sols de l'unité 1105.
- Sur les alluvions plus anciennes Fy1, les sols sont plus évolués mais pas forcément plus épais : il s'agit de FLUVIOSOLS BRUNIFIES, avec apparition de la grave à des profondeurs qui oscillent entre 50cm et 1m. Cette variation d'épaisseur peut donner une mosaïque de sols. Ces sols sont souvent séchants, avec une RUM peu élevée, qui leur confère une certaine fragilité par rapport aux à-coups climatiques. Les sols sont globalement caillouteux, ces cailloux étant des galets qui forment éventuellement de longs cordons en surface des parcelles. L'unité de sol concernée est l'unité 1102.

Le concept de représentation des sols dans une carte au 1/250000



Extrait de la carte des sols de BOURS (issue de la fragmentation du RRP des Hautes Pyrénées)



3.4.3 MATIERES PREMIERES ET RESSOURCES DU SOUS-SOL

3.4.3.1 Exploitation et recherche d'hydrocarbure

Le porter à connaissance de l'Etat ne mentionne aucun permis de recherche ou d'exploitation d'hydrocarbures concernant la commune.

3.4.3.2 Schéma départemental des carrières

Le schéma départemental des carrières a été approuvé par arrêté préfectoral du 29/11/2005. Il a pour objectif de concilier au mieux la juste valorisation du sous-sol pour l'intérêt économique et la protection de l'environnement pour la qualité de la vie.

Il n'existe pas de carrières en cours d'exploitation ni d'ancienne carrière sur le territoire communal.

3.4.4 ENERGIE

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) Midi-Pyrénées a été approuvé en juin 2012. Il recense en particulier les potentiels de développement des énergies renouvelables dans la région et fixe des objectifs en matière de développement des énergies renouvelables.

La commune ne se situe pas dans une zone favorable au développement de l'éolien selon la méthode retenue dans le schéma régional éolien annexé au SRCAE.

3.4.4.1 Energie solaire

Les caractéristiques d'ensoleillement (en moyenne pour la région Midi-Pyrénées : durée d'ensoleillement de 2 000 heures/an, énergie solaire incidente sur le plan horizontal de 1 300 kWh/m²/an - *source ADEME*) permettent d'envisager la production d'eau chaude solaire ou d'électricité au moyen de panneaux photovoltaïques pour les particuliers ou sur les toits des bâtiments agricoles, artisanaux ou commerciaux.

Un projet de parc solaire est à l'étude sur la commune.

3.4.4.2 Méthanisation agricole

Il existe plusieurs élevages à Bours, mais compte tenu du nombre d'animaux assez limité, la ressource en biomasse méthanisable (déjections animales et résidus de culture) ne constitue pas une ressource mobilisable à l'échelle de la commune.

D'autre part, ce type de projet doit prendre en compte l'adéquation entre quantité d'énergie produite et besoins (consommation locale ? Réinjection de l'énergie produite dans le réseau de distribution vers de plus grands centres de consommation ?) ; de plus, il se heurte à des contraintes d'investissement s'il n'est pas porté par une structure collective.

3.4.4.3 Economies d'énergie potentielles

Dans le domaine du logement, des économies d'énergie sont potentiellement possibles par rapport à une simple extrapolation des consommations actuelles en mettant en œuvre différents dispositifs : amélioration de la qualité thermique des constructions neuves, travaux sur le parc existant (notamment le plus ancien, avant 1975 et dans une moindre mesure avant 2000), mais aussi par un choix de formes plus compactes pour les maisons, voire par le développement de maisons mitoyennes.

3.5 RISQUES ET NUISANCES

3.5.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX : LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du Bassin Adour-Garonne 2016-2021 a été approuvé le 1er décembre 2015. Le PGRI constitue le document de référence au niveau du Bassin permettant d'orienter et d'organiser la politique de gestion des risques d'inondation. Il fixe, pour la période 2016-2021, 6 objectifs stratégiques déclinés en 49 dispositions associées, permettant de réduire les conséquences dommageables des inondations pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique sur le bassin.

Ces objectifs ont été rédigés en tenant compte des principes de solidarité, subsidiarité et synergie à développer entre les politiques publiques d'aménagement durable des territoires et la prévention des risques.

En l'absence de SCoT, le P.L.U. doit être compatible avec les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI, parmi lesquels les suivants concernent plus particulièrement l'élaboration des documents d'urbanisme :

- Objectif n°4 : « Aménager durablement les territoires par une meilleure prise en compte des risques d'inondation dans le but de réduire leur vulnérabilité »
 - Réduire la vulnérabilité aux inondations en formalisant dans les documents d'urbanisme des principes d'aménagement prenant en compte le changement climatique à long terme (D4.5)
 - Valoriser les espaces inondables à préserver ou reconquérir comme élément du cadre de vie en leur redonnant un usage adapté (D4.8)
 - Evaluer les impacts cumulés et les mesures de compensation de l'aménagement du territoire sur le fonctionnement des bassins versants (D4.10 idem SDAGE)
 - Limiter l'imperméabilisation des sols et maîtrisant l'écoulement des eaux pluviales et restaurant les zones d'expansion de crues (D4.11, idem SDAGE)
- Objectif n°5 : « Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements »
 - Favoriser la reconquête des zones naturelles d'expansion de crues (D5.2, idem SDAGE)
 - Promouvoir le ralentissement dynamique naturel dans les bassins versants (zones humides, haies, talus, espaces boisés...) afin de faciliter l'infiltration et la rétention des eaux (D5.3, idem SDAGE).

3.5.2 RISQUES NATURELS RECENSES SUR LE TERRITOIRE

3.5.2.1 Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI)

Les plans de prévention des risques visent à sécuriser les populations et les biens ; ils sont établis par les Services de l'Etat au cas par cas à l'issue d'une étude qui prend en compte la nature du risque (inondation, mouvement de terrain, incendie, risque technologique, etc.) et le contexte local. Ils comportent un rapport de présentation, un ou des documents graphiques et un règlement qui peut interdire certains travaux, exiger la réalisation d'études particulières ou la mise en place de mesures de protection sur les installations, ouvrages ou bâtiments existants, dans des délais imposés.

Ces règles se surimposent à celles qui peuvent être mises en place par le P.L.U. ; ce dernier doit être mis en conformité avec un P.P.R. si celui-ci est approuvé après le P.L.U.

BOURS est concerné par un plan de prévention des risques d'inondation approuvé le 27/02/2019.

3.5.2.2 Autres risques naturels

3.5.2.2.1 Séismes

La commune se situe dans son intégralité en zone sismique 3, c'est à dire présentant un risque modéré. Le code de l'Environnement fixe pour les zones 2 à 5 les règles applicables en fonction de la nature des constructions : choix de l'implantation (prise en compte de la nature du sol), conception générale de l'ouvrage et qualité de l'exécution (matériaux, fixation des éléments non structuraux, mise en œuvre).

Des informations plus précises sont disponibles sur le site internet du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

3.5.2.2.2 Remontée de nappe

L'ensemble de la commune présente des secteurs potentiellement sujets aux débordements de nappe ou aux inondations des caves.

3.5.2.2.3 Divers

La commune est soumise à un aléa faible de retrait-gonflement des sols argileux. Elle n'est pas soumise à des risques de mouvements de terrain.

Le potentiel radon est de catégorie 1 (faible).

Aucune cavité souterraine n'est recensée.

3.5.3 ARRETES DE CATASTROPHE NATURELLE

Une dizaine d'arrêtés de catastrophe naturelle ont concerné la commune. Ils sont regroupés dans le tableau suivant :

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 3

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
65PREF19990115	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
65PREF20090107	24/01/2009	27/01/2009	28/01/2009	29/01/2009

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
65PREF19820107	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

3.5.4 RISQUES TECHNOLOGIQUES ET MINIERS

La commune est concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) approuvé le 10/07/2012 et concernant l'entreprise NEXTER.

La commune est potentiellement concernée par des transports de matières dangereuses en lien avec l'autoroute A64, et dans une moindre mesure à la RD921a et à la RD15 / RD15a /RD92.

Les risques liés au transport des matières dangereuses apparaissent négligeables pour les autres voies.

3.5.5 SITES ET SOLS POLLUES

Aucun site n'est répertorié à ce jour dans la base de données des sites et sols pollués ou potentiellement pollués du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (BASOL).

3.5.6 INSTALLATIONS CLASSEES - ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS, ARTISANAUX ET ACTIVITES DE SERVICES

Aucune installation classée n'est signalée dans la base nationale des Installations classées.⁷

3.5.7 NUISANCES SONORES

Sans objet sur le territoire.

3.5.8 AUTRES RISQUES ET NUISANCES

Le département a été déclaré totalement termité par arrêté préfectoral. Les conséquences sont les suivantes :

- En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un état du bâtiment relatif à la présence de termites est joint au dossier de diagnostic technique à la vente ;
- En cas de construction ou d'aménagement neuf, des mesures relatives à la protection contre les termites s'appliquent.

Il n'existe pas d'arrêté préfectoral relatif aux mûres dans le département.

La réglementation en vigueur impose par ailleurs une information des locataires et/ou des acquéreurs relative aux risques tels que ceux liés à la présence de canalisations en plomb pour les immeubles construits avant 1949, ou de matériaux et produits contenant de l'amiante.

3.6 CONSOMMATIONS ENERGETIQUES ET EMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE

3.6.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

3.6.1.1 Le Plan Climat Énergie Territorial (PCET)

La loi Grenelle I du 3 août 2009 a introduit un certain nombre d'objectifs sectoriels à l'horizon 2020 (par rapport à 2005), et notamment, sur cette période de 15 ans :

- De réduire d'au moins 38% les consommations d'énergie du parc de bâtiments existants,
- De réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre dans le domaine des transports,
- D'accroître la maîtrise énergétique des exploitations agricoles.

Dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, cette volonté a été inscrite dans le code de l'urbanisme et pose le principe que l'action des collectivités en matière d'urbanisme doit contribuer à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement, notamment au moyen de la réduction des gaz à effets de serre et de consommation d'énergie.

La loi Grenelle 2 a imposé l'élaboration de PCET pour les régions, les départements, les métropoles, les communautés urbaines, les communautés d'agglomérations et les communes et communautés de

⁷ Source : <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/>

communes de plus de 50 000 habitants. Ces plans définissent des objectifs stratégiques et opérationnels, un programme d'actions ainsi qu'un dispositif de suivi et d'évaluation en matière d'atténuation/réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques.

Le Plan Climat Énergie Territorial des Hautes Pyrénées a été adopté par l'Assemblée Départementale en 2014 : il constitue le cadre de référence de l'action du Département dans le développement durable et la transition énergétique.

La Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes a adopté son PCET en février 2014. Parmi les actions définies, plusieurs sont relatives à l'urbanisme et/ou rejoignent des actions qui figurent dans le Programme Local de l'Habitat (PLH) ou le Plan de Déplacements Urbains (PDU).

La loi transition énergétique d'août 2015 a modernisé les PCET en Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) en intégrant dans ceux-ci un « volet air ». Le PCAET est en cours d'élaboration pour la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

3.6.1.2 Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Le territoire est engagé depuis 2010 dans la lutte contre le changement climatique à travers un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) à l'échelle de l'ancien Grand Tarbes.

Conformément à la Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et après avoir délibéré le 06 décembre 2018, la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a élaboré un Plan Climat Air-Energie Territorial (PCAET), intégrant la dimension territoriale de l'action de lutte contre le changement climatique. Depuis la création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, le PCAET s'est institué comme le projet territorial de développement durable à l'échelle de l'agglomération.

Le PCAET est la réponse locale aux enjeux globaux du changement climatique. Il a pour objectif d'anticiper la fracture énergétique et d'enclencher un changement de modèle économique et sociétal permettant globalement de préserver les ressources.

Il a aussi pour objectif d'anticiper les effets de l'évolution du climat et de s'en prémunir. Tous les domaines de la vie quotidienne : la mobilité, l'habitat, les déchets, l'urbanisme, les activités agricoles et les activités industrielles.

Le PCAET vise deux objectifs :

- l'atténuation : limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- l'adaptation : réduire la vulnérabilité du territoire.

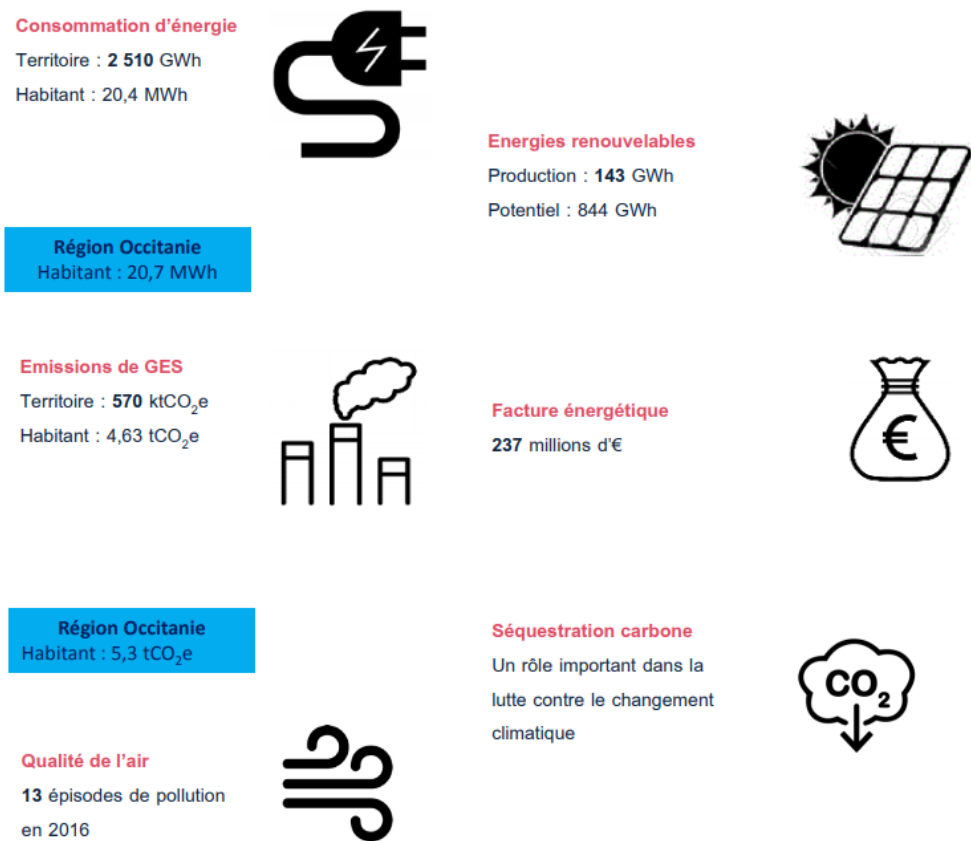
Un PCAET comporte ainsi des objectifs chiffrés de réduction des émissions de GES et d'adaptation du territoire de la communauté d'agglomération dans des temps donnés et à décliner dans chacune de ses politiques sectorielles. Ainsi pour l'habitat, la collectivité fixe le cap de réduire de 32% les consommations énergétiques du secteur d'ici à 2030 sur son territoire.

Extrait du PCAET – TLP - 2018

CHIFFRES CLÉS

DU CLIMAT ET DE L'ÉNERGIE SUR LE TERRITOIRE

2014



3.6.1.3 Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCET) des Hautes-Pyrénées

Le Plan Climat Énergie Territorial des Hautes Pyrénées a été adopté par l'Assemblée Départementale en 2014 : il constitue le cadre de référence de l'action du Département dans le développement durable et la transition énergétique.

3.6.1.4 Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) adopté en juin 2012 comprend un volet “Air” et fixe les orientations destinées à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique afin d’atteindre les objectifs de la qualité de l’air. Il se substitue au Plan Régional de la Qualité de l’Air (PRQA) révisé en 2008.

Les 5 grandes orientations du SRCAE en matière de prévention et de réduction de la pollution atmosphérique sont les suivantes :

- Améliorer la connaissance sur les émissions de polluants atmosphériques,
- Améliorer la connaissance sur les concentrations dans l’air ambiant de polluants atmosphériques impactant la santé et l’environnement,

- Développer la prise en compte de la problématique pollution atmosphérique dans le bâtiment, l'aménagement et des démarches territoriales,
- Agir sur les pratiques pour réduire les émissions de polluants atmosphériques,
- Sensibiliser le grand public et les professionnels à la pollution de l'air et à ses impacts sur la santé et l'environnement.

3.6.2 CONSOMMATIONS ENERGETIQUES

Les consommations en énergie sont principalement dues aux activités résidentielles, avec en premier lieu les consommations liées au résidentiel (chauffage), aux transports routiers et à l'agriculture. La répartition des différentes sources d'énergie utilisées est liée au type d'activité : produits pétroliers pour le transport routier et l'agriculture ; électricité et gaz pour le résidentiel et électricité pour les activités tertiaires.

Il n'existe pas de données de consommation énergétiques à l'échelle de la commune.

La Commune est couverte depuis 2014 par un Programme d'Intérêt Général (PIG) pilotée par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, mobilisant les aides financières de l'état et des collectivités (ANAH, Conseil Départemental, Région...). Cette opération s'adresse aux propriétaires occupants et aux propriétaires bailleurs qui souhaitent améliorer leur habitat et vise à la réhabilitation des logements du parc privé, selon 3 priorités ciblées : l'efficacité énergétique, l'adaptation des logements à la perte d'autonomie et la lutte contre l'habitat indigne.

3.6.3 QUALITE DE L'AIR

La surveillance de la qualité de l'air est assurée au niveau régional par ATMO Occitanie, association agréée par le ministère du développement durable. ATMO Occitanie est issue de la fusion en 2017 de l'ORAMIP (Observatoire Régional de l'Air en Midi Pyrénées) et de son homologue en Languedoc-Roussillon. La station de surveillance la plus proche se situe à Tarbes.

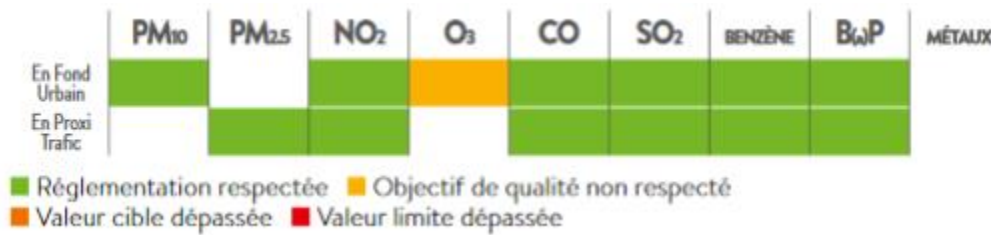
L'arrêté préfectoral du 17 avril 2012 instaure des procédures d'information et d'alerte en cas de dépassement constaté ou prévu pour l'ozone, le dioxyde d'azote et les particules PM10. Il définit également trois zones d'application de ces procédures : l'arrondissement de Tarbes (225 communes), l'arrondissement de Lourdes Argelès-Gazost (89 communes), l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre (163 communes).

Un dépassement mesuré sur les stations de mesures de Tarbes et/ou de Lourdes enclenchera la procédure d'information sur l'ensemble de leur arrondissement respectif. Selon le polluant, les niveaux d'exposition sont calculés en moyenne horaire ou en moyenne sur 24 heures.

Le constat ou la prévision du dépassement des seuils repose sur l'évaluation de la qualité de l'air dans l'arrondissement considéré. Cette évaluation peut être le résultat de mesures en continu en stations fixes, disponibles sur les zones de Tarbes et Lourdes et des prévisions réalisées (dioxyde d'azote et ozone). Un déclenchement sur prévision concernera tout l'arrondissement. Il sera réalisé si 10% minimum de la superficie de l'arrondissement est concernée par une teneur en polluant supérieure aux seuils déterminés.

En 2017 en Hautes-Pyrénées, la réglementation n'est pas respectée en situation de fond comme sur le reste de la région, pour l'ozone et le département a connu 17 épisodes de pollution aux PM10 en 2017.

Réglementation : situation du département ⁵⁰



Ozone O₃

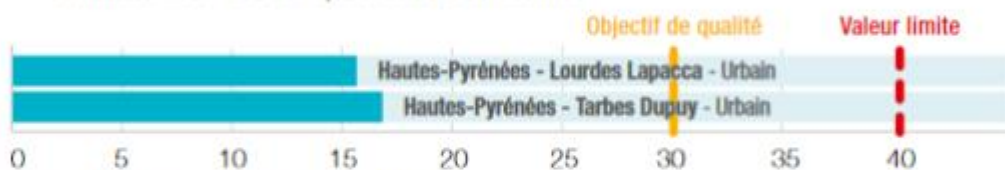
Situation vis-à-vis de la protection de la santé



Nombre de dépassements des 120 µg/m³ en moyenne glissante sur 8 heures

Particules en suspension <10 microns PM₁₀

Situation vis-à-vis de la protection de la santé



Concentration moyenne annuelle (µg/m³)

Dioxyde d'azote NO₂

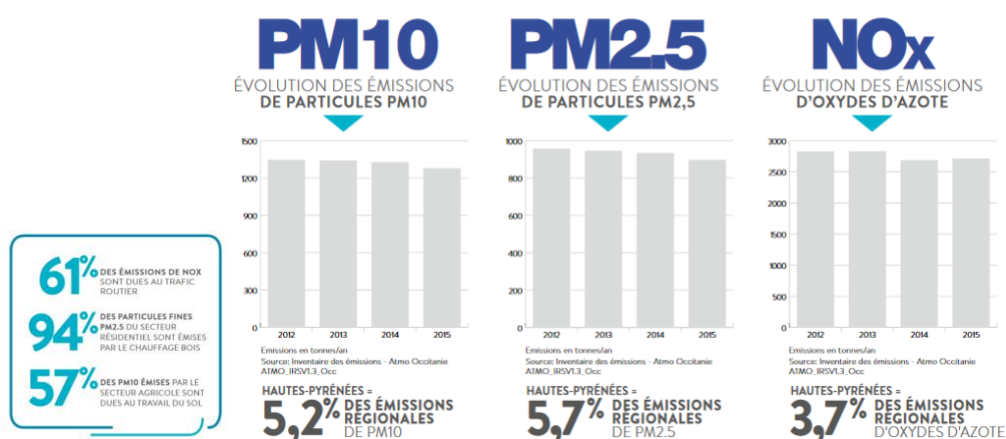
Situation vis-à-vis de la protection de la santé



Concentration moyenne annuelle (µg/m³)

Les sources d'émission de composés gazeux ou de particules dans l'atmosphère peuvent être d'origines naturelles ou anthropiques. Les sources naturelles principales sont la végétation, les océans, les émissions biologiques aérobies et anaérobies pour les gaz et l'érosion des sols, les embruns marins, les éruptions volcaniques et les feux de forêt pour les particules. Les sources d'origine humaine sont, à la fois pour les composés gazeux et particulaires, principalement la combustion de la matière organique (bois, pétrole, gaz, charbon) que l'on retrouve dans les secteurs du transport routier, du chauffage résidentiel, des procédés industriels, du traitement des déchets, mais aussi les cimenteries, les papeteries, la fabrication/utilisation de solvants, etc. Le bilan annuel 2017 publié par Atmo Midi Pyrénées ORAMIP donne les informations suivantes pour les Hautes-Pyrénées. Il n'existe pas de données à l'échelle du territoire de Bours.

LES POLLUANTS QUE NOUS ÉMETTONS DANS L'AIR : INVENTAIRE DES ÉMISSIONS DE POLLUANTS



3.6.4 MOYENS D' ACTIONS SUR LE TERRITOIRE

Limiter ses consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre passe par plusieurs actions possibles :

- Limiter les flux de transports routiers via la recentralisation des zones d'habitats et de services/commerces afin d'encourager la population à se déplacer en transports en commun ou par des modes de déplacements doux ;
- Limiter les pollutions atmosphériques liées à l'habitat : l'enjeu est de concilier sobriété énergétique et qualité de l'air pour les bâtiments neufs et de favoriser la rénovation pour les bâtiments anciens ;
- Limiter les consommations énergétiques (chauffage, eau chaude, électricité...) par des campagnes de sensibilisation des habitants ;
- Développer les circuits courts pour permettre la vente des biens et services à proximité des lieux de production, afin de limiter les déplacements des producteurs et des acheteurs ;
- Gérer de manière optimum les déchets sur le territoire en favorisant le recyclage et le tri (action de sensibilisation), en proposant un traitement adapté des déchets collectés et en permettant la valorisation des déchets.

4 EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS

4.1 CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (P.A.D.D.) ET TRADUCTION REGLEMENTAIRE

Le P.A.D.D. s'appuie sur les enjeux communaux et les objectifs décrits précédemment. Il prend en compte les objectifs assignés aux documents d'urbanisme issus du cadre législatif et réglementaire (et notamment lois « Solidarité et Renouvellement Urbain » et « Urbanisme et habitat », loi « de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement », loi portant « Engagement National pour l'Environnement », loi pour « l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) »).

Le P.A.D.D. de Bours s'organise en 4 axes permettant de renforcer l'identité rurale de la commune, de valoriser l'atout « nature » de son cadre de vie, d'accompagner sa dynamique démographique et de favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques.

AXE 1 – RENFORCER L'IDENTITE RURALE DE BOURS

Cet axe affiche la volonté de la commune d'accueillir de nouveaux habitants tout en :

- Modérant la croissance démographique vis-à-vis de celle observée ces dernières années,
- Permettant une maîtrise foncière efficiente (consommation d'espace des 10 dernières années),
- Facilitant l'accès au logement pour tous,
- Préservant le cadre de vie des habitants,
- Encourageant les liaisons inter-quartiers (maillage routier et déplacement doux),
- Mettant en valeur le patrimoine architectural du bourg et en préservant son organisation traditionnelle.

ORIENTATION : Modérer la croissance démographique ainsi que la consommation d'espace

Pourquoi ? La volonté de la commune est de poursuivre le développement de son territoire sans entraîner d'extensions démesurées, sans oublier pour autant que le territoire de cette commune se positionne comme un territoire « charnière » entre la plaine agricole et les zones urbanisées de l'agglomération de Tarbes, avec un environnement de qualité à quelques kilomètres d'un bassin d'emplois d'importance majeure. Depuis 17 ans (1999 – 2016), Bours voit sa population s'accroître progressivement sur une moyenne de près de 1,25 %/an, démontrant la forte attractivité du territoire.

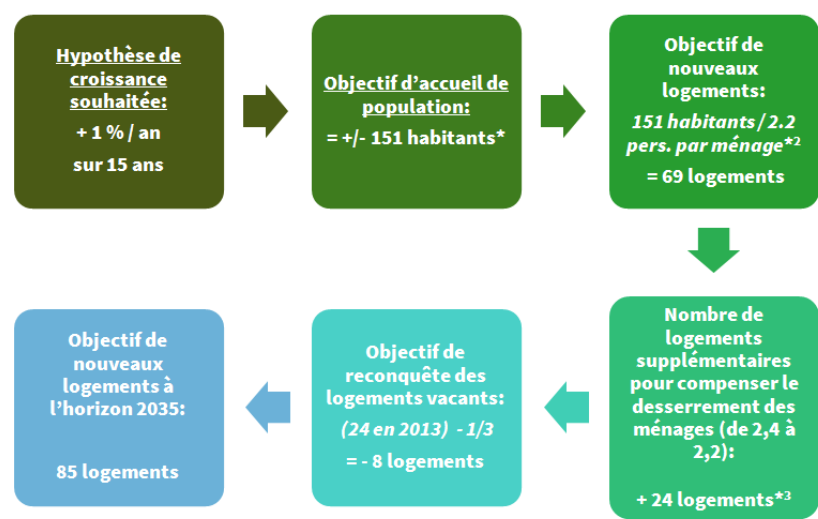
Objectifs d'accueil de population :

Il s'agit de modérer la croissance démographique observée entre 1999 et 2016 (17 ans) en fixant un objectif de 1042 habitants au total (soit +151 habitants supplémentaires) à l'horizon 2030 (soit 15 ans). Le calcul s'appuie sur une hypothèse de croissance démographique de +1% par an en moyenne et démarre à compter des derniers estimatifs produits par la mairie (soit 890 habitants).

Le projet de la commune de Bours privilégie la construction dans le bourg et dans sa continuité immédiate.

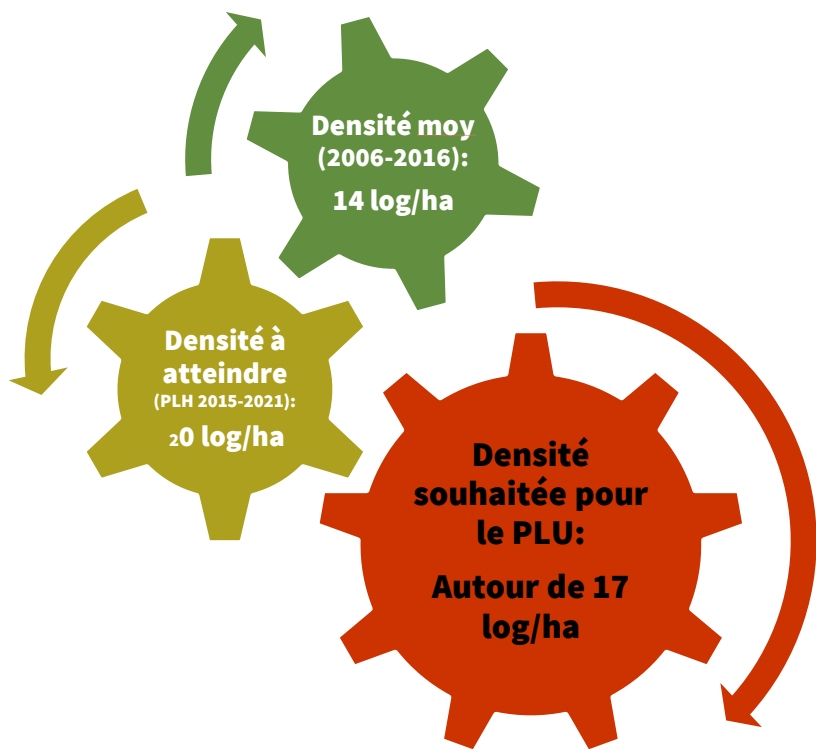
Les types de logements proposés via les OAP sont variés : des logements individuels aux petits collectifs. Dans tous les cas, les ensembles à très fortes densités sont à éviter afin de préserver un cadre de vie « rural ». Le projet fixe également des objectifs en matière de reconquête des logements vacants.

Ainsi, le nombre de logements nécessaires pour répondre aux objectifs démographiques est estimé à 85 logements et le calcul s’appuie sur les hypothèses suivantes :



Objectifs de modération de la consommation de l’espace :

Le contexte règlementaire demande une maitrise de la consommation de l’espace afin de protéger les espaces agricoles et naturels. Il s’agit également de limiter le développement diffus de l’urbanisation qui conduit à une augmentation des déplacements et à un coût d’entretien des réseaux et voiries plus important.



D’après l’analyse des permis de construire depuis 10 ans sur la commune, la densité moyenne observée brute est de 14 logements/hectare.

Un PLH (Programme Local de l’Habitat) existait sur le périmètre de l’ancienne Communauté d’Agglomération du Grand Tarbes jusqu’à fin 2018 et fixait comme objectifs pour la période 2015-2021 d’atteindre une densité de près de 20 log/ha pour les nouveaux secteurs ouverts à l’urbanisation.

Fort de ce constat et dans un souci de modération de la consommation de l’espace, le projet de Bours vise, en moyenne pour la totalité des zones ouvertes à l’urbanisation dans le projet de PLU, l’objectif minimum de 17 logements/hectare, permettant

ainsi de « tendre vers » les objectifs de l’ancien PLH et de modérer la consommation de l’espace observée depuis 10 ans sur la commune.

Cet objectif de densité a été nuancé afin de trouver un équilibre entre des zones denses et d’autres au tissu urbain plus lâche :

- 50 % des nouveaux logements à environ 14 logements / ha (moy 715 m²/logement) ;
- 50 % des nouveaux logements à environ 20 logements / ha (moy 500 m²/logement).

Le projet de la commune de Bours met également en évidence la présence des éléments naturels (jardins, espaces publics, eau, boisements) dans le tissu urbain en protégeant les « cœur d’îlots jardinés » et en appliquant un coefficient « cadre de vie » au calcul du « besoin » en zones ouvertes à l’urbanisation afin de maintenir et créer des espaces de respiration en zone urbanisée (création de nouveaux cœurs d’îlots « verts » dans les quartiers en construction).

Enfin, le développement de l’urbanisation est circonscrit aux dents creuses et est envisagé en stricte continuité de l’urbanisation existante : fin du développement linéaire de l’urbanisation, réflexions sur des extensions d’urbanisation à travers des orientations d’aménagement et de programmation globales par quartier (maillage, trame verte et bleue, cohérence architecturale, ...).

<u>85 logements à créer</u>
Logements à créer x densités à atteindre = espaces nécessaires pour de nouvelles constructions 43 logements x 14 log/ha + 43 logements x 20 log/ha = <u>3.07 + 2.15 ha = 5.22 ha</u>
Espaces nécessaires x coefficient de rétention foncière et de cadre de vie = Surface à ouvrir à l’urbanisation dans le PLU 5.22 ha x 20 % = <u>6.3 ha</u>

D’après cette analyse, le PLU doit proposer environ 6.3 ha d’espaces disponibles pour accueillir les nouvelles constructions projetées en dents creuses et en zones d’extensions à court terme (1AU).

Traduction dans le zonage et les Orientations d’Aménagement et de Programmation (OAP) :

- 2.8 ha de « dents creuses » identifiées (terrains en friche et divisions parcellaires) dont notamment les OAP n°1 et 3.
- 3.39 ha en zone « 1AU », au cœur du tissu urbain. Ce secteur a fait l’objet d’une réflexion avec le CAUE (en annexe du rapport de présentation) traduit dans une OAP avec des objectifs de densité entre 10 et 30 log/ha et un projet de création de « poumon vert » en cœur de zone.

Soit un total de 6.2 ha, conforme aux objectifs affichés dans le PADD.

ORIENTATION : Faciliter l’accès au logement pour tous

Pourquoi ? Consciente des déséquilibres démographiques, environnementaux et sociaux de même que souhaitant répondre aux besoins qualitatifs en matière de logements et promouvoir la mixité sociale et générationnelle, la commune de Bours positionne les enjeux de diversification des fonctions urbaines et de mixité sociale au centre de ses préoccupations.

Objectifs :

- ✓ Encourager le maintien et la création de commerces au centre-bourg : la municipalité s’engage à soutenir le pôle de proximité en cours de création au centre-bourg et à réfléchir aux différents accès possibles (liaisons douces notamment) vers ce nouveau pôle de services et commerces.
- Traduction dans le zonage et les OAP : détermination de la zone « 1AU » à proximité des zones de services et commerces existants, mise en place d’orientations pour la création de liaisons douces dans l’OAP du secteur.

- ✓ Les activités et services de proximité n'engendrant pas de nuisances pour le voisinage sont autorisés et souhaités dans le tissu urbain et pavillonnaire.
- Traduction dans le zonage et le règlement : les entreprises sans nuisances pour le voisinage sont autorisées en zone urbaine (article 1)

- ✓ En diversifiant la typologie des logements autorisés (densité, surfaces, hauteurs, ...) tout en conservant un habitat à « taille humaine » (petits collectifs – gabarit des constructions du même ordre que celui des bâtisses traditionnelles) et des formes urbaines garantant d'une qualité de vie préservée afin que chaque famille puisse trouver le logement correspondant à ses besoins (locatif, achat, collectif, individuel, quartier du centre ancien mais rénové, quartier plus récent, ...).
- Traduction dans le zonage et les OAP : chaque OAP définit des objectifs de densité minimum à atteindre, mixant les formes urbaines en fonction des secteurs, de 10 log/ha pour les secteurs les moins denses à près de 30 log/ha pour les zones pouvant accueillir de petits logements collectifs.

- ✓ En exigeant un minimum de logements sociaux dans les opérations d'ensemble d'envergure.
Traduction dans le zonage et les OAP : L'OAP n°2 prévoit la réalisation d'environ 6 logements sociaux.

- ✓ En constituant des réserves foncières communales dans les zones Urbaines (U) et A Urbaniser (AU) afin d'organiser l'espace de vie.
- Traduction dans le zonage et le règlement : des emplacements réservés sont prévus pour la réalisation d'accès piéton (le long du canal de l'Ailhet et sur le secteur de Lahitte pour accéder au futur espace vert). De plus, l'O.A.P. n°2 prévoit un large espace de respiration en cœur de zone afin d'organiser un espace vert de qualité, des jardins familiaux et des liaisons piétonnes.

ORIENTATION : Préserver le cadre de vie des habitants

Pourquoi ? Parce que le cadre de vie influence directement l'attractivité de la commune, celui-ci se doit d'être préservé et mis en valeur afin d'encourager les habitants actuels à rester sur la commune mais également pour accueillir de nouvelles familles.

Objectifs :

- ✓ Protection des jardins emblématiques / préservation des espaces « jardinés » en milieu urbain (aération du tissu urbain) : le centre bourg ancien est constitué d'un ensemble dense, groupé, où les constructions sont souvent implantées perpendiculairement à la voirie (un pignon sur la rue), avec des cours fermées de murets sur la rue et des jardins à l'arrière formant des « cœur d'îlots verts » enclavés dans le tissu urbain. Ce sont ces espaces encore aujourd'hui « jardinés » qu'il convient de préserver.
Traduction dans le zonage : le centre ancien est composé d'anciennes fermes, souvent avec des façades en alignement sur la voirie et ouvertes à l'arrière sur des espaces jardinés se faisant face. Pour conserver cette aération du tissu ancien et ne pas encourager les constructions à l'intérieur de ces cœurs d'îlots (obligation d'accès en drapeau), ces jardins ont été identifiés en tant qu'éléments remarquables du paysage où seules les annexes, de type abris de jardins ou piscines, sont autorisées.

- ✓ Préservation des « coulées bleues » : le village de Bours est bordé à l'Ouest par l'Adour, à l'Est par l'Ailhet et au centre par le canal de l'Agaou. Ces éléments, tous comme les canaux, constituent la trame bleue de la commune et sont à préserver.

Traduction dans le zonage : les canaux, dont celui de l'Ailhet qui traverse le centre bourg sont identifiés en tant qu'élément remarquable du paysage. De plus, la trame verte prévoit au cœur de l'O.A.P. n°2 prévoit une connexion entre ces espaces.

- ✓ Arrêt du mitage du territoire : la commune de Bours se situe dans la plaine de l'Adour, au cœur d'un territoire agricole d'importance majeure. Il convient d'enrailer l'éparpillement des constructions en définissant des limites strictes à l'urbanisation.

Traduction dans le zonage : les constructions en « dents creuses » sont privilégiées (dont OAP n°1 et 3), une seule zone d'extension est envisagée au sud de la rue de l'Adour permettant la création d'un nouveau quartier durable avec maillage obligatoire vers la voie existante au sud (à aménager). Le quartier de « Lahitte » étant déconnecté du centre-bourg, le choix ici est de ne pas étendre ce secteur (ni les quartiers excentrés vers Aureilhan notamment), seule sa densification (OAP n°3) reste possible.

ORIENTATION : Encourager les liaisons inter-quartiers : maillage routier et déplacement doux

Pourquoi ? Se déplacer, en voiture, en transports en commun, en vélo ou à pied est indispensable. L'objectif aujourd'hui est de reconnecter, dans la mesure du possible, les voies en impasse et de créer un réseau de liaisons douces permettant de se déplacer en toute sécurité, à pied, vers les espaces collectifs et les services publics.

Objectifs :

- ✓ Promouvoir une organisation urbaine moins génératrice de déplacements, en recentrant notamment les nouveaux quartiers proches des pôles de proximité.

Traduction dans le zonage : une seule zone « 1AU » est proposée, en continuité immédiate du centre-bourg. L'OAP n°2 permet ainsi de concevoir la desserte en voirie et de proposer les liaisons piétonnes adéquates.

- ✓ Mettre fin aux voiries en impasse ; le maillage du territoire devient un enjeu pour l'aménagement de la commune.

Traduction dans le zonage : L'OAP n°2 permet de conditionner l'ouverture du secteur sous réserve de l'aménagement du chemin privé suivant les conditions requises permettant de desservir l'ensemble du secteur et de faire la liaison avec la rue de l'Adour au Sud (sous réserve d'une réflexion approfondie à mener sur la sécurité de la sortie à aménager vers la rue de l'Adour).

- ✓ Maintenir les arrêts de transports collectifs existants : la commune est favorable au maintien des lignes de transports en commun. Les 3 OAP permettent de se rendre à pied à un arrêt de bus en moins de 5 minutes (Alezan Bus, ligne 16).

- ✓ Conforter les liaisons douces existantes et en créer de nouvelles vers et depuis les points stratégiques, pour accéder aux services et commerces de proximité. La mise en valeur du réseau existant de liaisons douces ainsi que la création de nouveaux itinéraires est un objectif prioritaire pour la commune qui souhaite permettre à l'ensemble des habitants de pouvoir se déplacer en toute sécurité, à pied, vers les espaces collectifs et les services publics (écoles, espaces verts, terrains de sport, aire de jeux, mairie).

- Confirmation du « Caminadour » et du « Trait Vert » le long de l'Adour ;
- Réflexion à mener sur les accès piétons le long de la rue de l'Adour ;
- Création de nouveaux maillages piétonniers lors de l'urbanisation du nouveau quartier d'extension: « connexions » à établir avec le lotissement « L'Agaou » à l'Ouest, les zones de loisirs à aménager et l'impasse Montaigu.

- Réflexion sur la création d'un cheminement doux entre le quartier « Lahitte » et le centre-bourg.

ORIENTATION : Mettre en valeur le patrimoine architectural du bourg et préserver son organisation traditionnelle

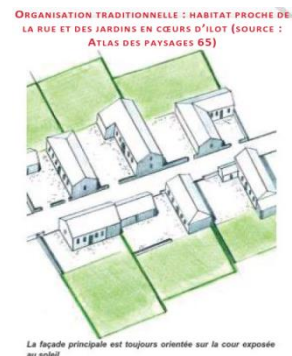
Pourquoi ? Le bourg ancien est représentatif des bourgs de la plaine de l'Adour et se caractérise par un bâti aligné sur la voirie, organisé autour d'une cour : la façade principale de l'habitation est tournée vers le sud, tandis que les granges protègent la cour des intempéries venant de l'ouest. Depuis la rue, le bâti offre dans la plupart des cas une succession de pignons séparés par les murs et portails qui ferment les cours, alternant donc des pleins et des vides assez réguliers. Plus rarement, le mur gouttereau marque la limite de l'espace public. L'arrière des parcelles est occupé par les jardins qui se font souvent face avec les jardins des constructions de la rue parallèle.

Le PLU permet un urbanisme et une architecture de qualité, en s'appuyant sur les trames existantes, l'implantation traditionnelle des constructions et des parcelles, l'aspect extérieur des bâtiments et des clôtures, ... Il assure la préservation et la mise en valeur des bâtiments ou d'éléments architecturaux identifiés pour leur intérêt patrimonial, tout en autorisant une évolution du bâti à même de répondre aux modes de vie actuels et futurs de la population. Enfin, le PLU assure un traitement paysager de qualité entre les zones urbaines ou à urbaniser et les espaces agricoles et naturels : type de clôtures, espace de transition par exemple.



Espace agricole à l'arrière des constructions

Jardins en cœur d'îlots



Objectifs : l'identité du village de Bours s'est construite autour d'éléments structurants qu'il convient d'identifier afin de les mettre en valeur et les préserver :

- Les éléments hydrauliques : la présence de l'eau est une caractéristique essentielle du village ; ces canaux et éléments hydrauliques, créés pour l'irrigation de la plaine, font aujourd'hui partie intégrante du paysage urbain et rural de la commune. Identifier et préserver les canaux d'irrigation dans une optique patrimoniale mais également de lutte contre les inondations (tous les travaux sur ces canaux devront faire l'objet d'une demande en mairie).
- L'église, au cœur de la place centrale du village en cours de restructuration.
- Les murets en galets (si l'élément identifié menace de s'écrouler, sa reconstruction à l'identique n'est pas obligatoire).

Traduction dans le zonage : ainsi, les murets en galets et les canaux sont identifiés dans le règlement et le zonage en tant qu'éléments remarquables du paysage à préserver.

Synthèse graphique de l'orientation n°1 :

PADD de Bours

Axe 1: Affirmer l'identité rurale de Bours

1. Modérer la croissance démographique ainsi que la consommation d'espace

Soit + 151 habitants / + 85 logements

Soit "besoin estimé": environ 6.3 ha



Fin du développement linéaire des constructions

2. Faciliter l'accès au logement pour tous



Soutien du centre-bourg
comme "pôle de proximité"



Activités autorisées dans
tissu urbain si compatibles
avec le voisinage



Diversifier la typologie
des logements autorisés

3. Préserver le cadre
de vie des habitants



Préservation des
cœurs d'îlots jardinés



Mise en valeur des
"percées bleues"
dans le tissu urbain



Privilégier les
dents creuses



Zone d'extensions
privilegiée



Quartiers
excentrés à
limiter à l'enveloppe
existante

4. Encourager les liaisons
inter-quartiers



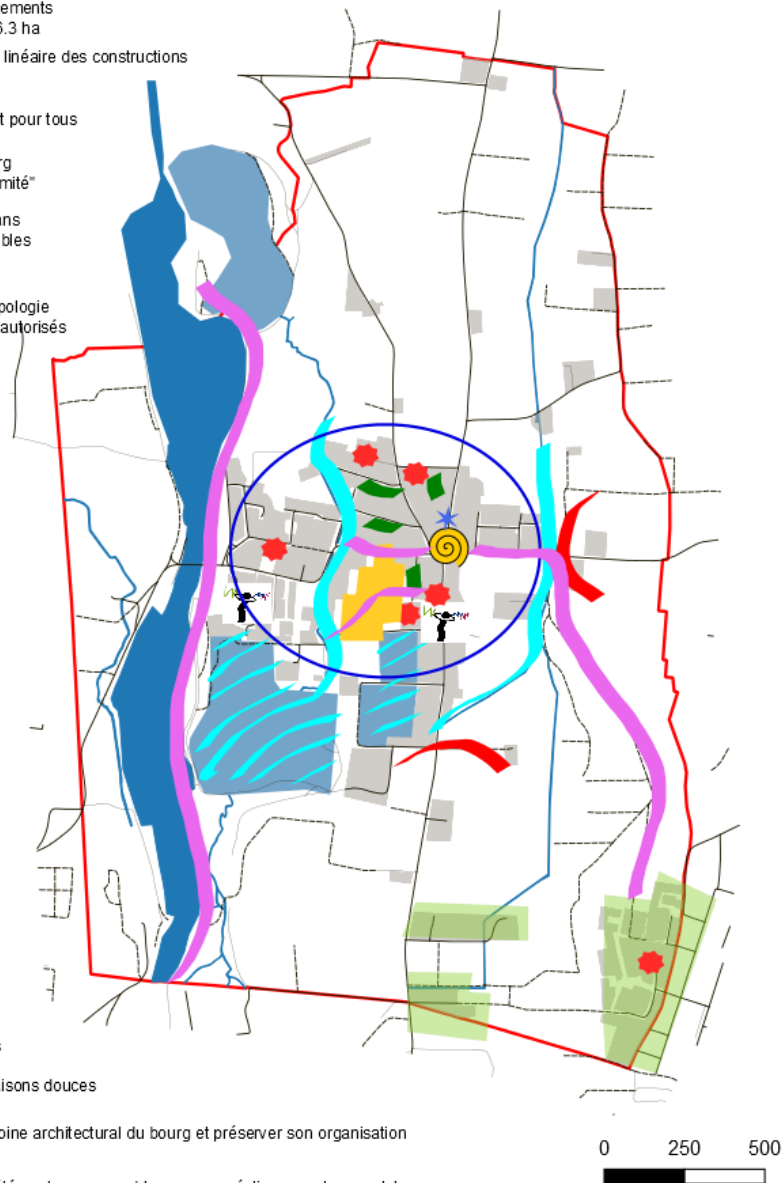
Recentrer les possibilités
d'urbanisation à proximité
des équipements collectifs



Conforter et créer des liaisons douces

5. Mettre en valeur le patrimoine architectural du bourg et préserver son organisation traditionnelle

★ Identifier et préserver les éléments remarquables: canaux, église, murets en galets,...



AXE 2 – VALORISER L'ATOUT « NATURE » DE BOURS

ORIENTATION : Poursuivre la valorisation des espaces naturels et conforter les trames écologiques

Pourquoi ? La préservation et la valorisation de la trame verte et de la trame bleue recouvrent un enjeu majeur pour le village en raison de sa richesse naturelle s'inscrivant dans le paysage de la plaine de l'Adour, ses espaces agricoles entrecoupés de haies et d'arbres remarquables (bocage), ses affluents, sa ripisylve, ... mais également des canaux.

Ce patrimoine naturel majeur confère aux habitants de Bours un cadre de vie exceptionnel, une sensation de « village nature » aux portes de Tarbes, atout majeur en termes d'attractivité pour les nouveaux habitants.

La préservation des paysages et des espaces naturels voulue par le PLU s'inscrit à plusieurs échelles:

Objectifs	Traduction dans le PLU
Maintien des trames bleues naturelles que sont notamment l'Adour et le ruisseau de l'Ailhet en contact direct avec le tissu urbain mais aussi l'ensemble des canaux présents sur le territoire	Dans le zonage : les bordures des cours d'eau et canaux sont classés en zones Naturelles (N).
Mise en valeur des zones naturelles dont les anciennes gravières dans une optique de préservation des milieux naturels et de loisirs « nature »	Dans le zonage : les anciennes gravières sont classées en zones Naturelles (N).
Identification des éléments naturels identitaires: structures paysagères (ripisylve cours d'eau et anciennes gravières, canaux, haies, boisements, maillage bocagers,...), points de vue remarquables (notamment vers le Sud et la chaîne des Pyrénées); A l'échelle du projet, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) intègrent une réflexion sur la préservation / valorisation des paysages et l'intégration des espaces naturels existants en tant que « coulées vertes » dans l'espace urbain. Volonté de traitement paysager de qualité entre zones urbaines et espaces naturels et agricoles.	<p>Dans le règlement: identification en tant qu'ERP (Eléments Remarquables du Paysages) de l'ensemble des ripisylves.</p> <p>Dans les OAP (notamment OAP n°2) intégration des trames boisées existantes (même si peu présentes), principe de plantations en bordure de zone, notamment en lisière de l'espace agricole à respecter.</p>

ORIENTATION : Donner de la lisibilité au paysage et aux entrées de ville

Pourquoi ? Le paysage communal se décline en plusieurs composantes :

- Les entités naturelles à préserver :
- L'Adour, ses affluents et sa ripisylve comme « épine dorsale » naturelle de la commune : l'urbanisation en bordure y est de toute manière contrainte par le risque inondation ; les aménagements de loisirs doivent se faire en cohérence avec le paysage naturel en place.
- L'espace agricole, ses espaces ouverts, ses haies et arbres isolés sont à préserver du mitage : l'extension de l'urbanisation est limitée aux espaces en stricte continuité de la tâche urbaine ; les bâtiments agricoles autorisés devront respecter des règles précises en matière d'insertion paysagère.

- L'interface urbain / agricole / naturel à gérer :

La commune doit donner une limite à l'extension de l'urbanisation et traiter avec soin l'interface urbain / agricole / naturel. L'objectif est de composer, lorsque cela est possible, une frange urbaine offrant une transition fonctionnelle et harmonieuse entre espaces urbain et agricole. Cette transition doit permettre l'instauration d'une lisibilité et un « dialogue » entre l'espace bâti et ses espaces agricoles périphériques afin d'éviter toute confrontation brutale, notamment visuelle, et inciter à leur complémentarité, avec la vue sur les Pyrénées omniprésente.

- Les entrées de ville à structurer

Les entrées de village représentent la première « image » de la commune pour les nouveaux arrivants. Le projet communal vise à requalifier ces espaces pour leur donner de la cohérence avec les éléments qui les entourent :

- Entrée Est : bien marquée par le ruisseau de l'Ailhet pour le nord de la Rue du Levant ; agricole pour le Sud de la rue du Levant.
- Entrée Ouest : le pont de l'Adour représente une limite « physique » et naturelle à l'urbanisation.
- Les 2 entrées nord (rue de la République et rue de Bigorre) restent bien affirmées avec des coupures franches entre espaces urbains / espaces agricoles.
- L'entrée Sud est moins « nette » avec une multitude de « chapelets » d'urbanisation le long de la rue des Pyrénées (Vers Aureilhan)

Traduction dans le PLU :

Entités naturelles à préserver	Les espaces agricoles sont identifiés en « A »
Interface urbain / agricole / naturel à gérer	Dans les OAP (notamment OAP n°2) intégration de la trames boisés existantes (même si peu présentes), principe de plantations en bordure de zone, notamment en lisière de l'espace agricole à respecter.
Entrées de ville à restructurer	Une limite claire à l'urbanisation est dessinée et l'étalement urbain est circonscrit à l'urbanisation existante le long des voies de communication. Une seule zone 1AU est proposée et se situe au cœur de l'enveloppe urbaine.

ORIENTATION : Conforter l'offre en loisirs existante

Pourquoi ? La commune de Bours dispose de nombreux atouts en matière d'offre de loisirs, notamment extérieur : Caminadour, Trait Vert, stade, terrain de basket, terrain de pétanque, lac, ... Le projet communal doit permettre la pérennisation et la création de nouveaux sites pour ces activités mais également réfléchir à l'accès à ces équipements depuis l'ensemble des quartiers de la commune via des liaisons douces à conforter et à créer :

- Réflexion sur la création d'une nouvelle aire de jeux en cœur de village, à proximité à pied de l'école.
- Réflexion sur la mise en valeur des zones naturelles du territoire à usage de loisirs « nature ».

Traduction dans le PLU :

Zonage	Classement en NL1/2/3 des principaux espaces de loisirs, avec évolutions possibles, notamment pour le stade ou création de jardins familiaux.
OAP	Obligation de création de liaisons piétonnes définies soit dans l'OAP n°2, soit via des emplacements réservés.

ORIENTATION : Permettre l'évolution de l'habitat isolé

Pourquoi ? Dans la plaine de nombreuses constructions, à usage agricole ou uniquement à usage d'habitation, se retrouvent en position « isolée », non rattachées à une zone urbaine ou dans des petits « quartiers » (par exemple au niveau de l'impasse du vieux chêne ou de la rue Labarthe). Les objectifs sont donc de ne pas favoriser ce type de construction pour ne pas intensifier le mitage du territoire, et de permettre l'évolution des constructions existantes sous conditions : extensions mesurées, constructions d'annexes.

De même, le changement de destination des bâtiments d'intérêt patrimonial et/ou situés stratégiquement pour le développement du territoire sera autorisé.


Traduction dans le règlement : les constructions isolées au cœur des zones N et A peuvent évoluer sous conditions. Seuls 2 bâtiments sont identifiés comme pouvant changer de destination (Venise plage et la Guinguette).

Synthèse graphique de l'orientation n°2 :


PADD de Bours

Axe 2: Valoriser l'atout "nature" de Bours

1. Poursuivre la valorisation des espaces naturels et conforter les trames écologiques

 Maintenir des éléments constitutifs de la trame verte et bleue et permettre leur mise en valeur pour un usage de loisirs "nature"



 Volonté de traitement paysager de l'interface urbaine / agricole



AXE 3 – ACCOMPAGNER LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

ORIENTATION : Favoriser les services de proximité

Pourquoi ? La commune souhaite affirmer la place « centrale » du territoire comme lieu d'échanges et de rencontres.

La municipalité, dans cette optique, privilégie le commerce et les services de proximité sur ce secteur.

Parallèlement à l'axe 1-2 (mixité fonctionnelle), les activités et services de proximité n'engendrant pas de nuisances pour le voisinage sont autorisés et souhaités dans le tissu urbain et pavillonnaire.

Traduction dans le zonage et le règlement écrit : autoriser les activités et services de proximité n'engendrant pas de nuisances pour le voisinage dans le tissu urbain et pavillonnaire.

ORIENTATION : Assurer l'évolution des activités existantes

Pourquoi ? Il s'agit de favoriser l'installation et le développement du commerce de proximité, de l'artisanat et de toutes les autres activités compatibles avec le voisinage d'habitation.

Objectifs :

- Développer le tissu économique au sein du village à condition de ne pas engendrer de nuisances pour le voisinage et soutenir le commerce de proximité
- Privilégier l'installation des activités non compatibles avec l'habitat dans les zones artisanales existantes ou à venir du territoire communautaire
- Autoriser l'évolution des activités existantes sur le territoire à condition de ne pas engendrer de nuisances supplémentaires pour le voisinage.
- Identifier la zone artisanale existante en rive gauche de l'Adour et permettre l'évolution des activités existantes.

Traduction dans le PLU :

Dans le zonage	Identifier en zone UY le secteur en rive gauche de l'Adour (SYMAT) et l'entreprise MALET en rive droite.
Dans le règlement	Autoriser les activités et services de proximité n'engendrant pas de nuisances pour le voisinage dans le tissu urbain et pavillonnaire.

ORIENTATION : Préserver l'outil agricole

Pourquoi ? Avec près de 45 % de surface agricole, la commune de Bours souhaite affirmer le rôle économique et paysager de l'agriculture sur son territoire :

- Permettre le maintien et le développement de l'activité agricole en limitant le développement des zones d'habitat à proximité des bâtiments d'exploitation (conflits d'usage potentiels) ;
- Maintenir au maximum les terres agricoles favorables du point de vue agronomique en zone « A » ;
- Faciliter l'installation des nouveaux agriculteurs sur les secteurs les plus favorables à l'activité ;
- Permettre le développement d'activités complémentaires (vente directe, atelier de transformation, ...) ;
- Autoriser le changement de destination des bâtiments agricoles de caractère en zone agricole à condition de ne pas créer de contraintes supplémentaires pour l'activité agricole et sous réserve d'une capacité suffisante des réseaux. Les grandes lignes architecturales du bâtiment devront être conservées.

Traduction dans le zonage : Le choix des zones d'extensions pour l'urbanisation s'est porté principalement sur les terrains en stricte continuité de l'espace urbanisé et dans l'enveloppe urbaine.

ORIENTATION : Assurer la pérennité et l'évolution des équipements numériques de haut niveau, élément essentiel à la vitalité économique du territoire

Pourquoi ? L'accès aux équipements numériques est aujourd'hui un élément essentiel au développement de l'activité économique dans un territoire tel que celui de Bours, que ce soit pour les entreprises et structures d'accueil liées au tourisme ou pour les exploitations agricoles. De la même façon, l'installation de nouvelles entreprises ou le développement du télétravail sont fortement conditionnés par les conditions d'accès à l'internet.

Objectif :


- Défendre l'accès à la meilleure desserte possible auprès des instances décisionnaires
- Accompagner le développement des équipements

Synthèse graphique de l'orientation n°3 :




PADD de Bours

Axe 3: Accompagner la dynamique économique du territoire



1. Favoriser les services de proximité

-  Soutien du centre-bourg comme "pôle de proximité"

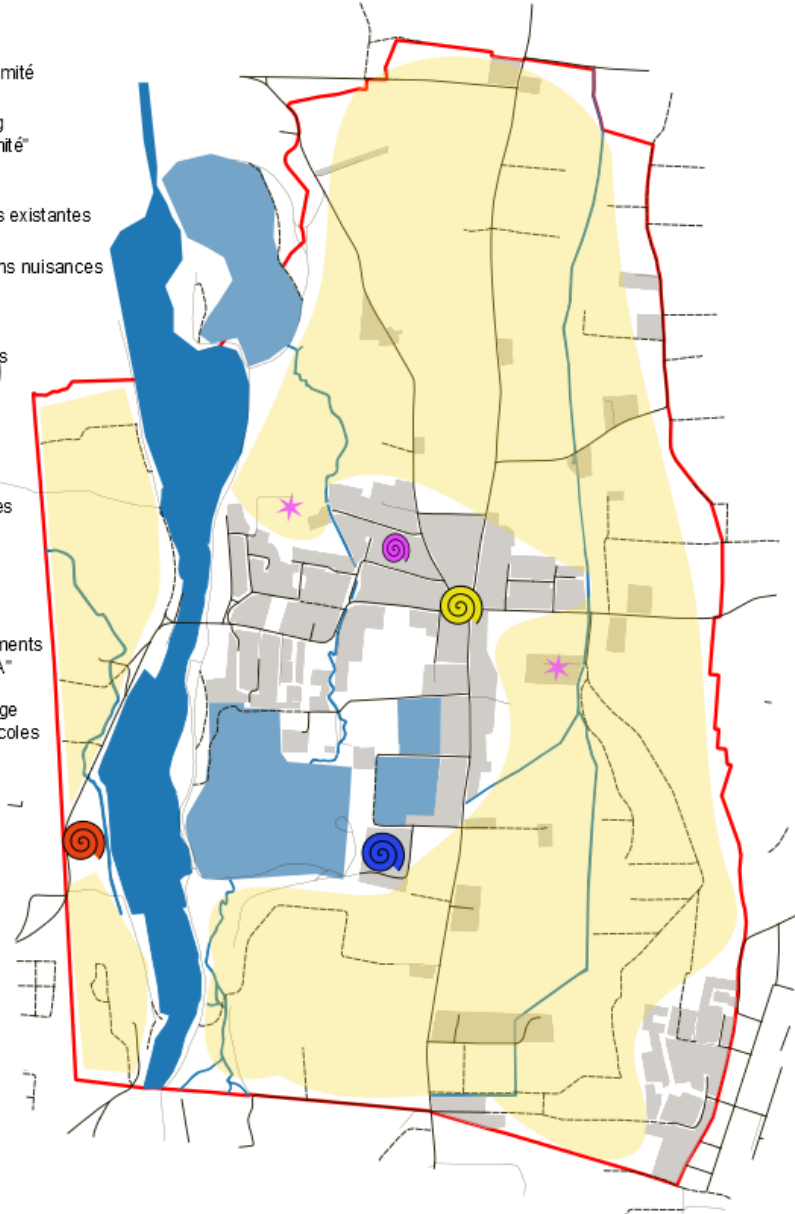
2. Assurer l'évolution des activités existantes

-  Permettre les activités sans nuisances dans les zones urbaines
-  Identifier la zone d'activités existantes en rive gauche de l'Adour
-  Permettre l'évolution des activités existantes sans risques de nuisances supplémentaires

3. Préserver l'outil agricole

-  Maintenir au maximum les terres agronomiquement les plus favorables en "A"
-  Limiter les conflits d'usage avec les bâtiments agricoles

4. Assurer la pérennité des équipements numériques



0 250 500

AXE 4 – FAVORISER UN URBANISME SOUCIEUX DE LA PRESERVATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES

ORIENTATION : Améliorer la sécurité des habitants

- Pourquoi ? La prise en compte des risques est un objectif essentiel pour la commune de Bours:
- Risques naturels : Un P.P.R.i lié à l’Adour ;
 - Risques technologiques : la commune est concernée par un PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) au sud-ouest (NEXTER) ;
 - Risques liés aux mutations climatiques.

Traduction dans le PLU :

Objectifs	Traduction dans le PLU
Aucune nouvelle construction ne pourra s’implanter dans la zone inondable de l’Adour identifiée en « aléa fort » et des prescriptions s’imposeront concernant le PPRT. Une identification de l’existant est possible dans les secteurs aux aléas les plus faibles.	Indication des P.P.R. (risques naturels et technologiques) dans le règlement.
Les champs d’expansions des crues au sud de la commune seront préservés de toute urbanisation et idéalement identifiés en tant que TVB.	Pas de zone U ou AU dans les champs d’expansions des crues.
Les nouveaux logements au sein des zones d’activités pouvant accueillir des activités à risques seront limités au strict nécessaire (gardiennage notamment).	Indications dans le règlement.
La collectivité insiste sur la nécessité de mettre en place des mesures d’amélioration de la sécurité routière dans la traversée du village afin de diminuer le trafic aujourd’hui très dense : la municipalité soutient le projet de déviation (« barreau nord » de Tarbes).	Etude en cours par les maîtres d’ouvrage concernés. Pas d’emplacement réservé à ce stade dans le projet de P.L.U.

ORIENTATION : Promouvoir les énergies renouvelables, les économies d’énergie et l’habitat durable

Pourquoi ? La préservation des ressources naturelles et la limitation de la production de gaz à effet de serre passent par une amélioration de la consommation énergétique du bâti, qui se traduit par ailleurs par une réduction de la facture énergétique.

Actions envisagées :

- Permettre la rénovation énergétique des bâtiments existants et l’utilisation des énergies renouvelables dans le respect de l’architecture et du paysage ;
- Privilégier la sobriété énergétique des nouvelles constructions en optant pour des principes constructifs et des équipements économes (formes compactes pour limiter les déperditions, orientation favorable pour maximiser les apports solaires passifs ;
- Permettre la mise en place de dispositifs de productions d’énergie renouvelable ;
- Prévoir des principes d’aménagement durable dans les zones d’extensions de l’urbanisation : maillage urbain vers les équipements existants et futurs, parcelles et orientations réfléchies,

espaces publics en harmonie avec la trame paysagère existante, gestion des eaux pluviales à travers des dispositifs plus respectueux de l'environnement, ...

Traduction dans le PLU : le règlement n'interdit pas le recours aux énergies renouvelables et le PADD encourage les habitants dans la construction de logements bioclimatiques.

ORIENTATION : Assurer la gestion de l'eau : ressource « eau potable », eaux usées et eaux pluviales

Pourquoi ? La gestion de l'eau sur le territoire passe par l'optimisation de la ressource en eau potable, la prise en compte des eaux pluviales et la gestion des eaux usées.

Traduction dans le PLU :




- Eau potable : la capacité des réseaux est mise en adéquation avec les besoins des populations à venir. Il s'agit de se mettre en compatibilité avec le SDAGE Adour-Garonne et son Programme de Mesure (PDM) pour la période 2016-2021 et plus particulièrement avec les orientations relatives à l'amélioration quantitative de la ressource, la préservation et la restauration des milieux aquatiques.
- Eau pluviale : le contexte local démontre l'importance de la gestion du pluvial sur la commune et la nécessité de mettre en œuvre des réponses adaptées. Des aménagements de stockage et d'infiltration des eaux de pluie (bassins de rétention, noues, fossés, ...) sont prévus dans les secteurs les plus sensibles. L'imperméabilisation des sols sur les parcelles peut faire l'objet de prescriptions particulières en fonction de la sensibilité des sites avec mise en place de dispositifs imposés à la parcelle ou dans le cadre d'Orientation d'Aménagement et de programmation (OAP).
- Eaux usées : à court et moyen terme, le développement urbain est conditionné à la possibilité de mettre en place un mode d'assainissement compatible avec les caractéristiques du milieu (nature des sols et présence d'écoulements permanents), afin que l'urbanisation ne génère ni risque sanitaire, ni impact sur la richesse des milieux. La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées mène actuellement une réflexion sur la mise en conformité de la station d'épuration de Loubéry (construction d'une nouvelle station ou transfert des effluents soit vers la station d'épuration d'Aureilhan, soit vers celle de Tarbes Est).

Synthèse graphique de l'orientation n°4 :

PADD de Bours

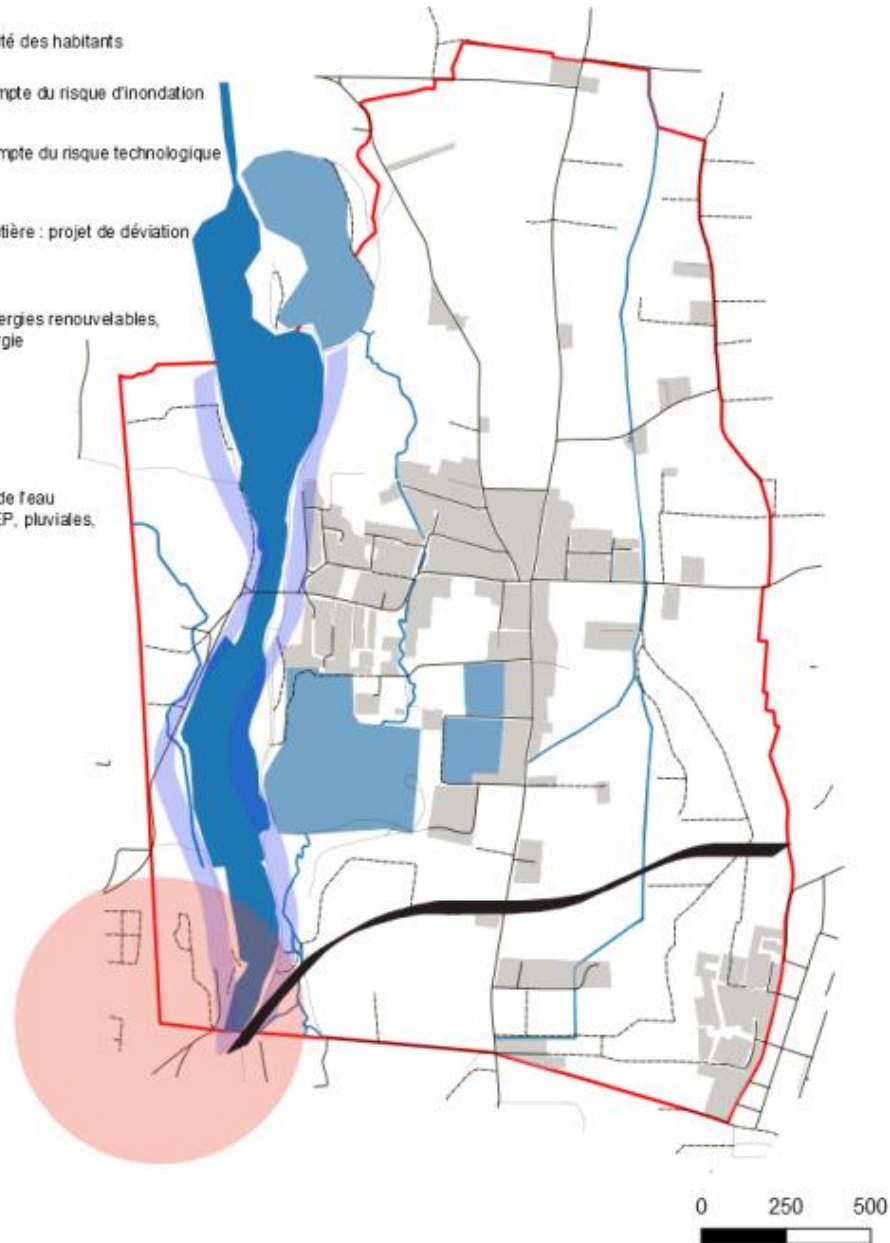
Axe 4: Favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et la prise en compte des risques

1. Améliorer la sécurité des habitants

-  Prise en compte du risque d'inondation
-  Prise en compte du risque technologique (NEXTER)
-  Sécurité routière : projet de déviation

2. Promouvoir les énergies renouvelables, les économies d'énergie et l'habitat durable

3. Assurer la gestion de l'eau comme ressource: AEP, pluviiales, Assainissement



4.2 CHOIX RETENUS POUR LE REGLEMENT

Ayant prescrit l'élaboration de son P.L.U. avant le 1^{er} janvier 2016, la commune de Bours a néanmoins souhaité appliquer les dispositions du code de l'urbanisme dans sa rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016. La Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées a délibéré en ce sens au mois de septembre 2017 (délibération n°11 du Conseil Communautaire en date du 28 septembre 2017).

Les destinations et sous-destinations des constructions sont donc définies par les articles R151-27 et R151-28 du code de l'urbanisme et précisées dans l'arrêté du 10 novembre 2016.

4.2.1 REGLEMENT GRAPHIQUE

Les choix de zonage sont d'abord basés sur l'utilisation des sols pour chacun des 4 grands types de zones (urbaines, à urbaniser, agricoles, naturelles) et pour la plupart de leurs subdivisions, d'autres faisant entrer en jeu les caractéristiques urbaines et architecturales des quartiers ou la capacité des réseaux et/ou voiries.

Ils se sont appuyés sur les orientations définies par le PADD, et notamment l'identification :

- De zones urbaines ou à urbaniser :
 - À vocation à dominante habitat et commerces de proximité, correspondant au centre-bourg de Bours et aux quartiers d'extensions périphériques
 - À vocation d'activités
- De zones agricoles, aujourd'hui exploitées, majoritairement par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation hors de la commune
- De zones naturelles
 - Indispensables aux continuités écologiques
 - À vocation de loisirs permettant des constructions limitées
 - Dédiées à l'implantation d'un parc photovoltaïque (sur un ancien site dégradé)

Les parcelles déjà construites mais non cadastrées ou faisant l'objet d'autorisations d'urbanisme valides ont été classées en zones urbaines.

4.2.2 LES DIFFERENTS TYPES DE ZONES

Le règlement s'organise avec la définition des zones suivantes (cf carte ci-dessous) :

Zones urbaines :

- La zone UA correspond au centre historique de Bours, c'est-à-dire aux secteurs agglomérés anciens où les bâtiments sont construits majoritairement en ordre continu ou semi-continu. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités compatibles avec l'habitat, et notamment les commerces et services de proximité. Ponctuellement, des activités anciennes peuvent y perdurer. La constructibilité en limite de voie est obligatoire.

La zone UB correspond aux secteurs d'extensions plus récents qui se sont développés au fil des années en périphérie du centre-bourg et dans les hameaux, notamment au quartier Lahitte, en bordure d'Orleix (près de 70 maisons individuelles y ont été construites ces dernières années). Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités compatibles avec l'habitat, et notamment les commerces et services de proximité. Ponctuellement, des activités anciennes peuvent y perdurer.

- La zone UY correspond aux secteurs réservés aux activités commerciales, industrielles ou artisanales : en rive gauche de l'Adour (SYMAT) et en rive droite de l'Adour (Entreprise MALET).

Zones à urbaniser :

L'urbanisation de la commune de Bours, suite à l'application de l'ancien P.O.S., s'est essentiellement développée à partir du centre bourg afin de préserver les espaces naturels qui caractérisent cette commune, et les milieux qui leurs sont attachés.

Par conséquent, les élus ont positionné les zones à urbaniser dans le périmètre du centre- bourg pour éviter toute extension inopportune de l'urbanisation. La zone à urbaniser se situe dans l'enveloppe urbaine, à proximité immédiate du centre-bourg.

La zone 1AU est une zone correspondant par définition aux secteurs ouverts à l'urbanisation à court et moyen terme. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités nécessaires ou liées à l'habitat et non constitutives de nuisances pour celui-ci. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existants à la périphérie immédiate de la zone 1AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone.

Les constructions sont autorisées :

- ✓ Soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.
- ✓ Soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone.

Dans tous les cas, l'aménagement cohérent de la zone est celui prévu par les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Aucune zone 2AU (sous réserve de modification ou de révision du PLU) n'est prévue dans le projet de P.L.U.

Zones agricoles :

Zones agricoles A correspondant à des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres, destinés à accueillir les constructions et installations à vocation agricole.

Zones naturelles :

Zones N à vocation principale d'exploitation forestière et de protection des espaces naturels ; elles correspondent aux principaux espaces boisés de la commune mais aussi aux abords des cours d'eau et canaux ; elles comprennent des sous-zones :

- ✓ NL pour les secteurs dédiés aux loisirs (stade, pétanque, aires de jeux en projet, vergers / jardins familiaux en projet, ...) ;
- ✓ Ner pour un secteur dédié à l'installation d'un parc photovoltaïque ;
- ✓ Ngv pour les secteurs dédiés à la sédentarisation des gens du voyage.

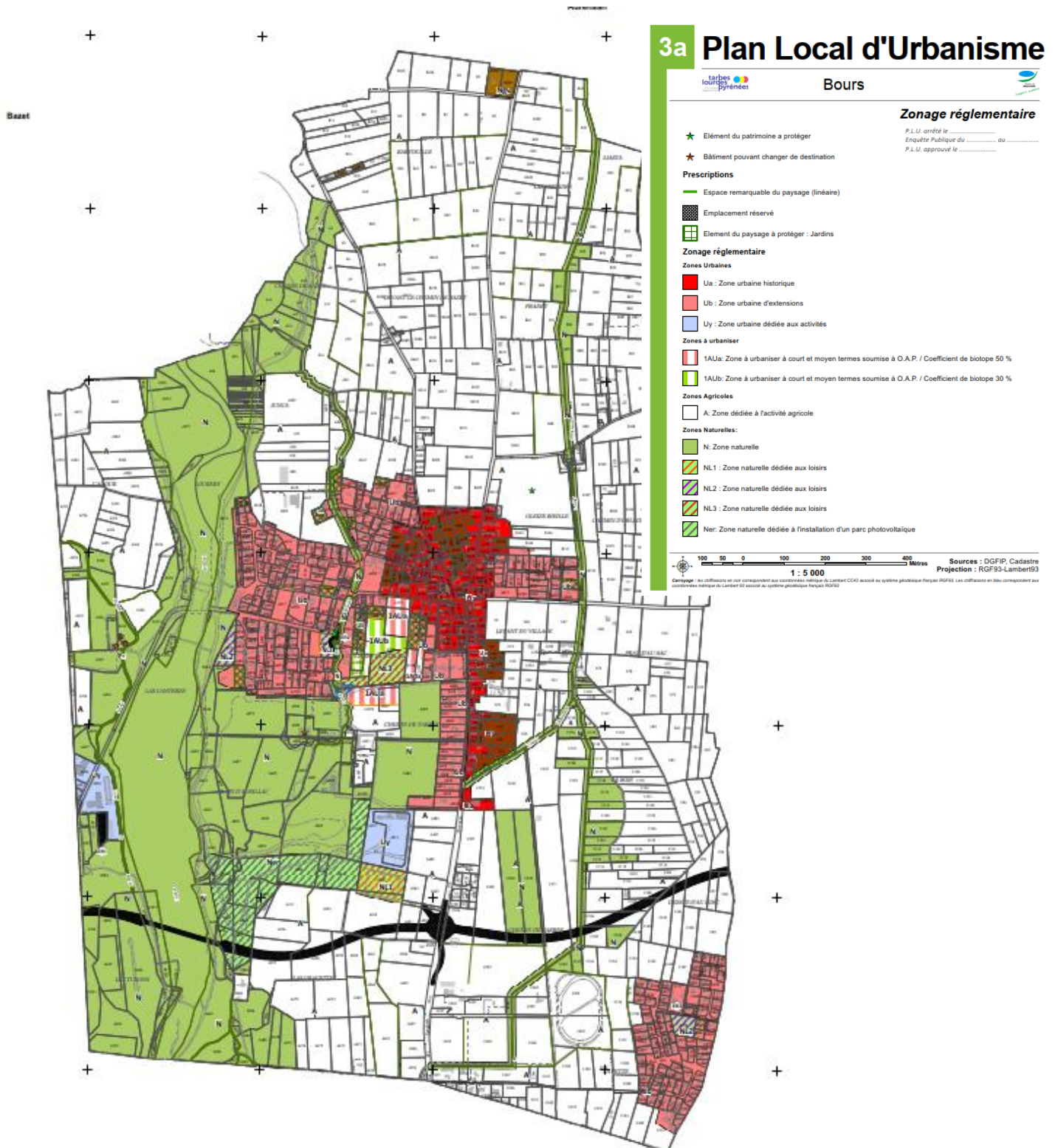
Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme dans sa rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016, le règlement écrit comporte 5 parties :

- La première relative aux dispositions générales qui précisent le contexte d'application du règlement et qui indiquent les règles s'appliquant à l'ensemble du territoire ;
- Les 4 suivantes concernent les grands types de zones (urbaines, à urbaniser, agricoles, naturelles) et sont subdivisées par rapport aux différentes zones décrites ci-après.

Pour chaque zone, il s'organise en 3 chapitres :

- Usages des sols et destination des constructions ;
- Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère ;
- Equipements et réseaux.

Carte : Vue générale du plan de zonage (règlement graphique) – en A0 dans le document PLU



4.2.3 CHOIX DE ZONAGE

- Un effort de densification

Conformément à l'axe 1.1 du PADD, la commune a choisi d'intégrer les possibilités de densification du tissu urbain par le comblement des espaces disponibles dans le tissu urbain afin d'optimiser les surfaces totales ouvertes à l'urbanisation.

A ce titre et suivant la carte ci- après, la commune de Bours comptabilise 2.08 hectares d'espaces disponibles dans le tissu urbain déjà constitué. Seuls 3 secteurs correspondent à des terrains réellement disponibles (OAP n°1 et 3), les autres étant des jardins.

Carte : Localisation des espaces disponibles



- Un seul quartier d'extension à court et moyen terme, en continuité du tissu urbain

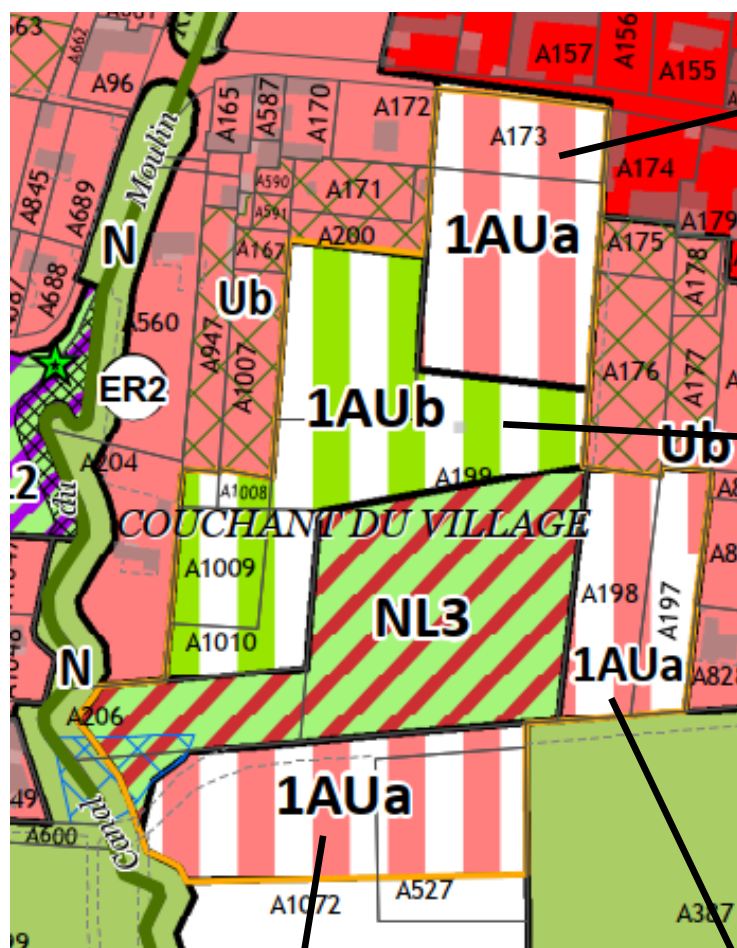
Afin de limiter l'étalement urbain, les élus ont priorisé l'ouverture à l'urbanisation à court et moyen terme en continuité immédiate du centre-bourg et dans le prolongement de l'enveloppe urbaine.

Ainsi, 3.39 ha sont proposés au sud du secteur au sud de la rue de l'Adour. Ce quartier a fait l'objet d'une réflexion en collaboration avec le CAUE des Hautes- Pyrénées.

Cette zone d'extensions de l'urbanisation (1AU) répond ainsi concrètement aux objectifs du PADD :

Principes fondamentaux pris en compte	Traduction dans la proposition de zonage
Limitier la consommation foncière en restant dans l'enveloppe globale de 6.3 ha	<ul style="list-style-type: none"> - 2.8 ha de « dents creuses » identifiées (terrains en friche et division parcellaire) dont notamment les OAP n°1 et 3. - 3.39 en 1AU, traduit dans une OAP avec des objectifs de densité entre 10 et 30 log/ha. <p>Soit un total de 6.2 ha, conformes aux objectifs du PADD</p>
Limitier l'étalement urbain en proposant des terrains en priorité dans l'enveloppe urbaine et en continuité immédiate	Ce secteur 1AU se situe au cœur de l'enveloppe urbaine et l'O.A.P. proposée sur ce secteur permet d'optimiser de manière cohérente l'espace tout en prenant en compte les projets en cours et les souhaits de la commune de préserver des espaces verts.
Prendre en compte les projets en cours, notamment sociaux	La zone 1AU intègre un projet en cours de logements sociaux (CU accordé).
Mettre en avant l'atout « nature » de la commune et son cadre de vie paysagé	Un espace de 12 500 m ² en cœur de zone permettra l'aménagement de jardins familiaux (d'autant que des petits collectifs sont prévus sur la zone), des espaces verts, des noues enherbées (gestion des pluviales), des liaisons piétonnes, ... autant d'atouts pour le cadre de vie des habitants.
Proposer une mixité des typologies des habitats à venir afin de s'adapter aux besoins des habitants	Le secteur est divisé en sous-zone avec des densités différentes à atteindre.
Permettre un maillage optimal du territoire, adapté au développement futur	L'O.A.P. n°2 prévoit la création d'une voie de desserte permettant une liaison nord-sud entre la voie privée « couchant du village » et la rue des Pyrénées. Une étude approfondie devra étudier les possibilités de sortie sur la rue des Pyrénées (en termes de sécurité notamment).

Carte : Localisation des zones ouvertes à l'urbanisation à court, moyen et long terme



Secteur 1 (0.80 ha)

Objectif : Habitat individuel

Objectif : 12 logements

Densité moyenne : 15 logements / ha

⇒ Réflexion à mener sur l'organisation urbaine à privilégier pour se rapprocher de la trame urbaine du centre-bourg.

Secteur 2 (1.26 ha)

Objectif : petit collectif à « taille humaine »
(volume des bâtisses traditionnelles existantes dans le bourg)

Objectif : 38 logements

Densité moyenne : 30 logements / ha

⇒ Des logements plus denses mais avec une proximité immédiate avec les espaces verts et les jardins familiaux

Soit un objectif de 63-64 nouveaux logements sur cette zone

Secteur 4 (7600 m²)

Projet OPH / accession à la propriété

Objectif : 5 à 6 logements individuels

Densité moyenne : 6 à 7 logements / ha

⇒ Peu dense, permettant une transition en douceur avec l'espace agricole au sud ; espace végétalisé à prévoir en fond de parcelle.

Secteur 3 (4730 m²)

Objectif : Habitat individuel

Objectif : 8 logements

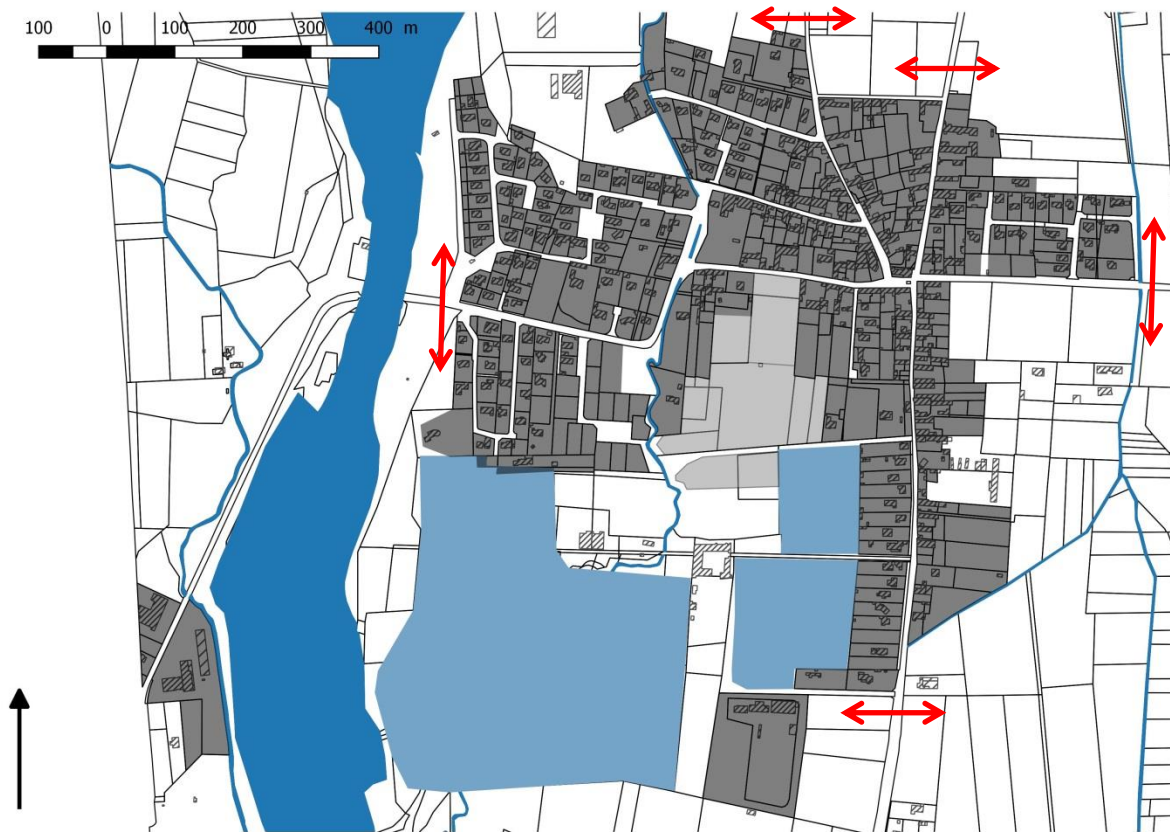
Densité moyenne : 15 logements / ha

⇒ Des logements en adéquation avec les formes urbaines existantes à proximité.

- Des limites d'urbanisation clairement définies

L'objectif principal des élus est de circonscrire le développement de l'urbanisation tel qu'il s'est réalisé depuis plusieurs années sur la commune. Dans ce contexte, la commune a choisi de proposer des limites claires à l'urbanisation, en la limitant aux dernières constructions existantes : rue du Levant, rue de Bigorre, rue de la République, rue de l'Adour et rue des Pyrénées.

Carte : Illustration des limites d'urbanisation

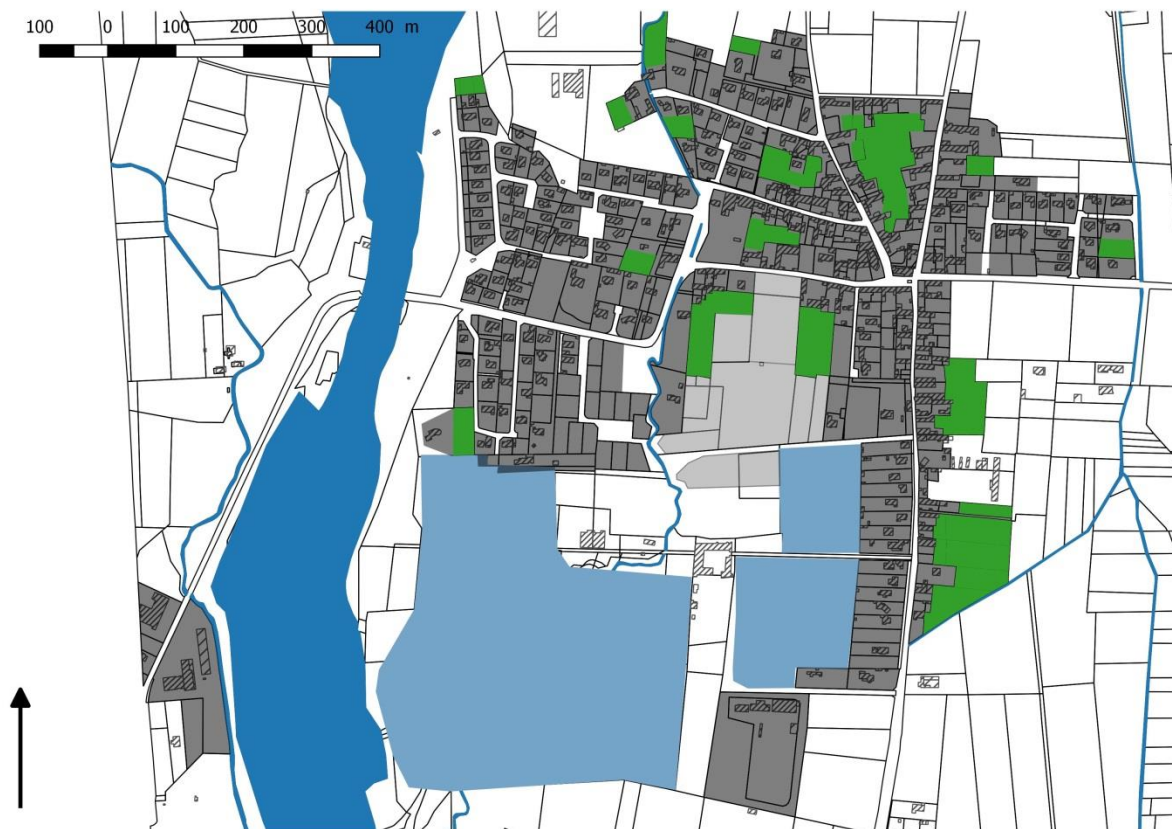


- Des cœurs d'îlots jardinés préservés

Le bourg ancien est représentatif des bourgs de la plaine de l'Adour se caractérisant par un bâti aligné sur la voirie et organisé autour d'une cour. La façade principale de l'habitation est tournée vers le sud, tandis que les granges protègent la cour des intempéries venant de l'ouest. Depuis la rue, le bâti offre dans la plupart des cas une succession de pignons séparés par les murs et portails qui ferment les cours, alternant donc des pleins et des vides assez réguliers. Plus rarement, le mur gouttereau marque la limite de l'espace public. L'arrière des parcelles est occupé par les jardins qui font souvent face avec ceux des constructions de la rue parallèle.

C'est la raison pour laquelle les élus ont choisi d'identifier ces espaces de jardins en « éléments remarquables du paysage » permettant ainsi leur préservation (seules les annexes sont autorisées). De la même manière et afin de conserver le cadre de vie « nature » de la commune, les jardins n'ayant pas d'accès directs sur une voie publique sont identifiés de la même manière.

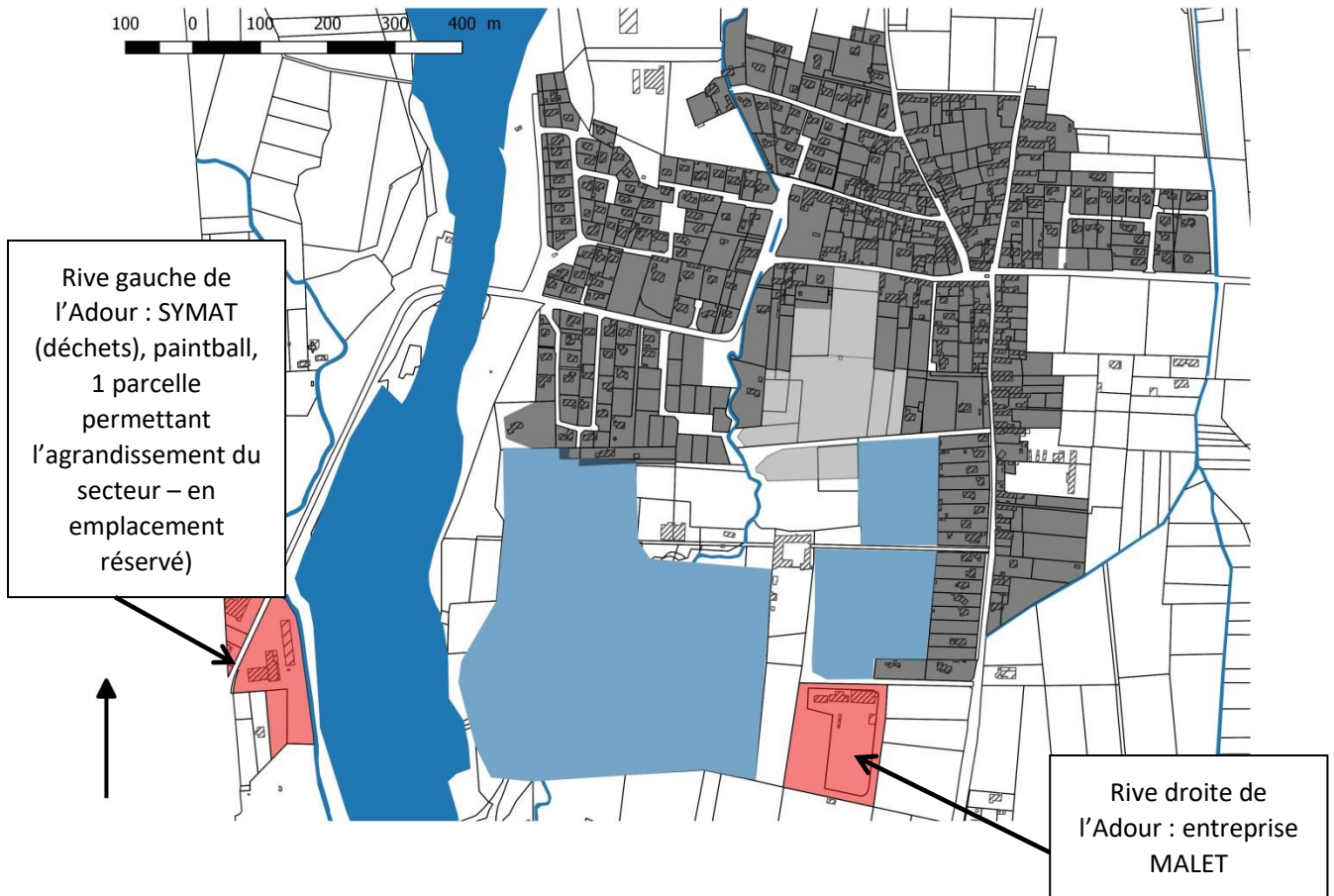
Carte : Localisation des jardins préservés



- Des secteurs dédiés aux activités

Deux secteurs dédiés aux activités existent déjà sur la commune et sont classés en zone UY.

Carte : Localisation des secteurs d'activités



- Des zones naturelles et agricoles encadrant majoritairement le territoire

Les espaces classés en zone naturelle sur le territoire répondent à des enjeux multiples : trame verte et bleue, paysage, lutte contre l'érosion des berges, ...

Ainsi, sont classés en zone naturelle :

- L'Adour, les ruisseaux et canaux
- Les espaces boisés
- Les cours d'eau et canaux concourant également à la trame verte et bleue et identifiés en éléments remarquables du paysage.

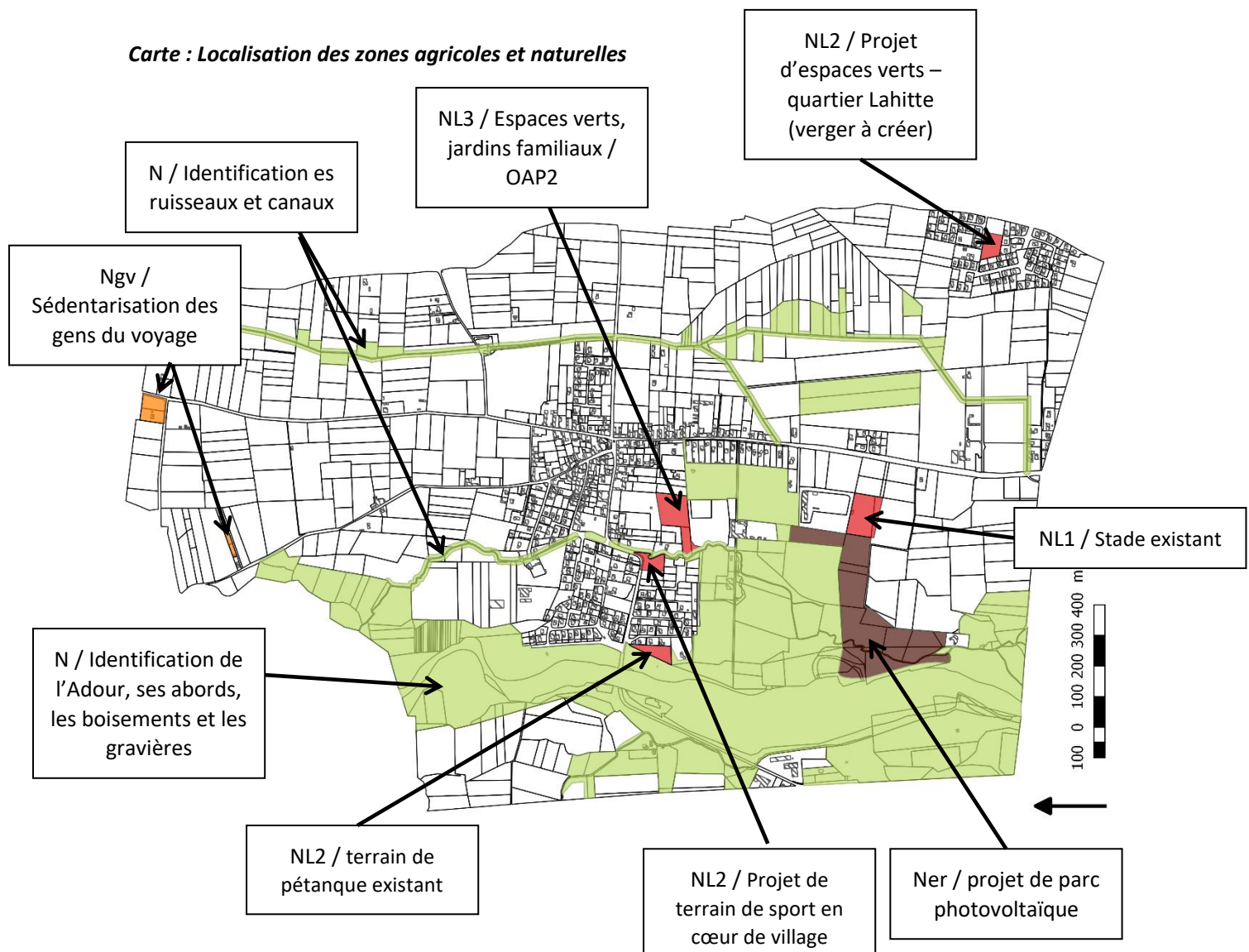
Deux bâtiments agricoles sont présents à proximité du village. L'activité agricole est encore largement présente sur tout le territoire si bien qu'est classé zone A l'ensemble des terrains exploités de la commune.

Les équipements de loisirs (stade, terrain de pétanque, projet d'espace de jeu du centre du village, jardins familiaux et de verger communal à Lahitte) sont identifiés en zone NL permettant ainsi l'évolution des gradins / vestiaires au stade (NL1) et la construction de petits bâtiments de moins de 20 m² (WC, local technique,) pour les secteurs en NL2. La zone NL3 permet la création d'un « poumon vert » au cœur de l'O.A.P. n°2 avec, entre autres, la création de jardins familiaux.

Deux secteurs sont également identifiés pour la sédentarisation des gens du voyage (Ngv).

Enfin, un parc photovoltaïque est prévu sur des terrains dégradés en bordure de l'Adour (comblement d'anciennes gravières par la Société des Sablières des Pyrénées dès 1982).

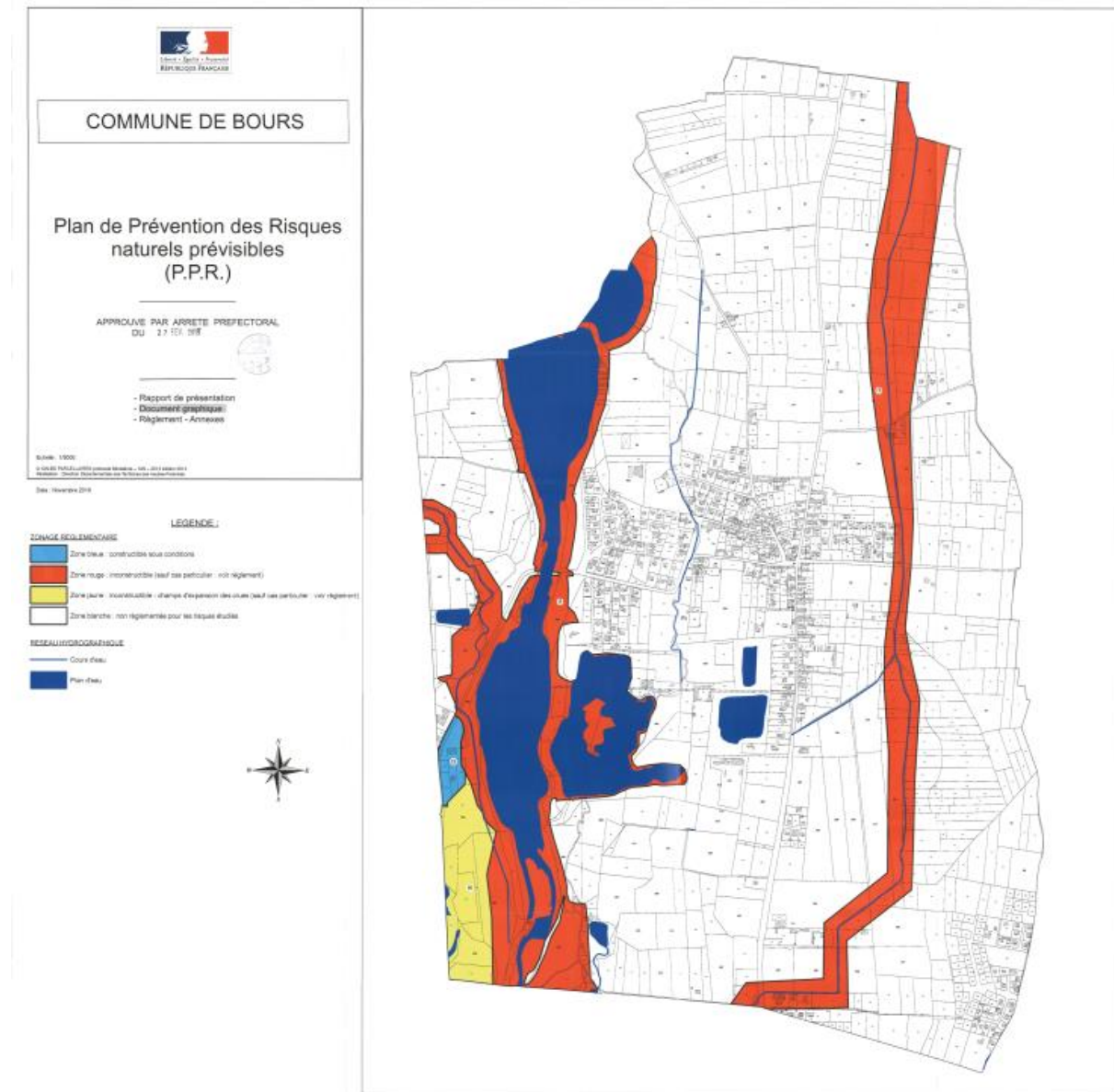
Carte : Localisation des zones agricoles et naturelles



- Un risque inondation présent et localisé

Un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles identifie les secteurs à enjeux. Aucune zone « 1AU » se situe dans les secteurs à risque.

Carte : Localisation du risque inondation (PPRi approuvé le 27/02/2019)



4.2.4 JUSTIFICATIONS DU REGLEMENT ECRIT

❖ Zones urbaines et zones à urbaniser

✓ Usages des sols et destination des constructions

Contexte règlementaire (art. R151-18 et R151-20 du code de l'urbanisme) :

« Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter »

« Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone. »

Le règlement distingue plusieurs types de zones urbaines ou à urbaniser en fonction de leur vocation principale : habitation, patrimoine, équipements d'intérêt collectif, artisanat et industrie.

Les zones urbaines UA, UB et les zones à urbaniser 1AU sont destinées en priorité à l'habitat et aux commerces et activités de proximité sous réserve qu'ils soient compatibles avec le voisinage d'habitations. Toutes les constructions et installations à destination de commerces et activités de proximité de services ne sont autorisées que si elles sont compatibles avec le voisinage d'habitation à l'exception du commerce de gros, qui est lui interdit.

L'ensemble des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisés.

A part les centres de congrès et d'exposition (interdits), les industries (dont les artisans), les entrepôts et les bureaux sont autorisés, toujours à la condition qu'ils n'engendrent pas de nuisances pour le voisinage.

Concernant les exploitations agricoles, seule l'évolution des bâtiments existants reste autorisée sans engendrer de nuisances supplémentaires pour le voisinage. Les bâtiments liés à l'exploitation de la forêt sont par contre interdits.

En résumé, en zones UA, UB et 1AU :

- Vocation d'habitat : seules les constructions sans nuisance pour le voisinage sont autorisées
- La zone UA regroupe le centre- bourg, la construction en limite de voirie est obligatoire ainsi que les toits de type ardoises.
- La zone UB regroupe l'ensemble des extensions modernes de la commune avec une hauteur moyenne de 7 m sous sablière et des implantations possibles soit en limite, soit en recul des voiries. Tous les types de toitures sont autorisés.
- La zone 1AU correspond aux zones d'extension avec un règlement semblable à la zone UB. Des Orientations d'Aménagement et de Programmation précisent les conditions d'aménagement de

chacun des secteurs. Cette zone est divisée en deux sous-zones qui se distinguent par le coefficient de biotope imposé dans chacune des zones.

Les zones urbaines UY sont destinées à accueillir les activités artisanales et industrielles. En tout état de cause, le voisinage d’habitations doit être pris en compte pour les éventuelles nuisances.

Les constructions et installations à destination d’industrie, d’entrepôt, de bureau, d’artisanat et commerce de détail, de commerce de gros, de bureaux et locaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés, de locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, mais aussi les logements nouveaux sous réserve d’être nécessaire à l’activité (gardiennage) sont autorisés.

Tableau de synthèse, hors restrictions apportées par le règlement du PPRI

	Zones UA/ UB	Zone 1AU	Zones UY
Constructions et installations à destination d’habitation			
Logement	Autorisé	Autorisé	Autorisé sous conditions (gardiennage)
Hébergement	Autorisé	Autorisé	Interdit
Constructions et installations à destination de commerce et activités de services			
Artisanat et commerce de détail	Autorisé sous condition	Autorisé sous condition	Autorisé
Restauration	Autorisé sous condition	Autorisé sous condition	Interdit
Commerce de gros	Interdit	Interdit	Autorisé
Activités de services où s’effectue l’accueil d’une clientèle	Autorisé sous condition	Autorisé sous condition	Interdit
Hébergement hôtelier et touristique	Autorisé sous condition	Interdit	Interdit
Cinéma	Autorisé sous condition	Autorisé sous condition	Interdit
Constructions et installations à destination d’équipements d’intérêt collectif et services publics			
Bureaux et locaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	Autorisé	Autorisé	Autorisé
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	Autorisé	Autorisé	Autorisé
Etablissements d’enseignement, de santé et d’action sociale	Autorisé	Autorisé	Interdit
Salles d’art et de spectacles	Autorisé	Autorisé	Interdit
Equipements sportifs	Autorisé	Autorisé	Interdit
Autres équipements recevant du public	Autorisé	Autorisé	Interdit
Constructions et installations à destination d’autres activités des secteurs secondaires et tertiaires			
Industrie	Autorisé sous condition	Autorisé sous condition	Autorisé
Entrepôt	Autorisé sous condition	Autorisé sous condition	Autorisé
Bureau	Autorisé sous condition	Autorisé sous condition	Autorisé
Centre de congrès et d’exposition	Interdit	Interdit	Interdit

	Zones UA/ UB	Zone 1AU	Zones UY
Constructions et installations à destination d'exploitation agricole et forestière			
Exploitation agricole	Interdit	Interdit	Interdit
Exploitation forestière	Interdit	Interdit	Interdit

✓ Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Zones	Règles de volume et de hauteur	Pourquoi ?
UA UB 1AU	Construction principale : 7 mètres (sous sablière) et 13 mètres au faitage maximum Annexes : 5 mètres (sous sablière) maximum	Permet de maintenir le caractère du bâti existant.
UY	Max 20 mètres au faîtage	Règle suffisamment souple afin de pour s'adapter aux projets. (Dans tous les cas, pas de terrains d'extensions proposés pour de nouvelles activités – uniquement existant)

Zones	Implantation par rapport aux voies et emprises	Pourquoi ?
UA UB 1AU	UA : Implantation en limite obligatoire UB/1AU : non réglementé	Permet de maintenir le caractère du bâti existant. Permet de préserver la typologie urbaine existante dans le bourg ancien (UA)
UY	Recul minimum de 5 mètres	Permet : <ul style="list-style-type: none"> - De maintenir le caractère du bâti existant - De se prémunir sur le long terme d'éventuel aménagement public nécessitant des élargissements de voirie - D'éviter les conflits d'usage - De se mettre en sécurité vis-à-vis des routes d'accès

Zones	Implantation par rapport aux limites séparatives	Pourquoi ?
UA UB 1AU	Soit sur la limite séparative Soit à au moins 3 mètres ou H/2	Pour éviter tout conflit d'usage potentiel

UY	Hauteur/2 avec un minimum de 3 mètres	Pour éviter tout conflit d’usage potentiel, notamment avec les bâtiments de grande hauteur.
----	---------------------------------------	---

Zones	Aspect extérieur des constructions	Pourquoi ?
UA	<ul style="list-style-type: none"> - Ordonnancement des façades : fenêtres plus hautes que larges pour celles en alignement de l’espace public - nuancier des façades à respecter - Bardage couleur bois interdit - bac acier interdit - volets roulants intégrés à la maçonnerie <p>Ces règles ne s’appliquent pas pour les vérandas</p> <p>Annexe non visible depuis l’espace publique et jusqu’à 20 m² : non règlementée</p> <p>Annexe non visible depuis l’espace publique et de plus de 20 m² : la règle des constructions neuves s’applique</p> <p>Annexe visible depuis l’espace publique (toute surface) : la règle des constructions neuves s’applique</p> <p>Cas des enseignes commerciales : limitée au RDC et non agressives</p>	<p>Maintenir le caractère du bâti existant</p> <p>Favoriser la rénovation des constructions en préservant les formes architecturales du centre ancien.</p> <p>Apporter une certaine souplesse pour les annexes jusqu’à 20 m².</p> <p>Permettre néanmoins la création de vérandas.</p> <p>Accepter les façades commerciales mais insister sur leur intégration dans l’environnement urbain.</p>
UB 1AU	<p>Nuancier des façades à respecter</p> <p>Bardage couleur bois autorisé</p> <p>Bac acier interdit</p> <p>Volets roulants intégrés à la maçonnerie</p> <p>Ces règles ne s’appliquent pas pour les vérandas</p> <p>Annexe jusqu’à 20 m² : non règlementée</p> <p>Annexe de plus de 20 m² : la règle des constructions neuves</p> <p>Cas des enseignes commerciales : limitée au RDC et non agressives</p>	<p>Favoriser des constructions en harmonie avec le bâti existant tout en permettant l’expression d’architectures innovantes / contemporaines.</p> <p>Apporter une certaine souplesse pour les annexes jusqu’à 20 m².</p> <p>Permettre néanmoins la création de vérandas.</p> <p>Les zones d’extensions de l’urbanisation reprennent les règles de la zone UB.</p> <p>Accepter les façades commerciales mais insister sur leur intégration dans l’environnement urbain.</p>
UY	Le P.L.U. ne prévoit pas de règles strictes en ce qui concerne les matériaux et les teintes employés pour les façades qui doivent être d’une conception et d’une teinte en harmonie avec le site et les bâtiments	Permettre la réalisation des constructions artisanales et industrielles, liées aux transports et les équipements collectifs adaptés à leur usage et à leurs spécificités techniques.

	<p>environnants (privilegié le nuancier présent en zone U), l’emploi brut en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d’un enduit étant interdit.</p>	
--	---	--

Zones	Toitures	Pourquoi ?
UA	<p>Couverture de type ardoise</p> <p>2 pentes minimum / entre 30 et 60%</p> <p>Toit plat interdit</p> <p>Exceptions pour les vérandas et les annexes jusqu’à 20 m²</p>	<p>Permet de maintenir le caractère du bâti existant</p> <p>Favoriser la rénovation des constructions en préservant les formes architecturales traditionnelle.</p>
UB 1AU	<p>Tout type de toiture autorisé, dont toitures plates.</p>	<p>Favoriser la rénovation des constructions en préservant les formes architecturales existantes.</p>
UY	<p>Le P.L.U. ne prévoit pas de règles en ce qui concerne les types de toitures autorisées</p>	<p>Permettre la réalisation des constructions artisanales et industrielles, liées aux transports et les équipements collectifs adaptés à leur usage et à leurs spécificités techniques.</p>

Zones	Clôtures	Pourquoi ?
UA	<p>Clôture opaque obligatoire entre 1.50 et 1.80 m en limite de voirie</p> <p>Clôture non obligatoire en limites séparatives</p> <p>Préservation de l’existant / murets en galets doivent être conservés (aspect visuel)</p>	<p>Permet de maintenir le caractère du bâti existant</p>
UB 1AU	<p>Clôtures non obligatoires.</p>	<p>Si les habitants souhaitent se clôturer, les élus ont choisi de limiter les hauteurs des clôtures pleines afin de conserver la typologie des murs anciens et de préserver le cadre de vie.</p> <p>Une hauteur fixe en bordure de voie (delta de 30 cm) permet de garder une certaine homogénéité.</p> <p>Les clôtures transparentes sont par contre limitées à 2.00 m si nécessaires.</p>
UY	<p>Non obligatoire</p> <p>Uniquement transparente (grillage) d’une hauteur maximale de 2.00 m</p>	<p>Permettre la réalisation des constructions artisanales et industrielles adaptées à leur usage et à leurs spécificités techniques tout en limitant l’impact paysager de hauts murs pleins.</p>

✓ Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions

Zones	Emprise au sol (CES)	Coefficient de Biotope (CBS)	Pourquoi ?
UA	Non réglementé	10 %	La zone du centre bourg ancien est assez dense. De ce fait, les espaces « verts » sont peu présents mais sur chacune des parcelles, 10 % devront néanmoins être conservés afin de garantir un « poumon vert » en cœur urbain, notamment pour la biodiversité, le paysage mais aussi la gestion des eaux pluviales.
UB 1AUa	Non réglementé	50 %	Permet de préserver une trame verte importante dans les zones d'extensions urbaines existantes et à venir.
1AUB	Non réglementé	30 %	Permet un habitat plus dense, en limite immédiate avec un large espace vert (classé en NL3).
UY	Non réglementé	10 %	Permet de limiter les volumes d'eaux pluviales à gérer et permettre l'infiltration sur la parcelle.

Le CBS (Coefficient de Biotope par Surface) est un coefficient qui décrit la proportion des surfaces favorables à la biodiversité (surface écoaménageable) par rapport à la surface totale d'une parcelle. Le calcul du CBS permet d'évaluer la qualité environnementale d'une parcelle, d'un ilot, d'un quartier, ou d'un plus vaste territoire.

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové introduit le coefficient de biotope. Le règlement du PLU peut « imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville ».

Exiger l'atteinte d'un CBS donné dans un document d'urbanisme ou dans un projet d'aménagement ou de renouvellement urbain permet de s'assurer globalement de la qualité d'un projet, en réponse à plusieurs enjeux : amélioration du microclimat, infiltration des eaux pluviales et alimentation de la nappe phréatique, création et valorisation d'espace vital pour la faune et la flore.

Visée opérationnelle :

- Lutte contre l'érosion de la biodiversité locale
- Restauration ou développement de corridors écologiques - lutte contre l'effet d'ilots de chaleur urbain
- Gestion des eaux pluviales
- Préservation du cadre de vie « vert »

D'une manière générale

- Afin de limiter l'impact dans le paysage, les terrassements doivent être limités au minimum dans toutes les zones urbaines et à urbaniser. Les soutènements doivent être réalisés en pierres appareillées, en béton enduit ou autre matériau techniquement adapté. Les enrochements sont interdits.
- Afin de garantir un stationnement optimal dans l'ensemble de la commune, le stationnement des véhicules doit correspondre aux besoins des constructions et installations et doit être assuré en dehors des voies ouvertes à la circulation. Chaque zone impose des nombres de places minimum en fonction de la destination des constructions.

✓ Equipements et réseaux

Voiries et accès : pour toutes les zones, la desserte par les voies publiques ou ouvertes au public doit être adaptée à l'importance du projet et à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Les voies créées doivent être adaptées à la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Pourquoi ? Assurer la sécurité des usagers

Réseaux : les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics sont précisées en termes de desserte en eau potable et électricité, d'éclairage public, de télécommunication et de vidéocommunication et des eaux usées.

Pourquoi ? Garantir la salubrité publique et d'assurer un niveau d'équipements techniques satisfaisant

❖ Zones Agricoles

✓ Usages des sols et destination des constructions

Contexte règlementaire (art. R151-22 du code de l'urbanisme) :

« Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ».

Dans les zones agricoles « A » sont autorisées :

- Les extensions et annexes des bâtiments d'habitation existants sous conditions précisées dans les articles suivants du règlement
- Les constructions nouvelles sous réserve d'être nécessaires à l'exploitation agricole et à condition d'être situées à moins de 50m des bâtiments d'exploitation, sauf impossibilité technique liée à la topographie
- Les activités annexes à l'agriculture telle que la vente directe (artisanat et commerce de détail), les fermes-auberges (restauration), les bâtiments des coopératives agricoles (entrepôts et bureau)
- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés sous réserve de ne pas pouvoir être implantés dans une autre zone (en priorité en zone U) et sous réserve de ne pas compromettre le fonctionnement des entités agricoles
- Les équipements sportifs uniquement s'ils sont liés à une mise en valeur naturelle de la zone (parcours sportifs par exemple)
- Les bâtiments agricoles sous réserve de respecter une distance minimum avec les habitations existantes et les limites des zones urbaines ou à urbaniser permettant la construction de bâtiment à destination d'habitation :

- Distance de 50 m minimum pour les bâtiments relevant du RSD
- Distance de 100 m minimum pour les bâtiments d'élevage classés au titre de l'environnement (ICPE)

Aucun bâtiment agricole n'a été identifié comme pouvant changer de destination.

✓ Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

L'emprise au sol des constructions à usage agricole n'est pas règlementée.

Pour les autres constructions :

- L'emprise au sol des constructions neuves, y compris annexes et extensions est limitée à 30% de la surface de l'unité foncière et la superficie de plancher créée est limitée à 300m² ;
- L'emprise au sol des extensions est limitée à 20% de l'emprise au sol du bâtiment initial (surface mesurée à la date d'approbation du présent document et selon définition du code de l'urbanisme)
- Les annexes doivent se situer à moins de 30 m du bâtiment principal

Pourquoi ? Contraindre l'évolution du bâti non agricole et limiter le mitage dans l'espace agricole, conformément à la loi.

Eviter la dissémination des annexes pour limiter le mitage dans l'espace agricole.

La **hauteur** des constructions est limitée à 10m au faitage pour les bâtiments à usage agricole. Pour les constructions à destination d'habitation, de commerce et activités de services, les règles de la zone UB s'appliquent.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du règlement avec les zones urbaines et à urbaniser à vocation d'habitat et prendre en compte les spécificités techniques des bâtiments agricoles.

Règles **d'implantation** :

Un recul minimum de 3 m est imposé par rapport aux voies et emprises publiques pour toutes les constructions agricoles en zone A tandis que les autres types de constructions peuvent s'implanter soit en limite, soit à au moins 3 mètres.

Des exceptions sont prévues, en particulier pour les extensions, pour les constructions existantes, ou pour des raisons techniques ou de sécurité liée au contexte local.

Pourquoi ? Assurer un recul minimum par rapport aux voies de circulations afin de prendre en compte la sécurité des usagers, le fonctionnement des équipements publics et limiter les nuisances.

Un recul minimum de 10 m pour les bâtiments agricoles est imposé par rapport aux limites séparatives.

Des exceptions sont prévues, en particulier pour les extensions, pour les constructions existantes, ou pour des raisons techniques ou de sécurité liée au contexte local.

Pourquoi ? Limiter les nuisances et les impacts paysagers pour le voisinage, notamment pour les bâtiments agricoles.

Annexes des constructions à destination d'habitation : les annexes doivent être implantées à une distance maximale de 30 mètres par rapport au bâtiment principal auquel elles sont rattachées.

Pourquoi ? Eviter le développement des annexes pour limiter le mitage dans l'espace agricole.

L'aspect extérieur des constructions à usage agricole doit être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les bâtiments environnants, mais les teintes des façades et les pentes et matériaux de toiture ne sont pas précisés.

Pour les autres constructions, les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions de même destination situées en zone UB s'appliquent.

Pourquoi ? Prendre en compte les spécificités des bâtiments agricoles. Assurer la cohérence du règlement avec les zones urbaines et à urbaniser pour les autres types de constructions

Les **clôtures** ne sont pas obligatoires ; seules les clôtures transparentes (grillage) sont autorisées d'une hauteur maximale de 2.00m.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du paysage agricole

Les surfaces non imperméabilisées (CBS – coefficient de biotope) doivent représenter au minimum 60% de la surface de l'unité foncière.

Pourquoi ? Limiter les surfaces imperméabilisées à l'extérieur des secteurs urbains et à urbaniser afin de favoriser l'infiltration des eaux pluviales et de ruissellement.

Espaces non bâtis : Les constructions de gabarit important doivent être accompagnées par des plantations à l'échelle du projet : arbres de haute tige aux abords du bâtiment, haies jalonnant les chemins d'accès et entourant les aires de stockage.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du paysage agricole

Le **stationnement** des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Pourquoi ? Adapter les surfaces dédiées au stationnement à la réalité du projet.

✓ Equipements et réseaux

Voiries et accès : la desserte par les voies publiques ou ouvertes au public doit être adaptée à l'importance du projet et à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Les voies créées doivent être adaptées à la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. Les accès ne doivent pas présenter de risque pour les usagers des voies publiques ou pour les personnes utilisant ces accès.

Pourquoi ? Assurer la sécurité des usagers et adapter les voiries au projet et au contexte local.

Réseaux : les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics sont précisées en termes desserte en eau potable et électricité, de gestion des eaux pluviales et des eaux usées.

Pourquoi ? Garantir la salubrité publique et d'assurer un niveau d'équipements techniques satisfaisant

❖ **Zones Naturelles**

✓ Usages des sols et destination des constructions

Contexte réglementaire (art. R151-24 du code de l'urbanisme) :

« Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

Soit de leur caractère d'espaces naturels ;

Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;

Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues. »

Dans les zones naturelles à vocation principale d'espaces boisés (N), toutes les constructions et installations sont interdites, à l'exception :

- Des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés s'ils ne peuvent pas être implantés dans une autre zone et sous réserve de ne pas compromettre la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Des équipements sportifs uniquement pour une mise en valeur naturelle de la zone et sous réserve de ne pas compromettre la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Des constructions et installations nécessaires à l'exploitation forestière.

Dans les zones naturelles à vocation de « loisirs nature » (NL1/2/3), toutes les constructions et installations sont interdites, à l'exception :

- Des extensions des équipements sportifs existants dans la limite de 150 m² maximum d'emprise totale au sol (NL1) ; Il s'agit du stade existant.
- Des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés dans la limite de 20 m² maximum d'emprise au sol (NL2) ; Il s'agit du terrain de pétanque et des 2 secteurs identifiés en projet (espace de loisirs au bord du ruisseau de l'Ailhet et au cœur de Lahitte).
- Des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés et des constructions utiles et liées à l'usage de jardins familiaux (exploitation agricole) dans la limite de 100 m² maximum d'emprise au sol (NL3) ; Il s'agit cœur « vert » prévu dans l'OAP n°2.

- ✓ Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Dans les zones Naturelles à vocation principale d'espaces boisés :

L'emprise au sol des constructions liées à l'exploitation forestière et des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés n'est pas réglementée.

Pourquoi ? Les bâtiments liés à l'exploitation forestière ne sont autorisés que dans cette zone ; les autres bâtiments sont d'intérêt collectif et ne sont autorisés si et seulement si ils ne peuvent pas être implantés dans une autre zone (cas exceptionnel).

La hauteur des constructions est limitée pour les bâtiments à destination d'exploitation forestière à 10 m maximum et n'est pas réglementée pour les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

Pourquoi ? Prendre en compte les spécificités techniques des bâtiments autorisés dans la zone.

Règles d'implantation : l'implantation des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés et des abris de jardins (exploitation agricole et entrepôt) n'est pas réglementée.

Les bâtiments liés à l'exploitation forestière doivent se reculer de 10 mètres par rapport à la voirie tandis que les autres constructions (gardien, aire d'accueil des gens du voyage) doivent respecter un recul minimum de 3 mètres vis-à-vis des voies et emprises publiques.

Il en est de même pour les limites séparatives.

Les annexes des bâtiments d'habitation doivent être implantées à une distance maximale de 30 mètres par rapport au bâtiment principal auquel elles sont rattachées.

Des exceptions sont prévues, en particulier pour les extensions, pour les constructions existantes, ou pour des raisons techniques ou de sécurité liée au contexte local.

Pourquoi ? Assurer un recul minimum par rapport afin de prendre en compte la sécurité des usagers, le fonctionnement des équipements publics et limiter les nuisances.

Eviter le développement des annexes pour limiter le mitage dans l'espace naturel.

L'aspect extérieur des constructions à usage d'exploitation forestière doit être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les bâtiments environnants, mais les teintes des façades ne sont pas précisées.

Pour les autres constructions, les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions de même destination situées en zone UB s'appliquent.

Pourquoi ? Prendre en compte les spécificités des bâtiments d'exploitation forestière. Assurer la cohérence du règlement avec les zones urbaines et à urbaniser pour les autres types de constructions

Les clôtures des constructions pour un usage forestier ne sont pas obligatoires. Les essences locales sont privilégiées. Seules les clôtures transparentes sont autorisées, présentant des mailles minimales de 20x20 cm afin de garantir les continuités écologiques.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du paysage et permettre les continuités écologiques

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Pourquoi ? Adapter les surfaces dédiées au stationnement à la réalité du projet.

4.2.5 BILAN DES SURFACES PAR TYPE DE ZONE

Le tableau suivant récapitule les surfaces pour chacun des types de zone :

Zones du PLU	Surfaces (ha)
Zones Urbaines	57.64
Ua : Zone urbaine / centre-bourg	14.54
Ub : Zone urbaine / extension	38.60
Uy : Zone urbaine / activités	4.49
Zones A Urbaniser	3.39
1AU : Zone à urbaniser à vocation principale d'habitat / court et moyen termes	3.39
Zone Agricole	273.96
A : Zone agricole	273.96
Zones Naturelles	136.57
N : Zone naturelle (boisée)	124.54
NL1 : Zone naturelle dédiée aux loisirs (stade existant)	1.26
NL2 : Zone naturelle dédiée aux loisirs (pétanque et espaces verts en projet)	1.30
NL3 : Zone naturelle dédiée aux loisirs (cœur « vert » de l'OAP n° 2 / jardins familiaux)	1.29
Ngv : Zone dédiée à la sédentarisation des gens du voyage	0.80
Ner : Zone dédiée à l'installation d'un parc photovoltaïque	7.38

4.3 CHOIX RETENUS POUR LES PRESCRIPTIONS

5.3.1 EMPLACEMENTS RESERVES

Tableau : Liste des emplacements réservés

n°	Objet	Surface	Bénéficiaire
1	Agrandissement de la zone d'activité	2599 m ²	Commune
2	Création d'un cheminement doux	1053 m ²	Commune
3	Création d'un accès à la zone NL2	193 m ²	Commune
4	Création d'une voie de type « déviation »	4.75 ha	Conseil Départemental 65

5.3.2 ELEMENTS PAYSAGERS IDENTIFIES AU TITRE DES ARTICLES L151-19 ET L151-23

En s'appuyant sur les articles L151-19 et L151-23 du Code de l'Urbanisme, la commune a identifié plusieurs éléments de son territoire : espaces jardinés au cœur du tissu urbain, éléments de paysage à protéger et à mettre en œuvre de type arbres et ripisylves et murets en galets.

Contexte réglementaire (art. L151-19 et L151-23 du code de l'urbanisme) :

« Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. »

« Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues aux articles L. 113-2 et L. 421-4.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent. ».

✓ Bâtiments remarquables

D'une façon générale, il s'agit d'assurer la préservation de ce patrimoine. S'agissant de bâtiments, toute intervention modifiant leur aspect extérieur est soumise à déclaration d'urbanisme, aussi le règlement du présent P.L.U. ne précise pas de règles de protection spécifique. Ainsi, il est possible de restaurer les édifices et/ou d'en changer leur destination à condition de conserver les grandes caractéristiques architecturales du bâtiment d'origine (volume, ouverture, exposition, aspects, ...).

Les éléments bâtis identifiés sont les murets en galets du centre bourg ancien (UA).

✓ Éléments du paysage : ripisylves, boisements et zones humides

- Les éléments de paysage, les ripisylves ainsi que les principaux espaces boisés sont identifiés, et la diversité des espèces végétales doit être préservée. La suppression ou la modification des éléments constitutifs de la haie ou du boisement est soumise à déclaration préalable sauf en cas d'enlèvement des arbres dangereux et des bois morts. Elle est autorisée après déclaration

préalable pour les motifs suivants : exploitation et gestion agricoles ou environnementales, contrainte technique à la réalisation d'équipements publics ou d'intérêt général. En cas de suppression des arbres et/ou arbustes, ces derniers doivent être remplacés par des essences équivalentes ou cohérentes avec le milieu naturel. Enfin, deux arbres remarquables sont identifiés (P1 : Cèdre ; P2 : Chêne).

✓ Eléments du paysage : espaces jardinés

Ces éléments représentent un atout pour le territoire : au niveau paysager, au niveau de la structure urbaine (aération du tissu) et au niveau des trames écologiques dites en « pas japonais ». Sur ces terrains, seuls les annexes (jusqu'à 20 m²) aux constructions et les piscines sont autorisées.

✓ Eléments du paysage : zones humides identifiées lors des inventaires naturalistes réalisés dans le cadre du PLU sur les zones susceptibles d'être ouvertes à l'urbanisation.

4.4 CHOIX RETENUS POUR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (O.A.P.)

Contexte réglementaire (art. L151-6 et L151-7 du code de l'urbanisme) :

« Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements [...]. »

« I. - Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;

2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;

4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;

5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;

6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36. [...]»

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation exposent la manière dont la commune souhaite aménager des secteurs urbains ou à urbaniser de son territoire.

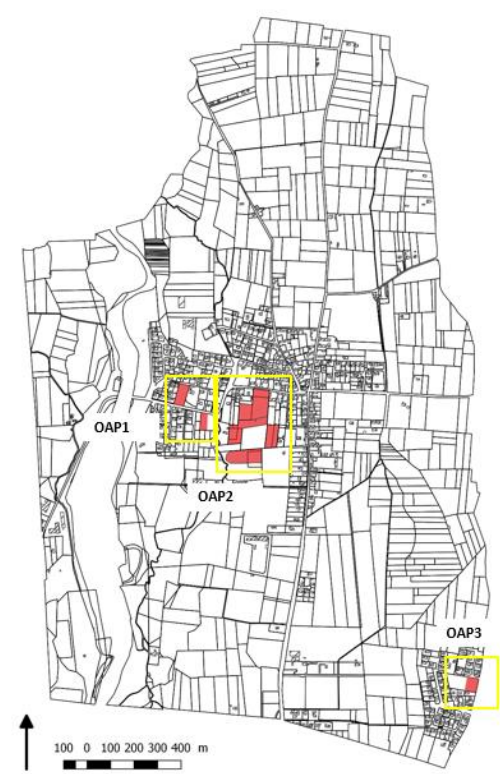
La commune a choisi de mettre en place des O.A.P. pour l'ensemble du secteur classé en zone 1AU mais aussi pour 2 secteurs stratégiques disponibles en zones U.

Ces orientations ont une portée particulière puisqu'elles s'imposent à la délivrance des permis de construire dans une relation de compatibilité.

Les aménagements internes à la zone sont à la charge du porteur de projet, mais la commune a la possibilité de mettre en œuvre différents outils lui permettant de financer les équipements publics qui peuvent être nécessaires : taxe d'aménagement différenciée, Projet Urbain Partenarial (PUP) par exemple.

Les principes d'aménagement sont décrits plus précisément dans une pièce spécifique du dossier de P.L.U.

Carte : Localisation des OAP



N°	Nom de l’OAP
1	Rue de l’Adour (UB)
2	Secteur d’extension (1AU)
3	Quartier Lahitte (UB)

Tableau : synthèse du potentiel d’accueil :

N° OAP	Surface (ha)	Obj densité (log/ha)	Obj nbre log
1	0,38	15 log/ha	5-6
	0,21	15 log/ha	3
2	0,80	15 log/ha	12
	1,26	30 log/ha	38
3	0,47	15 log/ha	8
	0,79 + 0,06 (voirie existante)	6 log/ha	5 à 6 dont 6 logements sociaux
3	0,29	14	4
Total	4,26 ha	18,07	77

D'une manière générale, les orientations portent sur des principes :

- De nombre et de type de logements attendus par zone ;
- De formes urbaines afin de mettre en œuvre les objectifs de densification tout en prenant en compte le contexte dans lequel s'inscrit le secteur soumis aux O.A.P. ;
- De création éventuelle d'espaces collectifs ;
- D'accès par les véhicules motorisés, mais aussi de développement des modes de déplacements doux (piétons/cycles) en s'inscrivant dans le contexte plus global de l'O.A.P. dédiée aux déplacements ;
- De traitement et d'insertion paysagère mais également de prise en compte de la trame verte et bleue.

4.4.1.1 OAP n°1 : Rue de l'Adour

Ce secteur se situe dans l'enveloppe urbaine classée en zone UB. L'objectif recherché est de poursuivre l'aménagement du quartier en proposant :

- Un maillage routier cohérent
- Des densités à atteindre similaires au tissu urbain environnant (entre 600 et 800 m²/logement)

4.4.1.2 OAP n°2 : Secteur d'extension (1AU)

Ce secteur se situe au sud du centre-bourg encadré à l'ouest et à l'est par des constructions existantes. La présente O.A.P. concerne des secteurs classés en 1AUa, 1AUb et NL3.

Les objectifs recherchés sont de poursuivre l'aménagement du quartier en proposant :

- L'aménagement du chemin (privé) pour un usage quotidien
- Un principe de maillage de voirie à créer pour désenclaver le quartier vers le centre-bourg, avec une réflexion à mener sur la sécurité de la sortie à créer vers le nord (rue de l'Adour)
- Un cheminement piéton à prévoir entre le bord du ruisseau (chemin existant) et le cœur de zone puis le centre-bourg
- Un objectif de densité à atteindre avec une mixité habitat individuel et habitat collectif, tout en respectant les formes urbaines environnantes en continuité (gabarit des constructions semblables aux bâtisses traditionnelles de Bours).
- Une gestion des limites séparatives avec l'existant : zone non aedificandi de 5 mètres identifiée.
- Un objectif de création de logements sociaux
- La création d'un vaste espace « vert »
- La gestion de l'interface avec l'espace agricole au sud

4.4.1.3 OAP n°3 : Secteur de Lahitte

Ce secteur se trouve au cœur du quartier Lahitte, en limite avec la commune d'Orleix. L'objectif recherché est de poursuivre l'aménagement du quartier en proposant :

- Une voirie unique de desserte en impasse ;
- La possibilité de créer 4 nouveaux logements.

5 ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU P.L.U. ET INCIDENCES NATURA 2000 - MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR

La plupart des éléments présentés sont issus de l’étude naturaliste et environnementale annexée au présent rapport de présentation. Les différents secteurs pour lesquels une ouverture à l’urbanisation est envisagée ont fait l’objet d’une étude plus précise.

Le contenu du dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 est codifié par l’article R414-23 du Code de l’environnement.

5.1 ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

5.1.1 EVOLUTION HISTORIQUE DE LA CONSOMMATION D’ESPACES DEPUIS 10 ANS

Au cours de la période 2007-2017, la base de données Sit@del2 indique que 130 permis de construire⁸ (tout usage confondus), 4 permis d’aménager et 98 déclarations préalables⁹ ont été accordés.

Tableau - Nombre et type de permis (logements et locaux) – 2007 à 2017¹⁰

Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable	Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable
2017	6	-	10	2011	9	2	10
2016	4	-	10	2010	5	1	11
2015	19	-	5	2009	6	-	13
2014	6	-	8	2008	10	-	-
2013	12	-	22	2007	15	-	-
2012	38	1	9	TOTAL	130	4	98

Sur cette base, on constate une dynamique de la construction d’environ 13 constructions / an.

De façon plus précise, la mairie a fourni les données 2005-2015 sur les types de demandes et la consommation foncière engendrées, notamment pour la construction à usage d’habitation.

- **129 nouveaux logements** ont été construits ;
- Environ **9.15 ha** ont été consommés, soit une moyenne de près de **14.1 logements/ha.**

Les surfaces concernées ont été prélevées sur l’espace agricole (prairies, terres labourables) ; les espaces naturels ou forestiers de la commune (y compris sites Natura 2000) n’ont pas été affectés.

⁸ Le permis de construire concerne les constructions nouvelles et les travaux sur constructions existantes

⁹ La déclaration préalable permet de déclarer des constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à autorisation, qu'ils comprennent ou non des démolitions

¹⁰ Source: Sit@del2 – MEEDDM/CGDD/SOeS

5.1.2 EVOLUTION DES SURFACES PAR RAPPORT A L'ANCIEN P.O.S.

En application de la loi ALUR, le P.O.S. de Bours est devenu caduc en mars 2017, et la commune est soumise depuis au Règlement National d'Urbanisme.

Le tableau suivant montre néanmoins l'évolution des surfaces entre l'ancien POS et le PLU. Un effort a été réalisé par la commune puisque :

- Les surfaces des zones urbaines augmentent fortement dans le P.L.U. à cause de la prise en compte de l'ensemble des nouveaux lotissements construits ces dernières années ;
- Les surfaces ouvertes à l'urbanisation à court/moyen terme baissent de façon très importante, passant de 33.50 ha à 3.39 ha ;
- Les surfaces ouvertes à l'urbanisation à long terme n'existent plus (de 19.10 ha dans l'ancien POS à 0 ha dans le PLU) ;

Au final, le cumul des zones urbaines et des zones ouvertes à l'urbanisation à court/moyen terme passe de 80.5 ha à 62.4 ha ce qui démontre une modération effective de la consommation de l'espace.

Surfaces par type de zone - Evolution par rapport à l'ancien P.O.S.¹¹

	Surfaces dans le P.L.U. (ha)	Surfaces équivalentes dans le POS (ha)
ZONES URBAINES PLU : UA, UB, UY POS : UA, UB	57.64	27.9
ZONES A URBANISER à court et moyen terme (mixte habitat) PLU : 1AU POS : 1NA	3.39	33.50
ZONES A URBANISER à long terme (mixte habitat) PLU : 2AU POS : 2NA	0	19.10
ZONES AGRICOLES PLU : A POS : NC	273.96	295.4
ZONES NATURELLES PLU : N, NL1, NL2, NL3, Ngv, Ner POS : ND	136.57	92.10

5.1.3 OBJECTIFS DE MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Dans le présent P.L.U., la commune de Bours s'inscrit donc dans une logique très volontariste de maîtrise de la consommation des espaces naturels et agricoles.

Rappel : Le PADD fixe comme objectif la création de 85 logements pour une consommation d'espace de 6.3 ha¹². Au final, le projet communal prévoit :

- 2.8 ha de « dents creuses » identifiées (terrains en friche et division parcellaire) dont notamment les OAP n°1 et 3.

¹¹ Le total des surfaces peut différer entre POS et PLU en raison d'un référentiel cartographique différent

¹² Cette surface n'intègre pas de coefficient de rétention foncière et de réalisation de voiries et espaces publics

- 3.39 ha en zone « 1AU », d’un seul tenant, au cœur du tissu urbain. Ce secteur a fait l’objet d’une réflexion avec le CAUE des Hautes- Pyrénées (en annexe du rapport de présentation) et est concerné par une OAP avec des objectifs de densité entre 10 et 30 log/ha.

5.1.3.1 Surfaces urbaines ou à urbaniser à court et moyen termes soumises à des O.A.P.

Les Orientations d’Aménagement et de Programmation permettent à la commune de mieux maitriser le nombre de logements qui peuvent être créés.

Les surfaces concernées couvrent 4.26 ha, permettant la construction d’environ 77 logements pour une densité moyenne de 18 à 19 log/ha. La surface moyenne par terrain est donc de l’ordre de 526 m²/ logement.

Les chiffres montrent donc une nette densification par rapport à la situation constatée au cours des 10 dernières années, mais ils restent néanmoins un peu en deçà des objectifs qui étaient fixés par le précédent P.L.H. vers lesquels le P.L.U. devait tendre au moment de son élaboration. Ils ne prennent cependant pas en compte les surfaces dédiées aux espaces collectifs (voiries, chemins piétonniers, espaces verts).

Les Orientations d’Aménagement et de Programmation permettent de construire environ 6 logements sociaux, ce qui répond largement aux besoins estimés (pas d’obligations réglementaires).

5.1.3.2 Surfaces urbaines ou à urbaniser à court terme non soumises à des O.A.P.

Pour les parcelles concernées, la commune ne maitrise pas les modalités d’urbanisation.

Les surfaces disponibles pour la construction, non soumises à O.A.P. sont estimées à environ 1.90 ha, permettant la production d’environ 15 à 20 logements minimum (prenant en compte les problématiques d’accès, de découpage parcellaire, de typologie du bâti aux alentours,). La surface moyenne par terrain est donc de l’ordre de 950 m²/ logement. Ces terrains sont majoritairement des jardins démontrant la présence d’un phénomène de forte rétention foncière. Le potentiel réel de construction présente donc une certaine incertitude.

5.1.3.3 Préservation des espaces agricoles et naturels

Près de 60% du territoire reste spécifiquement dédiée à l’agriculture avec 273.96 ha classés en zone agricole.

Les espaces naturels couvrent une partie moins importante du territoire, avec environ 123.40 ha, soit 25 % de la commune.

5.1.4 SYNTHÈSE SUR LA MODÉRATION DE LA CONSOMMATION DE L’ESPACE

Ce qui s’est fait ces 10 dernières années	Ce que prévoit le PADD
129 nouveaux logements pour 9.15 ha de consommation foncière <ul style="list-style-type: none"> - Soit une moyenne de 13 logements/an - Soit une densité observée de 14.1 log/ha 	85 logements pour les 15 prochaines années = sur 6.30 ha disponibles : <ul style="list-style-type: none"> - Soit une moyenne de 6 logements/an - Soit une moyenne de 19 log/ha

Surfaces prévues au PADD pour la construction de nouvelles habitations :
<ul style="list-style-type: none"> - 2.8 ha de « dents creuses » identifiées (terrains en friche et division parcellaire) dont notamment les OAP n°1 et 3. - 3.39 ha en zone « 1AU », d'un seul tenant, au cœur du tissu urbain. Ce secteur a fait l'objet d'une réflexion avec le CAUE des Hautes- Pyrénées (en annexe du rapport de présentation) traduit dans une OAP avec des objectifs de densité entre 10 et 30 log/ha.

5.2 ÉVALUATION DES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT - MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR

5.2.1 MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE

- Biodiversité, habitats naturels et continuités écologiques

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Biodiversité et habitats naturels	<ul style="list-style-type: none"> - Incidence faible du zonage : les zones à urbaniser se situent à l'intérieur ou en continuité du tissu urbain ; elles n'ont pas d'impact sur les habitats naturels - Incidences liées à une augmentation de la fréquentation des espaces naturels : aucune 	Classement en zone naturelle N des espaces naturels de la commune et en particulier des réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques que sont l'Adour, les cours d'eau mais aussi les boisements et ripisylve présents sur la commune et en rupture de pente du milieu urbain
Continuités écologiques liées aux cours d'eau (trame bleue)	Incidence potentiellement faible en raison de la protection des rives des cours d'eau (sites Natura 2000)	Classement en zone naturelle N des rives de l'Adour ainsi que de ses affluents
Continuités écologiques terrestres (trame verte)	Incidence très limitée en raison : <ul style="list-style-type: none"> - De la prise en compte des bois et bosquets dans la définition du zonage (classement en zone naturelle); - Des formes urbaines existantes et attendues qui s'accompagnent d'une végétalisation importante des parcelles privées (coefficient de biotope) 	<ul style="list-style-type: none"> - Classement en zone à vocation naturelle des principaux bois et bosquets - Préservation de la continuité des espaces agricoles en classement en zone A

• **Qualité des eaux**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Eaux de surface	<ul style="list-style-type: none"> - Incidence faible en ce qui concerne l'assainissement des eaux usées : les zones à urbaniser doivent être desservies par des systèmes d'assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur - Incidence modérée en ce qui concerne le rejet des eaux pluviales par la mise en place d'un coefficient de biotope. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les aménagements projetés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les dispositifs d'infiltration ou vers le réseau collecteur lorsqu'il existe. - Les dispositifs de récupération et de stockage des eaux à la parcelle sont encouragés. - La station d'épuration de Loubéry sera soit abandonnée, avec transfert des effluents vers une autre station, soit réhabilitée.
Eaux souterraines	Incidence négligeable (sauf cas de pollution accidentelle) si les dispositifs de collecte (et de traitement si nécessaire) des eaux de pluie et de ruissellement sont correctement réalisés.	Le règlement du P.L.U. encourage les dispositifs de récupération des eaux pluviales.

5.2.2 PAYSAGE ET PATRIMOINE

• **La gestion des paysages, des espaces naturels et agricoles**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Insertion paysagère des nouveaux quartiers	Incidence faible : les secteurs destinés à être construits se situent dans ou en continuité du tissu urbain avec des OAP permettant de les relier de manière optimale	
Qualité de vie : espaces verts, accès aux espaces naturels	Sans incidence pour l'accès aux espaces naturels	
Identité paysagère des espaces agricoles et naturels	Incidence notable visant à renforcer cette identité	Mise en œuvre d'un zonage adapté : les espaces agricoles sont clairement identifiés et différenciés des espaces naturels.

- **La protection des éléments du paysage et du patrimoine bâti**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Eléments de paysage	Incidence faible, les éléments de paysage que sont les haies et boisements sont protégés par leur classement en zone naturelle	
Patrimoine bâti	Incidence notable	Identification des murets en galets dans le centre bourg ancien pour garantir leur préservation.
Patrimoine archéologique	Incidence nulle : pas de site archéologique	

5.2.3 RESSOURCES NATURELLES

- **Ressource en eau**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Captage d'eau potable	Incidence négligeable : il n'y a pas de zones ouvertes à l'urbanisation dans des périmètres de protection des captages	
Alimentation en eau potable et défense incendie	Incidence potentielle : des travaux de renforcement ou d'extension du réseau d'eau potable devront éventuellement être prévus, soit sur le réseau public, soit dans le cadre des opérations d'aménagement	La capacité de production en eau potable permet de répondre à la demande générée par le P.L.U. En l'absence de défense incendie, le règlement prévoit la mise en place de dispositifs de défense à la charge du pétitionnaire pour les zones agricoles et naturelles. A défaut, le projet pourra être refusé

- **Sols et sous-sols**

- **Prendre en compte et préserver la qualité des sols**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Pollutions des sols	Aucune incidence.	

- **Préserver les ressources du sous-sol**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Carrières, hydrocarbures	Aucune incidence	

- **Energies renouvelables et la réduction des gaz à effets de serre**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Consommation énergétique	Incidence proportionnelle au nombre de constructions attendues et relatives essentiellement aux besoins en chauffage pour les logements.	Les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions permettent le renforcement des performances thermiques des bâtiments existants par la mise en place d'une isolation par l'extérieur, afin de réduire les consommations énergétiques.
Energies renouvelables	Incidence modérée du P.L.U. qui favorise le développement des énergies renouvelables.	Le P.L.U. permet l'utilisation des énergies renouvelables sous réserve des prescriptions architecturales dans les zones U et AU. Le P.L.U. permet la mise en place d'un parc photovoltaïque (zone Ner).
Emissions de gaz à effet de serre (G.E.S.)	Incidence proportionnelle au nombre de constructions attendues et relatives essentiellement aux déplacements domicile – travail – services dans la mesure où l'automobile est le moyen de déplacement le plus utilisé aujourd'hui.	

- Déchets**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Collecte et traitement des déchets ménagers	Incidence relative au nombre de points de collecte et aux volumes collectés ; les secteurs ouverts à l’urbanisation ne rendent pas nécessaire un allongement des tournées	Le développement de l'urbanisation en continuité des secteurs déjà construits permet de limiter l'allongement des circuits de collecte.

5.2.4 RISQUES ET NUISANCES

- Risques naturels**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Inondation	Incidence faible : la commune est couverte par un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles qui règlemente la construction dans les secteurs concernés et qui s’impose au P.L.U. Les zones urbaines et à urbaniser sont concernées qu’à la marge, et pour des constructions déjà existantes.	Le P.L.U. ne prévoit pas d’extension de l’urbanisation dans les secteurs concernés.
Séisme	Incidence limitée mais non nulle, proportionnelle au nombre de logements prévus dans la mesure où toute la commune se situe en zone de sismicité faible	Le règlement du P.L.U. rappelle la réglementation qui s’applique en la matière.
Remontée de nappe	Incidence négligeable	Le P.L.U. ne prévoit pas d’extension de l’urbanisation dans les secteurs concernés.
Retrait gonflement des sols argileux	Incidence faible	Le règlement du P.L.U. recommande d’appliquer les dispositions constructives préventives mentionnées dans la plaquette élaborée par les services de l'Etat.

- Risques technologiques et miniers**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Risques technologiques	Incidence faible : commune est couverte par un PPRT	Le P.L.U. ne prévoit pas d’extension de l’urbanisation dans les secteurs concernés
Risques miniers	Incidence nulle du P.L.U. : la commune n’est pas concernée par ce risque	

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Sites et sols pollués	Incidence faible du P.L.U. : les zones ouvertes à l'urbanisation ne se situent pas à proximité des sites identifiés	Le P.L.U. ne prévoit pas de disposition spécifique (zonage, règle) au-delà de la réglementation et des dispositions pouvant exister par ailleurs.

- Risques routiers**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Autres RD et voies communales de desserte locale	Incidence possible dans la mesure où les habitants d'une partie des zones ouvertes à l'urbanisation seront amenés à utiliser le réseau routier local	

- Risques liés au transport de matières dangereuses**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Risques liés aux autres voies	Incidence faible compte tenu du trafic	Le règlement du P.L.U. ne prévoit pas de disposition particulière

- Nuisances**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Emissions de polluants atmosphériques	Incidence potentielle, en lien avec le développement actuel des surfaces classées en zones à vocation d'activités artisanales et industrielles, mais aussi proportionnelle au nombre de logements prévus.	Le règlement du P.L.U. ne prévoit pas de disposition particulière

5.3 EVALUATION DES INCIDENCES DE L'OUVERTURE A L'URBANISATION (ETUDE NATURALISTE)

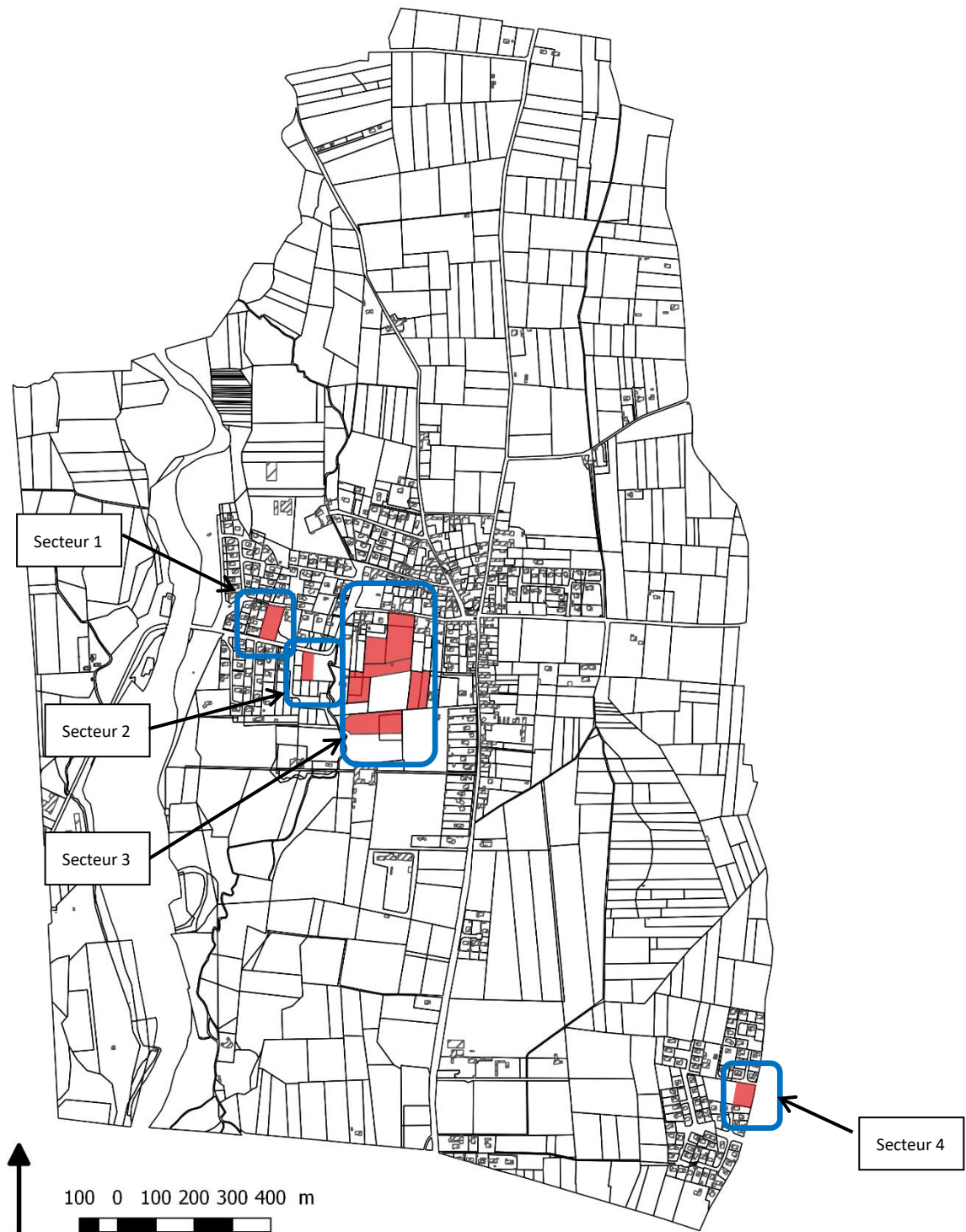
Conformément à l'article R121-14-2 du Code de l'Urbanisme, le PLU de Bours est soumis à évaluation environnementale car son territoire comprend tout ou partie d'un site Natura 2000.

En effet, la commune de Bours est concernée par le site Natura 2000 « Vallée de l'Adour » (FR7300889). Le lit et rives de l'Adour de Bagnères de Bigorre à Maubourguet et au-delà sont classés NATURA 2000 pour la présence de 7 habitats d'intérêt communautaire ; au moins 4 d'entre eux intéressent l'Adour au niveau de Bours dont un à caractère prioritaire signalé par un astérisque :

- « Rivières des étages planitiaires à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du callitrichio-Batrachion »
- « Forêt alluviale à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* » (Alno-Padion, *Alnion incanae*, *Salicion albae*)
- « Forêts mixtes à *Quercus robur*, *Ulmus laevis*, *Ulmus minor*, *Fraxinus excelsior* ou *fraxinus angustifolia*, riveraines des grands fleuves (*Ulmion minoris*) »
- « Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou Hydrocharition ».

Des relevés terrain ont été effectués sur l'ensemble des zones ouvertes à l'urbanisation en Juin 2016 par M. Gion, expert en analyse d'habitats et inventaire botanique. Toutes les parcelles ont été visitées, certaines d'entre elles sont clôturées et n'ont pu être vues que depuis la voie publique.

Localisation des zones étudiées (visites de terrain):



5.3.1 SECTEUR N°1

Zonage dans le P.L.U.	UB
Fait l'objet d'OAP	Oui
Parcelles concernées	A917
Surface	3800 m ²
Etat initial	Jardin potager, maïs Rien à signaler sur les bordures Pas de zone humide
Mesures de protection	

5.3.1.1 Biodiversité – Milieux naturels

L'espace est occupé par un jardin potager avec une partie de maïs extensif. L'intérêt environnemental de cette parcelle est faible (pas de boisement ou arbre isolé).

5.3.1.2 Cadre de vie, paysages, patrimoine naturel et culturel

La zone se situe au cœur du tissu urbain. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation permettent un maillage optimal avec le tissu existant (voirie).

5.3.1.3 Pollution, nuisances, risques naturels et technologiques - Qualité des milieux

L'augmentation des surfaces imperméabilisées attendue avec l'aménagement de ce secteur est limitée compte tenu de la surface en jeu ; en l'absence de dispositifs de rétention, elle aura cependant un impact sur les flux en direction du réseau hydraulique superficiel (canaux puis Adour).

Les mesures propres à limiter les flux sont inscrites dans le règlement : encouragement à la mise en œuvre de dispositifs de récupération des eaux de pluies destinées à l'approvisionnement en eau pour des usages domestiques ne nécessitant pas d'eau potable, stockage à la parcelle avant rejet.

5.3.2 SECTEUR N°2

Zonage dans le P.L.U.	UB
Fait l'objet d'OAP	Oui
Parcelles concernées	A209 en partie
Surface	2100 m ²
Etat initial	Prairie à hautes graminées, essentiellement du <i>Dactyle aggloméré</i> . Sa limite Est (hors zone UB) longe un petit cours d'eau dont la ripisylve est composée de <i>Frêne élevé</i> , <i>Chêne pédonculé</i> , <i>Saule blanc</i> , <i>Sureau noir</i> , <i>Noisetier</i> , <i>Orties</i> et ronciers ... : un habitat apparenté à « Forêt fluviale médio-européenne résiduelle » (CC : 44.42), d'intérêt communautaire (code NATURA 2000 : 91F0 : « Forêts mixtes riveraines des grands fleuves »)
Présence de zones humides	non

Mesures de protection	Végétation existante à conserver le long du cours d'eau → traduction dans le zonage par le classement des bordures de cours d'eau en zone naturelle et identification en « élément remarquable du paysage ».
-----------------------	--

5.3.2.1 Biodiversité – Milieux naturels

L'espace en UB est occupé par des parcelles agricoles (prairies). L'intérêt environnemental de la partie constructible (UB) est faible (pas de boisement ou arbre isolé).



5.3.2.2 Cadre de vie, paysages, patrimoine naturel et culturel

La zone se situe au cœur du tissu urbain.

5.3.2.3 Pollution, nuisances, risques naturels et technologiques - Qualité des milieux

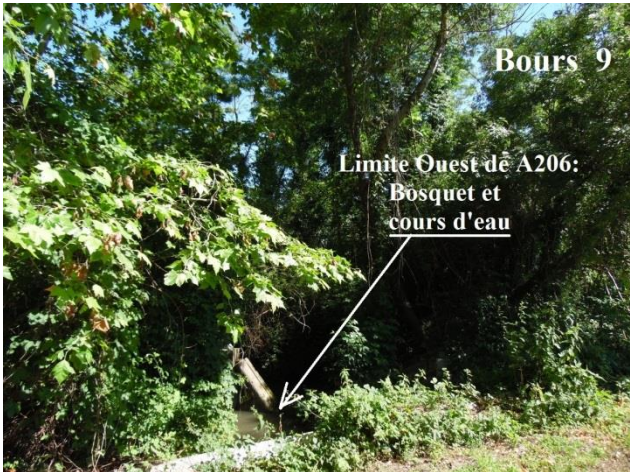
La zone se situe au cœur du tissu urbain, sans nuisance avérée.

L'augmentation des surfaces imperméabilisées attendue avec l'aménagement de ce secteur est limitée compte tenu de la surface en jeu ; en l'absence de dispositifs de rétention, elle aura cependant un impact sur les flux en direction du réseau hydraulique superficiel (ruisseau de l'Ailhet).

Les mesures propres à limiter les flux sont inscrites dans le règlement : encouragement à la mise en œuvre de dispositifs de récupération des eaux de pluies destinées à l'approvisionnement en eau pour des usages domestiques ne nécessitant pas d'eau potable, stockage à la parcelle avant rejet.

5.3.3 SECTEUR N°3

Zonage dans le P.L.U.	1AU
Fait l'objet d'OAP	Oui
Parcelles concernées	A526, A527, A206, A1010, A1009, A946, A1008, A199, A198, A197, A173, A200
Surface	3.19 ha
Etat initial	A199/200/173 : Prairie, présence de bovins. A206 : Prairie, bordure du ruisseau de l'Ailhet à préserver pour ses caractéristiques : Chêne pédonculé, Robinier-faux Acacia, Sureau noir, Sureau Hièble avec Orties et de nombreuses lianes : Lierre et Clématite (avec du Gui) A197 / 198 : Jardin

	A1010, A1009 : Prairie A946 / A1008 : Jardin A526 / A527 : Prairie
Présence de zones humides	Oui, en bordure du ruisseau de l'Ailhet
Mesures de protection	Végétation existante à conserver le long du cours d'eau → traduction dans le zonage par le classement des bordures de cours d'eau en zone naturelle et identification en « élément remarquable du paysage ». 

5.3.3.1 Biodiversité – Milieux naturels

L'espace est occupé par des parcelles agricoles (prairies) et des jardins privés.

Les relevés de terrain ne mentionnent pas d'enjeu particulier mais la commune a souhaité néanmoins créer une trame boisée en limite avec l'espace agricole pour gérer la transition.

5.3.3.2 Cadre de vie, paysages, patrimoine naturel et culturel

La zone se situe au cœur du tissu urbain. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation permettent un maillage optimal avec le tissu existant (voirie, piéton, TVB).

5.3.3.3 Pollution, nuisances, risques naturels et technologiques - Qualité des milieux

La zone se situe au cœur du tissu urbain, sans nuisance avérée.

L'augmentation des surfaces imperméabilisées attendue avec l'aménagement de ce secteur est limitée compte tenu de la surface en jeu ; en l'absence de dispositifs de rétention, elle aura cependant un impact sur les flux en direction du réseau hydraulique superficiel (ruisseau de l'Ailhet).

Les mesures propres à limiter les flux sont inscrites dans le règlement : encouragement à la mise en œuvre de dispositifs de récupération des eaux de pluies destinées à l'approvisionnement en eau pour des usages domestiques ne nécessitant pas d'eau potable, stockage à la parcelle avant rejet.

5.3.4 SECTEUR N°4

Zonage dans le P.L.U.	UB
Fait l’objet d’OAP	Oui
Parcelles concernées	C185 en partie
Surface	2900 m²
Etat initial	Prairie
Présence de zones humides	non
Mesures de protection	

5.3.4.1 Biodiversité – Milieux naturels

L’espace en UB est occupé par des parcelles agricoles (prairies). L’intérêt environnemental de la partie constructible (UB) est faible (pas de boisement ou arbre isolé).

5.3.4.2 Cadre de vie, paysages, patrimoine naturel et culturel

La zone se situe au cœur du tissu urbain.

5.3.4.3 Pollution, nuisances, risques naturels et technologiques - Qualité des milieux

La zone se situe au cœur du tissu urbain, sans nuisance avérée.

L’augmentation des surfaces imperméabilisées attendue avec l’aménagement de ce secteur est limitée compte tenu de la surface en jeu ; en l’absence de dispositifs de rétention, elle aura cependant un impact sur les flux en direction du réseau hydraulique superficiel (ruisseau de l’Ailhet).

Les mesures propres à limiter les flux sont inscrites dans le règlement : encouragement à la mise en œuvre de dispositifs de récupération des eaux de pluies destinées à l’approvisionnement en eau pour des usages domestiques ne nécessitant pas d’eau potable, stockage à la parcelle avant rejet.

5.4 ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR LE SITES NATURA 2000 « VALLEE DE L’ADOUR »

Le lit et rives de l’Adour de Bagnères de Bigorre à Maubourguet et au-delà sont classés NATURA 2000 pour la présence de 7 habitats d’intérêt communautaire ; au moins 4 d’entre eux intéressent l’Adour au niveau de Bours dont un à caractère prioritaire signalé par un astérisque :

- ✓ « Rivières des étages planitiaires à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du callitrichio-Batrachion ».
- ✓ « Forêt alluviale à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior » (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)
- ✓ « *Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmion minoris) »
- ✓ « Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou Hydrocharition »

A noter que les zones ZNIEFF type I et type II se superposent à la Zone NATURA 2000.

Les bordures des cours d’eau et notamment celui de l’Ailhet, en cœur urbain, se compose de ces habitats prioritaires.

Les enjeux environnementaux identifiés sont liés à la gestion des eaux pluviales et des eaux usées susceptibles d'impacter la qualité des différents cours d'eau, ainsi qu'à toutes les actions susceptibles de porter atteinte à ses rives (risques d'anthropisation, proximité des zones urbaines).

L'analyse du zonage, du règlement et de l'évaluation environnementale du P.L.U. présentée précédemment permet de synthétiser les incidences attendues sur le site Natura 2000.

Urbanisation et projet de parc photovoltaïque

Incidence potentielle

Les abords de l'Adour classés à l'intérieur du site Natura 2000 ne sont pas impactés par le P.L.U. dans la mesure où :

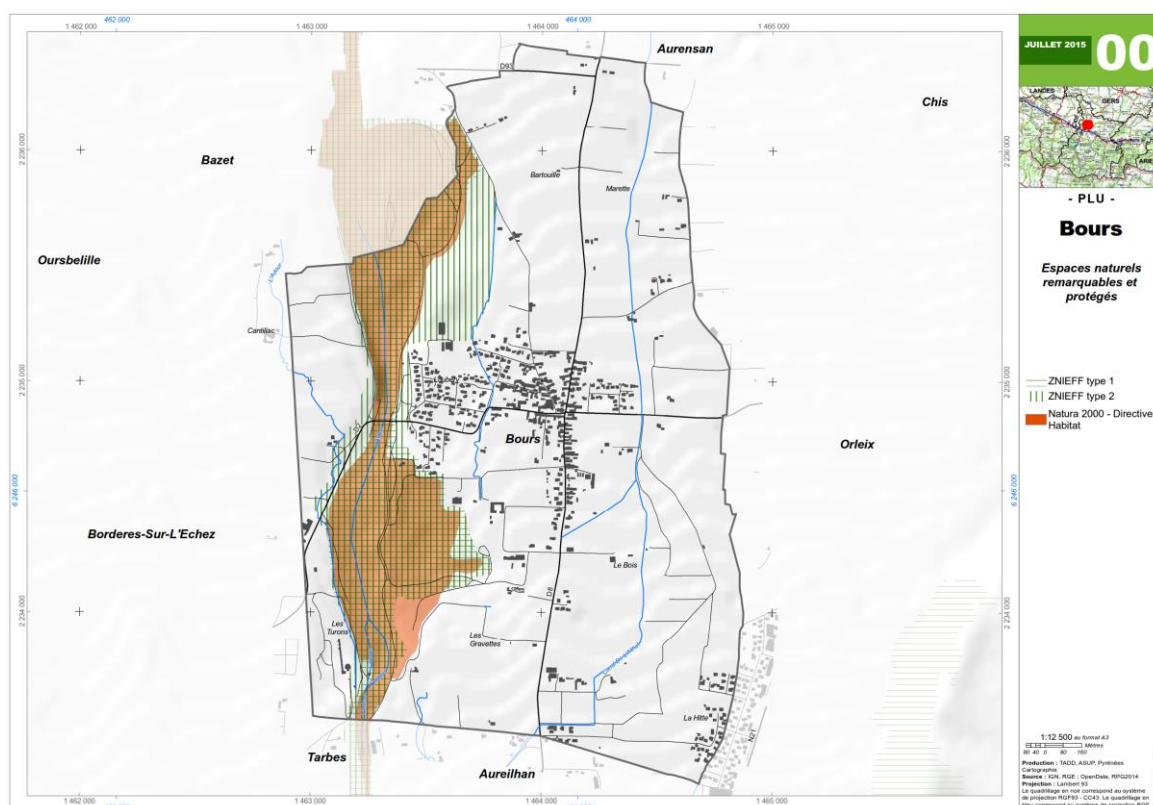
- Aucune construction n'est comprise dans les limites du site Natura 2000.
- il n'est pas prévu d'extension de l'urbanisation dans ces secteurs.
- L'ensemble du site Natura 2000 est classé en zone « naturelle » dans le PLU.

Pour rappel, à l'intérieur des sites NATURA 2000, les projets qui sont susceptibles d'affecter de façon notable les habitats ou espèces d'intérêt communautaire présents doivent faire l'objet d'une « évaluation des incidences ».

A noter que la zone Ner, destinée à l'implantation d'un parc photovoltaïque se situe en partie dans la limite du site Natura 2000. Les inventaires complémentaires réalisés sur le terrain en septembre 2018 montre que le site se compose d'une vaste friche (CC : 87.1) qui s'est développée sur une ancienne gravière totalement comblée aujourd'hui. Une grande partie de la superficie est occupée par le Peuplier noir en colonisation dense, les individus les plus âgés n'ont pas 25 ans. S'y ajoutent de grands massifs particulièrement denses de Renouée du Japon d'une hauteur parfois de 4 m accompagnés de temps en temps par la Balsamine de l'Himalaya. Des stations à Buddleia de David. Ces trois dernières espèces sont des invasives importantes à éradiquer. Les autres zones présentant uniquement une végétation herbacée parfois haute (1,50) sont peuplées d'Erigeron du Canada, Cardère des foulons et quelques pieds de Joncs diffus.

Ce projet fait actuellement l'objet d'une étude d'impact.

Le P.L.U. en lui-même ne conduit donc pas à une aggravation des incidences potentielles par rapport à la situation actuelle.



Fréquentation par le public

Incidence faible

Aujourd'hui, les berges sont déjà aménagées pour le public (trait vert, lac de Bours) et le PLU n'aggrave pas les nuisances déjà existantes.

Biodiversité et éléments paysagers

Incidence potentielle

Habitat : Il n'est pas prévu d'aménagement spécifique supplémentaire (autre que ceux existants) pouvant avoir un impact sur les habitats naturels du site Natura 2000.

Activité : le projet de parc photovoltaïque, en partie dans la zone Natura 2000, peut avoir des impacts potentiels sur la biodiversité et le paysage. Une étude d'impact est en cours.

Risques de pollution des eaux superficielles : assainissement des eaux usées

Incidence faible

Toutes les constructions des quartiers urbains et des zones qui y seront ouvertes à l'urbanisation doivent disposer d'un système d'assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur. En conséquence, sauf accident, les risques de pollution par les eaux usées sont négligeables.

On peut estimer que les incidences sont faibles, sauf en cas de dysfonctionnement d'un dispositif relié à des installations particulières.

Risques de pollution des eaux superficielles : eaux pluviales

Incidence potentielle

Le P.L.U. prévoit de limiter les phénomènes de ruissellement et de réduire les flux vers le réseau hydraulique superficiel :

- En recommandant l'installation de dispositifs de rétention des eaux pluviales avant leur rejet dans le réseau pluvial ou le milieu hydrographique superficiel ;
- En encourageant la mise en place de dispositifs de récupération des eaux de pluie destinés à l'approvisionnement en eau pour des usages domestiques ne nécessitant pas d'eau potable.

Afin de limiter les risques de pollution des eaux superficielles par lessivage des surfaces imperméabilisées, un dispositif de décanteur déshuileur pourra s'avérer nécessaire pour les surfaces de voirie et/ou parking importantes.

Pollutions d'origine agricole

Incidence neutre

L'Adour est bordée par des espaces agricoles ou naturel et affiche un état écologique moyen à bon mais est néanmoins soumis à une pression agricole significative en amont.

Compte tenu des mesures réglementaires existantes (mise en place de bandes enherbées le long des cours d'eau), la qualité des eaux de surface ne devrait donc pas être affectée par le P.L.U., sauf accident.

Au regard des dispositions prises dans l'ensemble du Plan Local d'Urbanisme de Bours, il n'apparaît pas que sa mise en œuvre soit susceptible d'affecter de façon notable le site Natura 2000 « Vallée de l'Adour », sous réserve de produire une étude d'impact complète concernant le projet de parc photovoltaïque analysant les impacts possibles et indiquant les mesures de compensation à mettre en place.

A noter la présence d'une zone Ner dédiée à l'installation d'un parc photovoltaïque sur la commune : ce projet a été soumis à étude d'impact et à donc fait l'objet d'une expertise environnementale dédiée.

5.5 CONSTRUCTION D'INDICATEURS DE SUIVI DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Depuis l'entrée en vigueur de la loi Grenelle 2, le P.L.U. doit comporter une analyse de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers afin de « lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles et dans un souci de modération de la consommation de l’espace et de lutte contre l’étalement urbain ».

Le suivi et l'évaluation de la consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers peuvent être réalisés de façon annuelle à l'aide d'indicateurs chiffrés et/ou sous forme cartographique. Le tableau suivant donne une liste indicative d'informations à recueillir permettant d'assurer ce suivi.

Proposition d'indicateurs de suivi

Thème	Indicateur	Type	Fréquence	Remarques
Construction	Surfaces des parcelles ayant fait l'objet d'un PC pour construction neuve	Chiffré	Cumul annuel	Possibilité de moduler par zone du P.L.U.
	Nombre de logements créés par type (constructions neuves, rénovation ou changement de destination d'un bâtiment existant) et par forme (maisons individuelles, appartement)	Chiffré	Cumul annuel et pluriannuel	
Consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers	Évolution de la SAU dans la commune (donnée RGA)	Chiffré	Intervalle recensement agricole	
	Surfaces agricoles déclarées à la PAC (RPG) : évolution des surfaces et localisation des secteurs concernés	Chiffré / cartographique	Évolution annuelle et pluriannuelle	
Changement climatique	Nombre de demande d'installations de dispositifs d'énergie renouvelable	Chiffré	Évolution annuelle et pluriannuelle	Possibilité de moduler par type d'équipement (solaire, géothermie, etc.)

Rappelons également que le Code de l'Urbanisme (article L153-27) prévoit par ailleurs un suivi de la mise en œuvre du P.L.U. : le Conseil Communautaire de la Communauté d’Agglomération Tarbes- Lourdes-Pyrénées devra procéder, neuf ans au plus tard après la délibération portant approbation ou révision du plan local d'urbanisme, à une analyse des résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L101-2 du code de l’urbanisme. Cette analyse donne lieu à une délibération sur l'opportunité de réviser le P.L.U.

6 ANNEXES

- 1a : Rapport de Présentation (RP)
- 1b : Résumé Non Technique (RNT)
- 1c : Cartes pleine page
- 1d : Diagnostic agricole
- 1e : Etude du CAUE
- 1f : Stratégie Nationale relative aux espèces exotiques envahissantes